

ROYAUME DU MAROC

OFFICE DES CHANGES

*BALANCE DES
PAIEMENTS*

2007

La reproduction des informations contenues dans la présente publication est autorisée
sous réserve d'en mentionner expressément la source

Site Internet : www.oc.gov.ma

*LISTE DES PUBLICATIONS STATISTIQUES
DE L'OFFICE DES CHANGES*

-=-=-=-=-

- ✓ Balance des Paiements : Rapport annuel ;
- ✓ Position Financière Extérieure Globale ;
- ✓ Balance Commerciale : -édition provisoire ;
-édition définitive ;
- ✓ Balance des Règlements ;
- ✓ Statistiques du Commerce Extérieur sur **CD-ROM** ;
- ✓ Balance des Paiements, édition trimestrielle ;
- ✓ Indicateurs Mensuels des Echanges Extérieurs.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES

-==--==-

INDICATIONS METHODOLOGIQUES	11
METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	12
MESURES DE LIBERALISATION DE LA REGLEMENTATION DES CHANGES ADOPTEES EN 2007	18
NOUVELLES DISPOSITIONS REGISSANT L'ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS	22
Balance des paiements 2007, présentation nationale	24
Balance des paiements 2007, présentation type de la 5 ^{ème} édition du manuel du FMI	25
PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	26
Conjoncture internationale et nationale	27
Résultats de la Balance des Paiements	31
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	32
A/- LES BIENS	34
1) Marchandises générales	34
2) Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	35
3) Achats de biens dans les ports (avitaillement)	35
B/- LES SERVICES	35
1) Les transports	36
2) Les voyages	37
3) Les services de communication	38
4) Les services d'assurance	38
5) Les redevances et droits de licence	39
6) Les autres services aux entreprises	39
7) Les services fournis ou reçus par les administrations publiques	40
C/- LES REVENUS	40
1) Les revenus des investissements privés	41
2) Les revenus des investissements publics	41
D/- LES TRANSFERTS COURANTS	42
1) Les transferts courants privés	43
2) Les transferts courants publics	43
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	44
A/- LE COMPTE DE CAPITAL	45
B/- LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	46
1) Les opérations financières du secteur privé	46
a) Crédits commerciaux	46
b) Investissements et prêts privés étrangers	46
1) Les recettes	46
2) Les dépenses	47
c) Investissements et prêts privés marocains à l'étranger	47
d) Monnaie fiduciaire et dépôts	47
2) Les opérations financières du secteur public	48
ECART STATISTIQUE	48
SOLDE FINAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS	48

RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE	50
PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DES TRANSACTIONS	
SUR MARCHANDISES	51
A/- DONNEES GENERALES SUR LES TRANSACTIONS COMMERCIALES	51
1) Importations	52
2) Exportations	52
3) Solde de la balance commerciale	52
B/- PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR	52
1) Taux de couverture	52
2) Taux d'ouverture	52
3) Taux d'exportation	52
4) Taux de pénétration	53
5) Taux de dépendance	53
IMPORTATIONS	54
A/- STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION	55
1) Alimentation, boissons et tabacs	55
2) Energie et lubrifiants	56
3) Produits bruts	56
4) Demi-produits	57
5) Biens d'équipement	58
6) Produits finis de consommation	59
B/- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS	59
C/- IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE	
POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF	61
1) Importations en suite d'ATPA avec paiement	61
2) Importations en suite d'ATPA sans paiement	62
EXPORTATIONS	63
A/- STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION	64
1) Alimentation, boissons et tabacs	64
2) Energie et lubrifiants	64
3) Produits bruts	65
4) Demi-produits	66
5) Biens d'équipement	66
6) Produits finis de consommation	67
B/- EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS	67
C/- REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES	
POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF	70
1) Réexportations en suite d'ATPA avec paiement	70
2) Réexportations en suite d'ATPA sans paiement	71
OPERATIONS DE VOYAGES	72
EVOLUTION DES FLUX TOURISTIQUES	73
BALANCE VOYAGES	74
A/- LES RECETTES	75
Répartition des recettes Voyages par pays	76
B/- LES DEPENSES	76
1) Répartition des dépenses voyages par nature d'opération	77
2) Ventilation des dépenses voyages par mode de règlement	78
a) Les dépenses en billets de banque	78
b) Les dépenses en virements	79
LES OPERATIONS DE VOYAGE DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	80
1) Evolution des dépenses par rapport aux recettes	80
2) Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes	81
3) Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes	81

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	82
LES RECETTES	83
A/- LES RECETTES MRE	84
1) Evolution des recettes MRE	84
2) Répartition des recettes MRE par pays de provenance	85
B/- LES RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX	85
LES DEPENSES	87
EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	87
LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	88
1) transferts courants privés et exportations de biens	88
2) transferts courants privés et exportations de services	88
3) transferts courants privés et recettes courantes	89
4) transferts courants privés et produit intérieur brut	89
 INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	 90
RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	91
1) Répartition par mode de financement	91
2) Répartition par nature d'opération	92
3) Répartition par pays de provenance	94
4) Répartition par secteur d'activité	96
DEPENSES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	99
1) Répartition par nature d'opération	99
2) Répartition par pays de provenance ou organisme financier	99
3) Répartition par secteur d'activité	101
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	104
1) Recettes des investissements et prêts privés étrangers et solde du compte courant	104
2) Investissements et prêts privés étrangers et formation brute de capital fixe	104
3) Recettes nettes au titre des investissements et prêts privés étrangers	104
 OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	 106
LES OPERATIONS FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC	107
A/- LES FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC	107
1) Evolution globale	107
2) Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds	108
3) Evolution des financements extérieurs mobilisés auprès des principaux pays ou organismes bailleurs de fonds	109
a) Financements mobilisés auprès des banques commerciales internationales	109
b) Tirages effectués auprès de la BIRD	110
c) Concours mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement	110
d) Tirages effectués auprès de la France	110
e) Financements mobilisés auprès du FADES	110
B/- LES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL	110
1) Evolution globale	110
2) Répartition des remboursements par groupe de créanciers	111
C/- BALANCE TIRAGES-REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL	112
EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	112
1) Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique	112
2) Répartition de la charge globale de la dette par groupe de bailleurs de fonds	114
3) Flux net par groupe de bailleurs de fonds	115

INDEX DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

- - - - -

Balance des Paiements, année 2007 (Présentation Nationale) —	24
Balance des Paiements, année 2007 (Présentation de la 5 ^{ème} édition du Manuel du FMI) —	25
PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS —	26
Soldes de la Balance des Paiements (2003-2007) —	31
Soldes des postes de la Balance des Paiements (2003-2007) —	32
Evolution des transactions courantes (graphique) —	33
Evolution des recettes courantes —	33
Evolution des dépenses courantes —	33
Résultats des transactions sur marchandises —	34
Evolution des transactions sur marchandises (graphique) —	34
Evolution des recettes et des dépenses au titre des services —	35
Résultats des échanges de services (graphique) —	36
Ventilation par mode des opérations de transports —	36
Ventilation par nature des opérations de transports —	37
Balance voyages —	38
Balance des opérations d'assurances —	38
Dépenses au titre des redevances et droits de licence —	39
Recettes au titre des autres services aux entreprises —	39
Dépenses au titre des autres services aux entreprises —	40
Revenus des investissements privés —	41
Revenus des investissements et emprunts publics —	42
Excédents des transferts courants —	43
Transferts courants privés —	43
Transferts courants publics —	44
Solde du compte courant de la balance des paiements par rapport au PIB —	44
Evolution du solde du compte de capital et d'opérations financières —	45
Solde du compte de capital et d'opérations financières —	45
Compte de capital et d'opérations financières (graphique) —	45
Avoirs extérieurs —	49
RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE —	50
Balance commerciale 2003-2007 —	51
Balance commerciale 2003-2007 (graphique) —	51
Evolution du déficit commercial 2003-2007 (graphique) —	52
Evolution du PIB et des échanges commerciaux 1998-2007 —	53
Evolution des ratios du commerce extérieur 1999-2007 —	53
Evolution des ratios du commerce extérieur (graphique) —	53
Importations par groupement d'utilisation (tableau) —	54
Importations par groupement d'utilisation (graphique) —	55
Importations de produits alimentaires —	55
Importations de produits énergétiques —	56
Importations de produits bruts —	57
Importations de demi-produits —	57
Importations de biens d'équipement —	58
Importations de biens de consommation —	59
Importations par principaux produits —	60
Part des dix premiers produits à l'importation (graphique) —	61

Importations en Admission Temporaire pour Perfectionnement Actif (ATPA) —————	61
Importations en suite d'ATPA-AP ventilées par groupement d'utilisation —————	61
Importations en suite d'ATPA-SP ventilées par principaux produits —————	62
Exportations par groupement d'utilisation —————	63
Exportations par groupement d'utilisation (graphique) —————	63
Exportations de produits alimentaires —————	64
Exportations de produits énergétiques —————	65
Exportations de produits bruts —————	65
Exportations de demi-produits —————	66
Exportations de produits finis d'équipement —————	67
Exportations de produits finis de consommation —————	67
Part des dix premiers produits dans les exportations totales (graphique) —————	68
Part des trois premiers groupes de produits dans les exportations totales (graphique) —————	68
Exportations par principaux produits —————	69
Part des ATPA dans les exportations —————	70
Réexportations en suite d'ATPA-AP ventilées par groupement d'utilisation —————	70
Réexportations en suite d'ATPA-SP ventilées par principaux produits —————	71

OPERATIONS DE VOYAGES ————— 71

Evolution du nombre de touristes (2003-2007) —————	73
Evolution du nombre de touristes (2003-2007) (graphique) —————	74
Balance voyages —————	74
Evolution de l'excédent des opérations de voyages —————	75
Evolution de l'excédent des opérations de voyages (graphique) —————	75
Evolution des recettes voyages 2003-2007 —————	75
Evolution des recettes voyages 2003-2007 (graphique) —————	75
Recettes voyages par pays —————	76
Evolution des dépenses voyages 2003-2007 —————	76
Evolution des dépenses voyages 2003-2007 (graphique) —————	77
Répartition des dépenses voyages par nature d'opération —————	77
Répartition des dépenses voyages par nature d'opération (graphique) —————	78
Ventilation des dépenses Voyages par nature d'opération et mode de règlement —————	78
Ventilation par devise des dépenses voyages en billets de banque —————	79
Ventilation des dépenses voyages en billets de banque par nature de voyage —————	79
Ventilation des virements par nature de voyages —————	80
Evolution des dépenses par rapport aux recettes —————	80
Ratio des dépenses voyages par rapport aux recettes (graphique) —————	80
Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes —————	81
Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes —————	81

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES ————— 82

Recettes au titre des transferts courants privés (2003-2007) —————	83
Evolution des recettes des transferts courants privés (graphique) —————	84
Part des transferts courants privés dans les recettes courantes (graphique) —————	84
Evolution des recettes MRE —————	84
Recettes MRE par pays de provenance —————	85
Evolution des recettes au titre des transferts sociaux —————	86
Evolution des recettes au titre des transferts sociaux (graphique) —————	86
Ventilation des recettes au titre des transferts sociaux par pays —————	86
Evolution de l'excédent au titre des transferts courants privés (2003-2007) —————	87
Transferts courants privés par rapport aux exportations de biens —————	88
Transferts courants privés par rapport aux exportations de services —————	88
Transferts courants privés par rapport aux recettes courantes —————	89
Transferts courants privés par rapport au PIB —————	89

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	90
Investissements et prêts privés étrangers par mode de financement	92
Investissements et prêts privés étrangers par mode de financement (graphique)	92
Investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération	93
Investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération (graphique)	93
Recettes des investissements et prêts privés étrangers par pays et organisme financier	95
Recettes des investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité	96
Recettes des investissements directs étrangers au Maroc par pays	97
Recettes des investissements directs étrangers au Maroc par secteur d'activité	98
Dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers	99
Dépenses au titre des investissements étrangers par pays et organisme financier	100
Dépenses au titre des investissements étrangers par secteur d'activité	101
Dépenses au titre des investissements directs étrangers par pays et organisme financier	102
Dépenses au titre des investissements directs étrangers par secteur d'activité	103
Recettes des investissements étrangers et solde du compte courant	104
Recettes des investissements étrangers et FBCF	104
Recettes nettes au titre des investissements et prêts privés étrangers	105
Evolution des recettes brutes et nettes des investissements étrangers (graphique)	105

OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	106
Evolution des financements extérieurs mobilisés par le secteur public	107
Evolution des financements extérieurs mobilisés par le secteur public (Graphique)	108
Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds	108
Evolution des tirages par groupe de créanciers (2005-2007) (Graphique)	109
Répartition des tirages par groupe de créanciers (2006-2007) (Graphique)	109
Remboursements en principal	110
Répartition des remboursements en principal par groupe de créanciers	111
Balance tirages-remboursements en principal	112
Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes des biens et services et aux recettes courantes (2003-2007)	113
Evolution du ratio de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes des biens et services et par rapport aux recettes courantes (graphique)	113
Répartition de la charge de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds (2005-2007)	114
Ventilation de la charge de la dette extérieure publique en principal et intérêts par groupe de créanciers (graphique)	115
Balance tirages-charge globale de la dette extérieure publique	115

ANNEXES

-==--==--

BALANCES DES PAIEMENTS 2002-2006	117
Balance des paiements année 2002 (présentation nationale)	118
Balance des paiements année 2002 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	119
Balance des paiements année 2003 (présentation nationale)	120
Balance des paiements année 2003 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	121
Balance des paiements année 2004 (présentation nationale)	122
Balance des paiements année 2004 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	123
Balance des paiements année 2005 (présentation nationale)	124
Balance des paiements année 2005 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	125
Balance des paiements année 2006 (présentation nationale)	126
Balance des paiements année 2006 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	127
 TABLEAUX DU COMMERCE EXTERIEUR 2006-2007	 128
Importations par produits remarquables (2006-2007)	129
Exportations par produits remarquables (2006-2007)	133
Importations par pays (2006-2007)	136
Exportations par pays (2006-2007)	139
 Loi n°19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc	 142
 Décret n° 2-07-885 du 8 hijra 1428 (19 décembre 2007) pris pour l'application de la loi n° 19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière globale du Maroc	 147

*INDICATIONS
METHODOLOGIQUES*

METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

-=-=-=-=-

La balance des paiements est un état statistique qui enregistre selon une classification déterminée, l'ensemble des flux économiques et financiers intervenus pendant une période donnée entre résidents et non-résidents d'une économie.

Le Maroc, à l'instar des autres pays membres du FMI, établit la balance des paiements selon la méthodologie du Manuel édité par cette institution, lequel est régulièrement mis à jour en vue d'appréhender dans la balance des paiements l'ensemble des transactions internationales.

A compter de l'année 1995 et dans le cadre des efforts continus, déployés par l'Office des Changes en vue d'adapter le dispositif d'établissement des statistiques des échanges extérieurs aux nouvelles normes internationales en vigueur, la balance des paiements est établie, depuis cette date, selon les recommandations de la cinquième édition du Manuel du FMI, publiée en 1993.

Les objectifs recherchés à travers cette nouvelle édition sont principalement les suivants :

- l'élargissement du cadre conceptuel de la balance des paiements pour une meilleure appréhension de l'ensemble des transactions d'une économie avec le reste du monde ;
- l'harmonisation du système d'établissement de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale avec le système de la comptabilité nationale ;
- la prise en compte des innovations financières et des nouveaux instruments financiers apparus depuis la publication de la quatrième édition en 1977 ;
- l'affirmation de la position financière extérieure globale en tant que partie essentielle des comptes extérieurs d'une économie.

Les améliorations apportées par la cinquième édition ont trait notamment à l'architecture de la balance des paiements à travers l'intégration de nouvelles données et la désagrégation de certains postes pour faire apparaître des données plus détaillées, particulièrement au niveau des services et des opérations financières. Les concepts (résidence, économie déclarante, etc.), les modes d'évaluation et la chronologie n'ont pas subi de modifications majeures.

Hormis les innovations relatives à son architecture, la **balance marocaine des paiements** continue de conserver ses principales caractéristiques, à savoir :

- c'est une **balance de transactions**, puisqu'en dépit de son appellation, la balance des paiements n'enregistre pas exclusivement les règlements entre résidents et non-résidents d'une économie mais également l'ensemble des transactions intervenues entre ces derniers qu'il y ait ou non règlement, ou encore que ce règlement soit différé dans le temps ;

- la balance des paiements est établie selon **le principe de la partie double**, en ce sens que chaque transaction donne lieu à deux inscriptions du même montant mais en sens opposés. Pour mieux appréhender ce principe, il y a lieu de préciser que la **présentation nationale** de la balance des paiements est scindée en deux parties : la **balance de base**, laquelle enregistre l'ensemble des transactions et la **partie monétaire** qui regroupe les règlements afférents à ces transactions. Les deux parties dégagent conjointement **un solde nul, compte tenu de l'écart statistique** qui est repris dans la balance des paiements pour parvenir à l'équilibre des deux parties. Les indications relatives à la partie monétaire apparaissent dans la situation des avoirs extérieurs de l'Institut d'émission et du système bancaire.

Par contre, la présentation de la balance des paiements selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI comporte une rubrique sur la variation des avoirs extérieurs, faisant partie du compte des opérations financières, laquelle rubrique enregistre en sens opposé cette variation. Ainsi, la balance des paiements établie selon les composantes-types dégage **un solde nul compte tenu également de l'écart statistique**.

Il convient de préciser par ailleurs, que lorsqu'une transaction ne fait pas l'objet de règlement, sa contrepartie est **inscrite dans la balance de base**. Il s'agit en l'occurrence des règlements différés, des dons de marchandises, de l'assistance technique à titre gratuit, des investissements financés par conversion de dettes, etc.

Les informations nécessaires à l'établissement de la balance des paiements sont puisées principalement des déclarations douanières tant à l'importation qu'à l'exportation et des comptes rendus bancaires établis à l'occasion de chaque opération d'achat ou de vente de devises. Ces données sont complétées par des informations collectées directement auprès de divers organismes publics et privés.

Enfin et en matière de publication de la balance des paiements, l'Office des Changes publie cet état statistique selon une présentation nationale habituellement diffusée et suivant une présentation établie selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI.

CLASSIFICATION GENERALE DES COMPTES

==--==

La balance des paiements, présentée selon les recommandations de la cinquième édition du Manuel du FMI comporte deux parties : le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Ce compte regroupe toutes les transactions portant sur des valeurs économiques, autres que les actifs financiers, ainsi que les transferts sans contrepartie. Il est scindé en quatre rubriques : les biens, les services, les revenus et les transferts courants.

LES BIENS

Cette rubrique reprend **toutes les transactions sur marchandises entre le Maroc et l'étranger qu'il y ait ou non transfert de propriété**. Ainsi, trois lignes sont prévues : les marchandises générales, les biens importés sans paiement et réexportés après transformation et les achats de biens dans les ports et aéroports marocains (avitaillement).

La rubrique "**marchandises générales**" retrace les mouvements de biens, déterminés à partir des déclarations douanières conformément aux méthodes en usage au plan international. Les importations et les exportations sont évaluées FOB dans la balance des paiements alors que dans les statistiques du commerce extérieur, les importations sont évaluées CAF et les exportations FOB. Le passage de la valeur CAF des importations à leur valeur FOB s'effectue sur la base d'un coefficient moyen déterminé à partir des résultats d'une enquête réalisée à ce titre. Ce coefficient est actuellement de 8%.

Il est à préciser par ailleurs, que les transactions commerciales sont enregistrées au moment du passage en douane des marchandises, sans tenir compte du paiement ou non de celles-ci. Ainsi, les importations incluent aussi bien les dons que les achats donnant lieu à règlement immédiat ou ceux pour lesquels des facilités de paiement sont prévues dont les biens d'équipement acquis au moyen de crédits-bails. Elles sont constituées des entrées de marchandises dans le territoire assujetti et en zone franche d'exportation en provenance de l'étranger.

Les exportations comprennent les marchandises expédiées du territoire assujetti et de la zone franche d'exportation vers l'étranger, à l'exception notamment des biens destinés à être réparés et des opérations de transit.

La rubrique des **biens importés sans paiement et réexportés après transformation** recouvre les transactions effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement. Elles sont dites sans paiement du fait qu'elles ne font pas l'objet de règlement au profit du fournisseur étranger qui en reste le propriétaire. Ces opérations sont enregistrées sur une base brute avant et après transformation.

Enfin, la rubrique "**achats de biens dans les ports**" enregistre en recettes les marchandises marocaines acquises par le pavillon étranger dans les ports et aéroports marocains et en dépenses, les marchandises d'origine étrangère achetées au Maroc par le pavillon national.

LES SERVICES

Dans la nouvelle présentation de la balance des paiements, les services ont fait l'objet d'une classification plus désagrégée et ce, eu égard au développement des échanges internationaux de services. Les modifications intervenues au niveau de cette rubrique concernent, d'une part, les recettes des travaux à façon exclues désormais des services et reprises parmi les transactions sur marchandises et d'autre part, les revenus des investissements repris dorénavant dans la rubrique des Revenus.

Ainsi, les transactions portant sur les services sont regroupées dans les postes suivants : transports, voyages, services de communication, services d'assurance, redevances et droits de licence, autres services aux entreprises et services fournis ou reçus par les administrations publiques non compris ailleurs.

1°) Les transports

Ce poste enregistre en recettes et en dépenses, l'ensemble des règlements intervenus au titre des services de transport de marchandises et de passagers par voies maritime, aérienne ou terrestre. Il enregistre également toutes les dépenses afférentes à l'avitaillement, aux droits portuaires et aéroportuaires, aux réparations et entretiens, etc.

2°) Les voyages

Ce poste reprend les recettes voyages qui correspondent aux biens et services fournis par l'économie marocaine aux voyageurs non-résidents à l'occasion essentiellement des voyages touristiques et recense en dépenses, les services fournis par les économies étrangères aux voyageurs résidents au titre des voyages touristiques, stages et missions, études, pèlerinage, Omra, voyages d'affaires et soins médicaux, etc.

3°) Les services de communication

Ces services reprennent en recettes et en dépenses les services de télécommunications, de poste et de messagerie.

4°) Les services d'assurance

Ce poste enregistre les règlements au titre des opérations d'assurance, qu'il s'agisse d'assurances sur marchandises ou autres (assurances, réassurance, indemnisations, etc...).

5°) Les redevances et droits de licence

Ce poste recouvre les flux relatifs à l'utilisation d'actifs incorporels non financiers non produits et des droits de propriété. Il s'agit des revenus de la propriété intellectuelle dont en particulier la location de brevets, les redevances cinématographiques et celles se rapportant à la radio et télévision.

6°) Les autres services aux entreprises

Sont inscrites dans ce poste en dépenses, les diverses prestations de services fournies par les non-résidents aux entreprises résidentes et non classées ailleurs. Il s'agit des opérations d'assistance technique privée, des transactions de services liées au commerce international telles que les commissions de représentation, les frais de fonctionnement des délégations commerciales implantées à l'étranger, les frais bancaires, les frais de publicité, les frais engagés à l'étranger par les exportateurs de biens ou de services et réglés à partir de leurs comptes en dirhams convertibles. En recettes, ce poste enregistre principalement les rapatriements effectués par les centres d'appels et les frais de fonctionnement des délégations commerciales étrangères implantées au Maroc et les services divers.

7°) Les services fournis ou reçus par les administrations publiques nca

Ce poste retrace les transactions effectuées par les administrations publiques portant sur des services non recensés ailleurs. Parmi ces transactions, figurent celles relatives aux représentations diplomatiques et aux institutions gouvernementales étrangères établies au Maroc. Les recettes comprennent également les différentes redevances versées à l'Administration marocaine.

LES REVENUS

Cette rubrique reprend, d'une part, les revenus des investissements et prêts privés y compris les revenus réinvestis au Maroc et d'autre part, le service de la dette extérieure publique. Ils enregistrent également les revenus générés par le placement des réserves de change de Bank Al-Maghrib.

LES TRANSFERTS COURANTS

Ce poste enregistre en recettes essentiellement les rapatriements effectués par les Marocains résidant à l'étranger (MRE) et les transferts sans contrepartie, reçus par le secteur public. En dépenses, il enregistre principalement les transferts effectués par les étrangers résidents au titre des économies sur revenus, les cotisations aux caisses étrangères de retraite ou de prévoyance sociale.

LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Ce compte se compose du compte de capital et du compte d'opérations financières.

LE COMPTE DE CAPITAL

Ce compte reprend les opérations en capital ainsi que les transactions sur les actifs non financiers non produits. Les opérations en capital portent principalement sur les transferts des migrants et les remises de dettes. Quant aux transactions sur les actifs non financiers non produits, elles recouvrent les avoirs incorporels (brevets, marques, droits de bail, etc.) et les avoirs corporels tels les terrains.

Pour la présentation marocaine, il s'agit uniquement des opérations en capital : transferts effectués par les migrants au titre des départs définitifs et les remises de dettes au profit du secteur public.

LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Ce compte enregistre les opérations d'investissements directs y compris les bénéfices réinvestis, les investissements de portefeuille (titres de participation, titres de créance et instruments du marché monétaire) et les autres investissements (crédits commerciaux et prêts à court et long termes).

Aux fins de se conformer à la 5^{ème} édition du Manuel du FMI, selon laquelle les prêts entre entreprises apparentées doivent être appréhendés comme étant des investissements directs, la répartition des investissements et prêts privés étrangers, par nature d'opération, a été revue dans ce sens. Ainsi, les investissements directs comprennent outre les opérations d'investissement proprement dites (prises de participation dans le capital de sociétés supérieures à 10%), les avances en comptes courants d'associés et les prêts privés contractés par les sociétés marocaines auprès de leurs maisons mères.

Dans la présentation nationale de la balance des paiements, le compte d'opérations financières distingue entre les opérations du secteur privé (crédits commerciaux, investissements et prêts privés) et celles du secteur public (tirages et remboursements en principal de la dette extérieure publique, opérations avec le FMI) et enregistre la variation des engagements extérieurs qui concerne en particulier les disponibilités des comptes en dirhams convertibles, tenus au nom des étrangers ou des marocains résidant à l'étranger et des comptes convertibles à terme.

Par contre, la présentation de la balance des paiements selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI répartit les opérations financières en quatre catégories : les investissements directs, les investissements de portefeuille, les autres investissements et la variation des avoirs de réserve. Cette variation est inscrite **en sens opposé** pour préserver l'équilibre de la balance des paiements : une variation négative correspond à un accroissement desdits avoirs et inversement.

Est prévue enfin dans la balance des paiements une rubrique intitulée "Ecart Statistique", destinée à équilibrer celle-ci conformément aux recommandations de la cinquième édition du manuel du FMI.

MESURES DE LIBERALISATION DE LA REGLEMENTATION DES CHANGES ADOPTÉES EN 2007

-==--==-

Dans le cadre du processus de libéralisation de la réglementation des changes, l'Office des Changes a adopté en 2007 les mesures suivantes :

1er mars 2007

Mise en place d'un nouveau cadre réglementaire régissant les opérations d'assurances et de réassurance en vue de se conformer aux nouvelles dispositions législatives en la matière. Ce nouveau cadre réglementaire a introduit les principales innovations suivantes :

- Il énumère les opérations d'assurances à souscrire en devises auprès des entreprises d'assurances et de réassurance établies au Maroc et celles à souscrire auprès des sociétés étrangères.
- Il habilite les banques intermédiaires agréées à ouvrir pour le compte des entreprises d'assurances et de réassurance des comptes libellés en devises et à effectuer les transferts nécessaires liés aux opérations de dépôt, d'investissement et/ ou de placement à l'étranger.

21 mars 2007

Mise en place de nouvelles dispositions libérales relatives aux opérations de négoce international :

- extension de l'activité de négoce international aux personnes physiques dûment inscrites au registre de commerce et à tous les services, y compris ceux n'ayant pas de lien avec les opérations commerciales ;
- ouverture de comptes en devises permettant aux négociants de mieux gérer les opérations de négoce international en évitant les fluctuations des cours de change et les commissions et frais liés aux opérations de vente et de rachat de devises.

05 avril 2007

Relèvement de la dotation touristique de 15.000 à 20.000 DH (et de 7.000 à 7.500 pour l'enfant mineur figurant sur le passeport du parent bénéficiaire) et de la dotation au titre de la "Omra" de 14.000 à 15.000 DH.

25 avril 2007

Adoption de nouvelles mesures en matière d'importation et d'exportation de moyens de paiement libellés en devises par les personnes physiques résidentes et non résidentes :

- l'importation par les résidents et les non résidents de devises en billets de banque d'un montant égal ou supérieur à la contre-valeur de 100.000 DH est soumise à une déclaration à souscrire auprès du bureau douanier d'entrée au territoire national ;
- l'exportation de devises en billets de banque par les non résidents d'un montant égal ou supérieur à la contre-valeur de 100.000 DH doit être déclarée et justifiée au bureau douanier de sortie, notamment par la déclaration souscrite à l'entrée au territoire national ;
- l'exportation de devises en billets de banque par les résidents est subordonnée à la présentation aux services douaniers des frontières soit :
 - du passeport comportant le cachet de l'intermédiaire agréé, du bureau de change ou de la société d'intermédiation en matière de transfert de fonds faisant ressortir le montant de la dotation servie ;
 - d'un bordereau de change établi par l'intermédiaire agréé ou par tout établissement dûment habilité à effectuer des opérations de ventes de devises.
- les voyageurs résidents sont autorisés à exporter et à importer par devers eux des dirhams à concurrence d'un montant en billets de banque n'excédant pas 1000 DH et ce, afin de leur permettre de faire face à certaines dépenses lors de leur retour au Maroc.

02 juillet 2007

Adoption de nouvelles facilités de change en faveur des étudiants marocains à l'étranger :

- augmentation du montant des frais de séjour de 7.000 à 10.000 DH par mois ;
- relèvement de l'allocation départ scolarité de 20.000 à 25.000 DH par an ;
- règlement par anticipation des loyers et des charges locatives dans la limite de 3 mois ;
- transfert dans la limite de 25.000 DH par an au profit des étudiants marocains, des frais de scolarité avancés par leurs soins au profit des établissements d'enseignement étrangers;
- transfert directement des loyers et des charges y afférentes dont les dépôts de garantie en faveur des étudiants résidant dans les campus, les foyers et les cités universitaires ;
- augmentation des frais de stage des étudiants marocains à l'étranger de 7.000 à 10.000 DH par mois pour une période d'une année qui suit la dernière année d'étude.

1er août 2007

Adoption de nouvelles mesures libérales relatives au compte de capital, au régime des comptes en devises ou en dirhams convertibles des exportateurs de biens et de services, à la couverture contre le risque de change et au règlement financier des importations.

Investissements marocains à l'étranger

Libéralisation des opérations d'investissement à l'étranger à réaliser par les personnes morales résidentes, ayant au moins trois années d'activité et dont la comptabilité est certifiée par un commissaire aux comptes externe, à concurrence d'un plafond de 30 millions de dirhams par an. Lesdits investissements doivent s'inscrire dans le cadre de l'activité de la personne morale concernée. Ils peuvent revêtir plusieurs formes, notamment la création de sociétés, la prise de participation dans le capital des sociétés déjà existantes, l'ouverture de bureaux de représentation ou de liaison, de succursales. En outre, les investisseurs concernés peuvent procéder librement, au réinvestissement du produit de cession ou de liquidation de leurs investissements à l'étranger.

Placements en devises à l'étranger

Libéralisation des opérations de placements en devises à l'étranger, sous forme de dépôts bancaires, d'acquisition de titres de créances et/ou d'instruments financiers cotés ou négociés sur des marchés réglementés, par les banques dans la limite de leurs positions de change, les entreprises d'assurances et de réassurance à concurrence de 5% de leur actif, les organismes de retraite à hauteur d'un plafond de 5% de leurs réserves et les OPCVM dans la limite de 10% de leur actif.

Ces placements doivent être effectués dans les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) et/ou les pays membres de l'Union Européenne et/ou dans les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

Crédits à l'exportation

Mise en place d'un cadre libéral pour les opérations de crédits commerciaux permettant aux exportateurs et aux banques intermédiaires agréés d'accorder des crédits fournisseurs ou des crédits acheteurs aux clients étrangers pouvant couvrir jusqu'à 85% de la valeur des exportations de biens ou de travaux et prestations de services à réaliser à l'étranger. Ces crédits peuvent être accordés à court ou à moyen terme pour toutes les catégories de biens et de services et à long terme, pour les biens d'équipement (la durée de remboursement de ces crédits peut atteindre 8 ans).

Comptes en devises et en dirhams convertibles au nom des exportateurs de biens et de services

Adoption de nouvelles mesures libérales relatives aux Comptes en devises et en dirhams convertibles au nom des exportateurs de biens et de services :

- ✓ relèvement de 20% à 50% du taux des recettes d'exportation à inscrire dans les comptes en devises des exportateurs de biens et de services.
- ✓ suppression de l'accord préalable de l'Office des Changes pour l'ouverture de comptes en devises par les exportateurs de biens et de services.

- ✓ suppression de l'obligation d'inscription de la quotité des recettes en devises dans les comptes en devises des exportateurs de biens et de services simultanément à la cession du reliquat de ces recettes sur le marché des changes. Les exportateurs bénéficient dans ce cadre de la possibilité d'inscription des montants en devises correspondant à 50% des recettes durant une année à compter de la date de cession des devises sur le marché des changes.

Couverture contre le risque de change

Mise en place de nouvelles dispositions en matière de couverture contre le risque de change autorisant les banques intermédiaires agréés à proposer à leur clientèle les couvertures suivantes :

- ✓ couvertures à terme devises contre devises;
- ✓ contrats de swaps devises contre devises;
- ✓ contrats de swaps devises contre dirhams.

Ces opérations doivent être adossées à des transactions commerciales ou financières entre résidents et non résidents, à l'exclusion de toute opération spéculative.

Règlement d'acomptes et paiement par anticipation d'importations de biens et de services

Adoption de nouvelles mesures libérales en matière de règlement financier des importations :

- ✓ extension de la possibilité de règlement d'acomptes jusqu'à 40% de la valeur FOB pour l'importation de biens d'équipement à l'ensemble des biens pouvant être importés conformément à la réglementation des changes. Ces acomptes peuvent atteindre 50% pour les logiciels dont le prix dépasse 50.000 dirhams.
- ✓ relèvement de 20.000 dirhams à 200.000 dirhams du montant pouvant être payé par anticipation au titre du règlement des importations de marchandises. Pour les logiciels, le règlement par anticipation peut couvrir le prix intégral de leur acquisition lorsque celui-ci est inférieur à 50.000 dirhams.
- ✓ libéralisation des paiements par anticipation de la valeur totale des biens d'équipement usagés acquis à l'étranger dans le cadre de ventes aux enchères.
- ✓ libéralisation des paiements par anticipation au titre de l'acquisition de matériel (moules industriels, serveurs, matériels de télécommunications), conçu pour les besoins spécifiques des entreprises marocaines et devant être fabriqué et utilisé à l'étranger.

NOUVELLES DISPOSITIONS REGISSANT L'ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS

-==--==-

L'année 2007 a été marquée par le renforcement de la mission statistique de l'Office des Changes à travers la publication de la loi 19-06 relative aux déclarations statistiques et du décret d'application de cette loi.

I. LOI N°19-06 RELATIVE AUX DÉCLARATIONS STATISTIQUES*

La mission statistique de l'Office des Changes a été renforcée en 2007 par la publication de la loi n° 19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc, promulguée par le Dahir n° 1-07-51 du 28 Rabii I 1428 du 17 avril 2007 (Bulletin Officiel n°5521 du 30 avril 2007).

Cette loi qui confère à l'Office des Changes l'assise juridique nécessaire pour l'établissement des statistiques des échanges extérieurs, vise :

- **l'institutionnalisation de la mission statistique** par l'habilitation de l'Office des Changes à élaborer, publier et diffuser les statistiques des échanges extérieurs ;
- **la séparation de la mission de contrôle**, dévolue à l'Office des Changes, de sa mission statistique et assurer à cette dernière une autonomie vis-à-vis du contrôle des changes qui connaît une libéralisation de plus en plus poussée ;
- la mise en place d'un cadre juridique qui **renforce le rôle du système bancaire** qui constitue pour l'Office des Changes la principale source d'informations en matière de collecte et de transmission des informations relatives aux opérations réalisées avec l'étranger ;
- la garantie pour l'Office des Changes de collecter directement auprès des opérateurs économiques **des données complémentaires** qui ne font l'objet ni de déclaration douanière, ni de comptes rendus bancaires ;
- l'extension conformément aux normes internationales de l'obligation déclarative **aux banques offshore** et aux opérateurs des zones franches d'exportation, exclus de par la législation en vigueur du champ de la réglementation des changes. Ainsi les opérations traitées par ces entités avec l'étranger doivent être intégrées dans les statistiques de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale ;

* Cf texte de cette loi en Annexe.

- la réalisation d'**enquêtes** à caractère statistique auprès des opérateurs économique en vue d'appréhender certaines données de nature à enrichir l'information statistique produite par l'Office des Changes ;
- la préservation du **caractère confidentiel** des renseignements individuels collectés par l'Office des Changes auprès des opérateurs à des fins statistiques.

II. DECRET D'APPLICATION DE LA LOI 19-06, RELATIVE AUX DECLARATIONS STATISTIQUES*

Le Décret d'application de la loi 19-06, relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale, a été publié le 19 décembre 2007 (Décret n° 2-07-885 du 8 Hijja 1428).

Ce Décret habilite le Ministre chargé des finances à définir, par décision prise sur proposition du Directeur de l'Office des Changes, les modalités, procédures, délais et modèles des déclarations statistiques à adresser à cet organisme.

Ledit Décret habilite également le Ministre chargé des finances à fixer par décision prise sur proposition du Directeur de l'Office des Changes, le montant à payer en contrepartie de certains travaux et publications statistiques fournis par cet organisme.

* Cf Décret d'application en Annexe.

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2007****PRESENTATION NATIONALE**

Millions de dirhams

	RECETTES	DEPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	295 625,1	296 196,1	-571,0
BIENS	123 940,8	239 267,6	-115 326,8
Marchandises générales	79 686,3	211 640,1	-131 953,8
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	43 079,1	27 518,1	+15 561,0
Achats de biens dans les ports	1 175,4	109,4	+1 066,0
SERVICES	99 447,1	44 267,8	+55 179,3
Transports	14 881,0	18 059,6	-3 178,6
Voyages	58 673,9	7 167,0	+51 506,9
Services de communication	3 292,6	879,4	+2 413,2
Services d'assurance	582,6	926,5	-343,9
Redevances et droits de licence	34,0	293,4	-259,4
Autres services aux entreprises	16 447,0	9 625,5	+6 821,5
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	5 536,0	7 316,4	-1 780,4
REVENUS	7 831,9	11 152,3	-3 320,4
Revenus des investissements privés	646,2	6 380,2	-5 734,0
Revenus des investissements et des emprunts publics	7 185,7	4 772,1	+2 413,6
TRANSFERTS COURANTS	64 405,3	1 508,4	+62 896,9
Publics	2 799,8	496,7	+2 303,1
Privés	61 605,5	1 011,7	+60 593,8
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	74 625,6	57 990,5	+16 635,1
CAPITAL	-	24,6	-24,6
Transferts des migrants	-	24,6	-24,6
OPERATIONS FINANCIERES	74 625,6	57 965,9	+16 659,7
SECTEUR PRIVE	52 418,1	41 845,3	+10 572,8
Crédits commerciaux	10 017,1	13 255,7	-3 238,6
Prêts et investissements étrangers au Maroc	41 379,1	22 557,6	+18 821,5
Prêts et investissements marocains à l'étranger	1 021,9	5 683,7	-4 661,8
Monnaie fiduciaire et dépôts	-	348,3	-348,3
SECTEUR PUBLIC	22 207,5	16 120,6	+6 086,9
Prêts	22 207,5	16 120,6	+6 086,9
C- ECART STATISTIQUE	873,4	-	+873,4
TOTAL	371 124,1	354 186,6	+16 937,5

BALANCE DES PAIEMENTS

ANNEE 2007

PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL

Millions de dirhams

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	295 625,1	296 196,1	-571,0
<u>BIENS</u>	123 940,8	239 267,6	-115 326,8
Marchandises générales	79 686,3	211 640,1	-131 953,8
Biens importés sans paiement			
et réexportés après transformation	43 079,1	27 518,1	+15 561,0
Achats de biens dans les ports	1 175,4	109,4	+1 066,0
<u>SERVICES</u>	99 447,1	44 267,8	+55 179,3
Transports	14 881,0	18 059,6	-3 178,6
<i>Transports maritimes</i>	4 562,7	12 298,3	-7 735,6
<i>Transports aériens</i>	9 309,0	4 690,2	+4 618,8
<i>Autres transports</i>	1 009,3	1 071,1	-61,8
Voyages	58 673,9	7 167,0	+51 506,9
<i>Voyages à titre professionnel</i>	-	1 226,2	-1 226,2
<i>Voyages à titre personnel</i>	58 673,9	5 940,8	+52 733,1
Services de communication	3 292,6	879,4	+2 413,2
Services d'assurance	582,6	926,5	-343,9
Redevances et droits de licence	34,0	293,4	-259,4
Autres services aux entreprises	16 447,0	9 625,5	+6 821,5
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	5 536,0	7 316,4	-1 780,4
<u>REVENUS</u>	7 831,9	11 152,3	-3 320,4
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	171,0	2 898,9	-2 727,9
<i>Autorités monétaires</i>	7 014,7	-	+7 014,7
<i>Banques</i>	-	34,9	-34,9
<i>Autres secteurs</i>	646,2	8 218,5	-7 572,3
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	64 405,3	1 508,4	+62 896,9
Publics	2 799,8	496,7	+2 303,1
Privés	61 605,5	1 011,7	+60 593,8
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	74 625,6	74 928,0	-302,4
<u>CAPITAL</u>	-	24,6	-24,6
Transferts des migrants	-	24,6	-24,6
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	74 625,6	74 903,4	-277,8
<u>Investissements directs</u>	38 052,0	20 169,0	+17 883,0
<i>- A l'étranger</i>	93,0	5 185,4	-5 092,4
<i>- Dans l' économie nationale</i>	37 959,0	14 983,6	+22 975,4
<u>Investissements de portefeuille</u>	3 420,0	4 087,4	-667,4
<i>- Avoirs</i>	303,9	429,6	-125,7
<i>- Engagements</i>	3 116,1	3 657,8	-541,7
<u>Autres investissements</u>	33 153,6	33 709,5	-555,9
- Crédits commerciaux	10 017,1	13 255,7	-3 238,6
<i>.Autres secteurs</i>	10 017,1	13 255,7	-3 238,6
- Prêts	23 136,5	20 105,5	+3 031,0
<i>.Administrations</i>	12 459,8	12 678,6	-218,8
<i>.Banques</i>	625,0	274,8	+350,2
<i>.Autres secteurs</i>	10 051,7	7 152,1	+2 899,6
- Monnaie fiduciaire et dépôts	-	348,3	-348,3
<i>.Banques</i>	-	348,3	-348,3
<u>Avoirs de réserve</u>	-	16 937,5	-16 937,5
C- ECART STATISTIQUE	873,4	-	+873,4
<u>TOTAL</u>	371 124,1	371 124,1	

*PRESENTATION DES
RESULTATS DE LA BALANCE
DES PAIEMENTS*

CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE



Dans un contexte international marqué par l'instabilité économique et financière, l'économie mondiale a enregistré en 2007 un taux d'accroissement de 4,9%, légèrement en deçà du taux de 5% réalisé en 2006. Ce résultat est dû en particulier aux performances des pays émergents, notamment asiatiques qui ont compensé le ralentissement économique observé dans les principaux pays industrialisés.

En effet, la croissance de l'économie mondiale a été réalisée en dépit du ralentissement de l'activité économique particulièrement aux Etats-Unis et dans les économies de la Zone euro et de l'envolée par ailleurs des cours des produits pétroliers et des autres produits de base sur les marchés internationaux.

L'inflation mondiale est restée dans ce contexte modérée. Dans les pays développés, la hausse des prix a été maîtrisée alors qu'elle s'est relativement intensifiée dans les pays émergents et en voie de développement.

Aux Etats-Unis, le produit intérieur brut a augmenté de 2,2% contre 2,9% en 2006. Cette évolution est imputable à la stagnation des dépenses de consommation des ménages et à la baisse des investissements immobiliers ayant résulté du durcissement des conditions d'octroi des crédits bancaires. Les prix ont affiché une hausse annuelle de 2,9%, en retrait par rapport à 2006, année au cours de laquelle la hausse des prix avait atteint 3,2%. Quant au taux de chômage se situant à 4,6%, il est resté quasiment stable.

Dans la Zone euro, le taux de croissance a été de 2,6% contre 2,8% en 2006. Ce résultat s'explique par les effets du ralentissement de l'économie américaine et par le niveau élevé du taux de change de l'euro face au dollar, facteurs n'ayant pas favorisé le développement de l'activité touristique et des exportations de ladite zone. Les effets de ces facteurs exogènes ont néanmoins été atténués par la vigueur de la demande intérieure et l'amélioration de l'investissement. Le taux de chômage a reculé à 7,5% contre 8,3% en 2006 et le taux d'inflation à 2,1% contre 2,2%.

Au Japon, l'activité économique a continué pratiquement sur sa relance en dépit d'une conjoncture internationale peu favorable et l'appréciation du Yen par rapport au dollar. Le taux de croissance a été de 2,1% contre 2,4% en 2006. Cette évolution est due principalement au dynamisme des exportations et à la vigueur de l'investissement. Concernant le marché de travail, le taux de chômage a baissé à 3,8% contre 4,1% en 2006. Quant à l'évolution des prix, ces derniers n'ont pas varié par rapport à l'année précédente.

Dans les économies émergentes d'Asie, le taux de croissance est resté à un niveau relativement élevé. Le PIB de la Chine a augmenté de 11,4%, sous l'effet de l'accroissement des investissements productifs et de l'expansion du commerce extérieur. Cette surchauffe économique s'est accompagnée toutefois d'une hausse du taux d'inflation qui est passé de 1,6% en 2006 à 4,5% en 2007. L'Inde de son côté, a continué à réaliser une forte croissance atteignant 9%, stimulée à la fois par la progression de la demande intérieure et le bon comportement des exportations.

En Amérique latine, l'activité économique s'est accrue à un rythme soutenu atteignant 5,6% qui demeure légèrement supérieur à celui réalisé en 2006. Toutefois, cette évolution reste variable selon les pays. Au Mexique, dont 85% des exportations sont orientées vers les Etats-Unis, la croissance a reculé de 4,8 à 3,3%, tandis que les économies des autres pays de la région ont enregistré des taux de croissance plus élevés en raison de la diversité de leurs marchés extérieurs (pays d'Asie, Union européenne et Amérique du Nord).

Dans la Communauté des Etats Indépendants, les économies exportatrices des produits énergétiques ont bénéficié de l'envolée des cours sur les marchés internationaux et des entrées massives de capitaux. La croissance est demeurée soutenue notamment en Russie où le PIB s'est accru de 8,1%.

En Afrique, le taux de progression du PIB a atteint 6,2% sous l'effet de la hausse des investissements dans le secteur des télécommunications, des infrastructures et des services financiers. Dans les pays du Maghreb, la croissance a été de 6,3% en Tunisie et 4,6% en Algérie alors qu'au Maroc, elle n'a été que de 2,7% contre 7,8% en 2006.

Le commerce mondial de biens et services a été moins vigoureux en 2007 réalisant un taux de croissance de 6,9% contre 9,2% en 2006. Cette baisse du rythme de progression qui intervient après une tendance ascendante observée depuis 2002, a été enregistrée en dépit de l'augmentation des importations des pays émergents et en voie de développement. Ainsi en 2007, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté en valeur de 15% pour atteindre 13.600 milliards de dollars.

L'accroissement de la demande mondiale et la dépréciation du dollar américain ont contribué à l'augmentation du niveau des prix des matières premières. En moyenne annuelle, les prix ont augmenté de 18% pour les métaux, de 15% pour les produits alimentaires, de 10% pour les combustibles et de 5% pour les matières premières agricoles. Quant aux produits manufacturés, leurs prix à l'exportation ont connu une hausse d'environ 9%.

En ce qui concerne les échanges de services commerciaux, ils ont progressé de 18% pour s'établir à 3.300 milliards de dollars, soit une augmentation nettement plus accélérée qu'en 2006 et légèrement supérieure à celle du commerce des marchandises. Les services des transports et des voyages, qui représentent pratiquement la moitié des exportations mondiales de services (1.604 milliards de dollars), ont réalisé des progressions respectives de 18 et 14%.

Les transferts internationaux des travailleurs immigrés, en expansion continue durant les dernières années, se sont élevés à 337 milliards de dollars en 2007 contre 303 milliards de dollars en 2006 (ces transferts ont doublé entre 2002 et 2007). Les envois de fonds à destination des pays en développement ont atteint 251 milliards de dollars en progression de 11% par rapport à 2006. Au niveau mondial, l'Inde et la Chine viennent en tête des pays bénéficiaires de ces fonds avec respectivement 27 et 25,7 milliards de dollars, suivis du Mexique (25 milliards de dollars) et des Philippines (17,2 milliards de dollars).

S'agissant de l'évolution **des marchés financiers mondiaux**, une grande instabilité de ces marchés a été constatée, en liaison notamment avec la crise des crédits immobiliers aux Etats-Unis qui a affecté divers pays. Cette situation s'est accompagnée d'une pénurie de liquidités sur les marchés interbancaires acculant ainsi les principales banques centrales à intervenir sur ces marchés par l'injection de liquidités. En outre, les inquiétudes des investisseurs quant à l'ampleur des conséquences économiques et financières de cette crise ont fortement alimenté la volatilité des cours boursiers.

Toutefois et en dépit de ce contexte peu favorable, les flux internationaux de capitaux ont réalisé une expansion remarquable en 2007. Les apports mondiaux d'investissements directs étrangers ont progressé de 18% pour atteindre 1.540 milliards de dollars, les pays industrialisés demeurent les principaux exportateurs et bénéficiaires de ces capitaux (42,3% à destination de l'Union européenne et 12,5% en direction des Etats-Unis). Les flux nets vers les pays émergents d'Asie se sont élevés à 224 milliards de dollars, alors que ceux destinés à l'Afrique n'ont atteint que 36 milliards de dollars.

Les marchés des changes internationaux ont été également affectés par les turbulences financières. Le taux de change du dollar américain s'est beaucoup déprécié vis-à-vis de l'euro avec une baisse de 10%. Cette situation est due d'une part, aux mesures prises par la Federal reserve tendant à aider les banques à faire face à la crise et d'autre part, aux perspectives d'une évolution favorable de la croissance dans la Zone euro. Quant à la livre sterling, elle s'est légèrement raffermie par rapport au dollar tout en enregistrant une dépréciation vis-à-vis de l'euro.

Ainsi, dans le contexte d'une conjoncture internationale moins porteuse, **l'économie marocaine** a réalisé un taux de croissance de 2,7% contre 7,8% un an auparavant. Cette progression modérée de l'économie nationale est imputable essentiellement à l'amélioration de 6% du PIB des secteurs secondaire et tertiaire, en dépit d'une détérioration de la valeur ajoutée du secteur primaire de 20%.

Par ailleurs, les autres indicateurs macroéconomiques ont enregistré des résultats dans l'ensemble satisfaisants. En effet, malgré les tensions inflationnistes constatées sur les marchés internationaux des énergies et des matières premières, la hausse des prix au niveau national est restée maîtrisée à 2% au terme de l'année 2007 contre 3,3% en 2006. Le taux de chômage, quant à lui, est resté quasiment stable (9,8% en 2007 contre 9,7% en 2006).

Concernant les finances publiques, la situation de la trésorerie de l'Etat a connu une certaine aisance grâce notamment à la progression des recettes fiscales qui se sont élevées à 150 milliards de dirhams et ce, en dépit du poids des dépenses de compensation qui ont atteint 16,2 milliards de dirhams, en hausse de 22,9% par rapport à 2006.

Au niveau des comptes extérieurs et en dépit de l'aggravation du déficit au titre des transactions sur marchandises, la balance des paiements a enregistré en 2007 un excédent de 16.937,5MDH qui a permis de consolider les avoirs de réserve. Le compte des transactions courantes a été quasi-équilibré sous l'effet de l'amélioration des recettes voyages de 11,8% (58.673,9MDH contre 52.485,8MDH) et des envois de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger de 15% (55.000,7MDH contre 47.833,8MDH).

Quant au compte de capital et d'opérations financières, il a dégagé un excédent de 16.635,1MDH, dû à la fois à la forte augmentation des investissements et prêts privés étrangers qui ont atteint un niveau record de 41.379,1MDH contre 29.954,4MDH en 2006, soit +38,1% et à la progression de 38,2% des financements extérieurs mobilisés par le secteur public (22.207,5MDH contre 16.068,6MDH).

Sur le marché des changes et compte tenu du système de cotation de la monnaie nationale, celle-ci s'est appréciée sur l'ensemble de l'année de 7,36% par rapport au dollar et de 8,74% par rapport au Yen. Elle s'est dépréciée néanmoins, de 1,58% vis-à-vis de l'euro et de 1,2% à l'égard de la livre sterling.

RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

-=-=-=-=-

La balance des paiements a enregistré en 2007 un nouvel excédent qui a permis de consolider les avoirs extérieurs. Cet excédent s'est établi à 16.937,5MDH contre +23.635MDH en 2006, soit une baisse de 28,3% ou -6.697,5MDH. Comparé à la moyenne des années 2002 à 2006, soit +16.814,7MDH, cet excédent demeure relativement stable (+0,7% ou +122,8MDH).

SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dirhams

ANNEES	2003	2004	2005	2006	2007
SOLDES	+15 732,0	+16 790,0	+20 888,1	+23 635,0	+16 937,5

Ce résultat est imputable au compte de capital et d'opérations financières dont l'excédent s'est sensiblement amélioré alors que le compte des transactions courantes présente une situation quasi-équilibrée.

En effet, après avoir été largement excédentaire au titre des années 2001 à 2006, le compte des transactions courantes a dégagé en 2007 une position pratiquement équilibrée (-571MDH) contre un excédent de 12.423,5MDH en 2006.

Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé par contre une position créditrice de **16.635,1MDH** contre 15.697MDH en 2006, soit une amélioration de 6% ou +938,1MDH. Cette amélioration qui intervient pour la cinquième année consécutive, provient de l'augmentation de l'excédent des opérations financières du secteur public de 4.321,1MDH en dépit du recul du solde excédentaire des opérations financières du secteur privé de 24,2% ou -3.384,1MDH.

La baisse de l'excédent des opérations financières du secteur privé est due au repli du solde créditeur des crédits commerciaux et à l'aggravation du déficit au titre des prêts et investissements marocains à l'étranger et ce, malgré l'amélioration du solde excédentaire des prêts et investissements étrangers au Maroc.

La situation quasi-équilibrée du compte des transactions courantes, réalisée malgré **l'aggravation du déficit** relevé au niveau des transactions sur marchandises est due aux excédents dégagés au titre des échanges de services et des transferts courants.

En effet, le déficit des échanges de biens a enregistré une aggravation pour la cinquième année consécutive, s'établissant à **-115.326,8MDH** contre **-85.652,3MDH** en 2006 soit -34,6% ou -29.674,5MDH.

L'excédent des échanges de services a réalisé en revanche une progression de 18% ou +8.409MDH, atteignant **55.179,3MDH** contre +46.770,3MDH en 2006. Cet excédent a presque doublé par rapport à l'année 2004 (+28.920,2MDH) et a augmenté de 46,1% ou +17.414,9MDH comparativement à l'année 2005 (+37.764,4MDH)

Le déficit de la rubrique des revenus a enregistré un allègement de 21% ou **882,5MDH**, portant sur -3.320,4MDH contre -4.202,9MDH en 2006.

L'excédent de la rubrique des transferts courants en augmentation continue, s'est élevé en 2007 à **62.896,9MDH** contre +55.508,4MDH une année auparavant, soit une hausse de 13,3% ou +7.388,5MDH. Cette évolution est imputable à l'accroissement des envois de fonds par les marocains résidant à l'étranger.

SOLDES DES POSTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dirhams

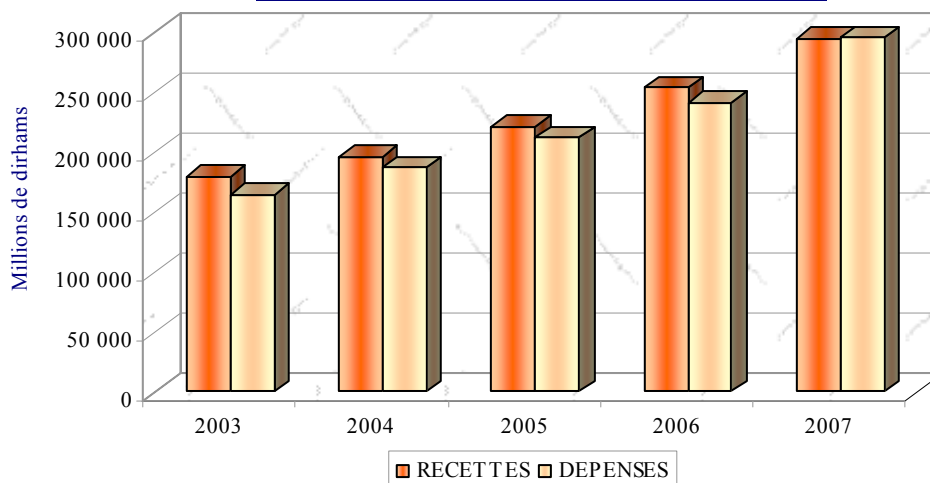
RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
<u>A. Compte des transactions</u>					
<u>Courantes</u>	<u>+15 237,6</u>	<u>+8 551,3</u>	<u>+9 431,5</u>	<u>+12 423,5</u>	<u>-571,0</u>
- Biens	-41 493,0	-57 505,6	-72 766,3	-85 652,3	-115 326,8
- Services	+25 052,5	+28 920,2	+37 764,4	+46 770,3	+55 179,3
- Revenus	-7 559,3	-5 998,1	-3 326,1	-4 202,9	-3 320,4
- Transferts courants	+39 237,4	+43 134,8	+47 759,5	+55 508,4	+62 896,9
<u>B. Compte de capital et d'opérations financières</u>	<u>+3 479,5</u>	<u>+10 731,7</u>	<u>+15 076,5</u>	<u>+15 697,0</u>	<u>+16 635,1</u>
- Compte de capital	-96,6	-70,7	-39,8	-25,7	-24,6
- Opérations financières du secteur privé	+14 375,0	+20 937,9	+16 831,4	+13 956,9	+10 572,8
- Opérations financières du secteur public	-10 798,9	-10 135,5	-1 715,1	+1 765,8	+6 086,9
<u>C. Ecart statistique</u>	<u>-2 985,1</u>	<u>-2 493,0</u>	<u>-3 619,9</u>	<u>-4 485,5</u>	<u>+873,4</u>
<u>D. Solde de la balance des paiements</u>	<u>+15 732,0</u>	<u>+16 790,0</u>	<u>+20 888,1</u>	<u>+23 635,0</u>	<u>+16 937,5</u>

Ainsi et compte tenu de l'écart statistique, la balance des paiements a enregistré, au terme de l'année 2007, un excédent de 16.937,5MDH contre +23.635MDH en 2006.

COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2007, le compte des transactions courantes de la balance des paiements a connu une situation pratiquement équilibrée (-571MDH) contre un excédent de 12.423,5MDH en 2006.

EVOLUTION DES TRANSACTIONS COURANTES



Le résultat du compte des transactions courantes provient de l'accroissement des dépenses de 22,4% ou +54.115,3MDH (296.196,1MDH contre 242.080,8MDH) plus prononcé que celui des recettes, soit +16,2% ou +41.120,8MDH (295.625,1MDH contre 254.504,3MDH).

L'accroissement des recettes courantes est imputable à l'ensemble des rubriques principalement les biens (+18,2%), les services (+15,6%) et les transferts courants (+12,9%).

EVOLUTION DES RECETTES COURANTES

Millions de dirhams

RUBRIQUES	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
Biens	104 854,5	123 940,8	+19 086,3	+18,2
Services	86 009,2	99 447,1	+13 437,9	+15,6
Revenus	6 577,4	7 831,9	+1 254,5	+19,1
Transferts courants	57 063,2	64 405,3	+7 342,1	+12,9
<u>TOTAL</u>	<u>254 504,3</u>	<u>295 625,1</u>	<u>+41 120,8</u>	<u>+16,2</u>

Quant aux dépenses, leur augmentation est due essentiellement aux biens (+25,6%) et aux services (+12,8%). Les dépenses au titre des revenus n'ont connu qu'une faible augmentation (+3,5%) alors que celles au titre des transferts courants ont enregistré une légère baisse (-3%).

EVOLUTION DES DEPENSES COURANTES

Millions de dirhams

RUBRIQUES	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
Biens	190 506,8	239 267,6	+48 760,8	+25,6
Services	39 238,9	44 267,8	+5 028,9	+12,8
Revenus	10 780,3	11 152,3	+372,0	+3,5
Transferts courants	1 554,8	1 508,4	-46,4	-3,0
<u>TOTAL</u>	<u>242 080,8</u>	<u>296 196,1</u>	<u>+54 115,3</u>	<u>+22,4</u>

A- LES BIENS

Durant l'année 2007, les transactions sur marchandises, exprimées en terme FOB-FOB, ont dégagé un solde déficitaire de 115.326,8MDH contre -85.652,3MDH en 2006, soit une aggravation de 34,6% ou 29.674,5MDH.

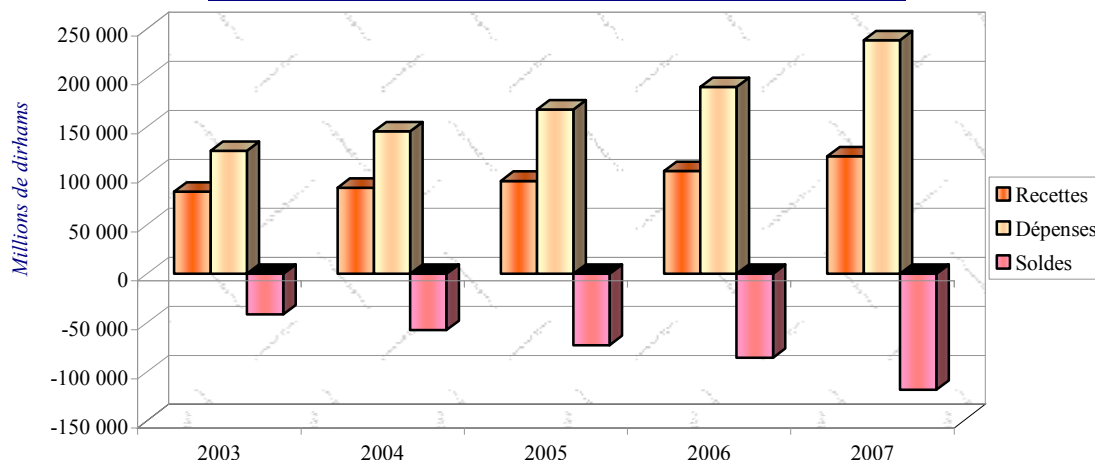
Cette situation résulte de la détérioration du déficit relevé au niveau des marchandises générales (-131.953,8MDH contre -100.676,9MDH). L'excédent des biens importés sans paiement et réexportés après transformation a connu une amélioration de 11,7% ou +1.626,6MDH: +15.561MDH contre +13.934,4MDH.

RESULTATS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES

Millions de dirhams

	2006			2007		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Marchandises générales	69 517,1	170 194,0	-100 676,9	79 686,3	211 640,1	-131 953,8
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	34 154,2	20 219,8	+13 934,4	43 079,1	27 518,1	+15 561,0
Achats de biens dans les ports	1 183,2	93,0	+1 090,2	1 175,4	109,4	+1 066,0
<u>TOTAL</u>	<u>104 854,5</u>	<u>190 506,8</u>	<u>-85 652,3</u>	<u>123 940,8</u>	<u>239 267,6</u>	<u>-115 326,8</u>

EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES



1°) Marchandises générales

Le déficit de la rubrique des marchandises générales s'est établi, au titre de l'année 2007, à 131.953,8MDH contre -100.676,9MDH en 2006, soit une aggravation de 31,1% ou 31.276,9MDH.

Ce résultat provient de l'augmentation des importations de 24,4% ou +41.446,1MDH (211.640,1MDH contre 170.194MDH) plus importante que celle des exportations, soit +14,6% ou +10.169,2MDH (79.686,3MDH contre 69.517,1MDH).

2°) Biens importés sans paiement et réexportés après transformation

Ce poste enregistre en dépenses les biens importés dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement. En recettes, il reprend les réexportations dans le cadre de ce régime qui sont évaluées en termes bruts incorporant, en conséquence, les inputs importés et la valeur ajoutée produite localement.

Ce poste a dégagé en 2007 un excédent, en progression pour la deuxième année consécutive : +15.561MDH contre +13.934,4MDH, soit +11,7% ou +1.626,6MDH.

Les réexportations se sont inscrites en hausse de 26,1% ou +8.924,9MDH, atteignant 43.079,1MDH contre 34.154,2MDH. Quant aux importations réalisées dans le cadre de ce régime, elles ont augmenté de 36,1% ou +7.298,3MDH (27.518,1MDH contre 20.219,8MDH).

3°) Achats de biens dans les ports (avitaillement)

Ce poste enregistre en recettes les marchandises marocaines acquises par le pavillon étranger dans les ports et aéroports marocains et en dépenses, les marchandises d'origine étrangère achetées au Maroc par le pavillon national.

L'excédent dégagé par ce poste s'est établi à 1.066MDH contre +1.090,2MDH, en baisse de 2,2% ou -24,2MDH par rapport à l'année 2006. Ce résultat s'explique par la stabilité tant des recettes (1.175,4MDH contre 1.183,2MDH) que des dépenses (109,4MDH contre 93MDH).

B- LES SERVICES

L'excédent dégagé au titre des échanges de services a enregistré au cours de l'année 2007 une amélioration de 18% ou +8.409MDH, s'établissant à **+55.179,3MDH** contre +46.770,3MDH en 2006.

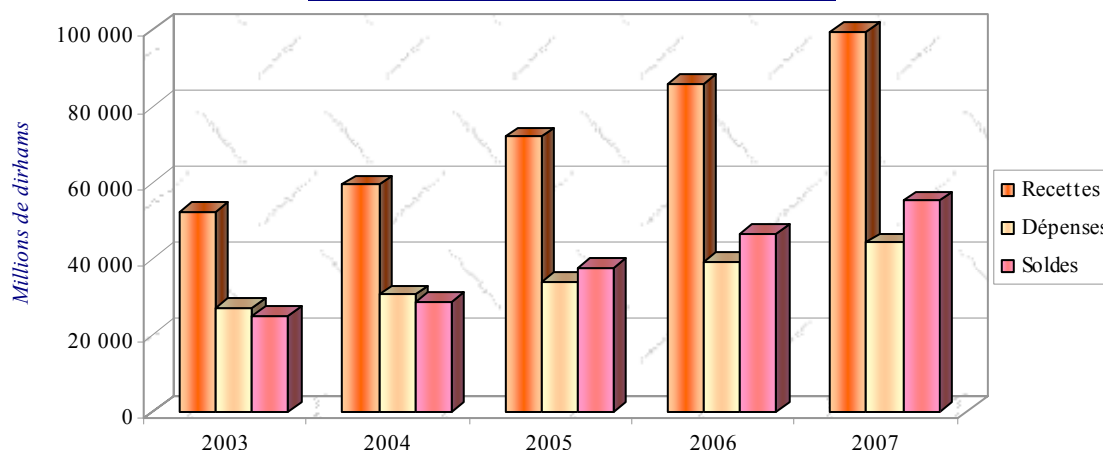
Cette amélioration réalisée pour la cinquième année consécutive, provient de la progression des recettes de 15,6% ou +13.437,9MDH qui a été plus prononcée que celle des dépenses : +12,8% ou +5.028,9MDH.

EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES AU TITRE DES SERVICES

Millions de dirhams

	Recettes	Dépenses	Soldes
2003	52 412,5	27 360,0	+25 052,5
2004	59 479,7	30 559,5	+28 920,2
2005	71 917,5	34 153,1	+37 764,4
2006	86 009,2	39 238,9	+46 770,3
2007	99 447,1	44 267,8	+55 179,3

RESULTATS DES ECHANGES DE SERVICES



1°) Les transports

Les opérations de transport, deuxième composante des échanges de services après les voyages, de par l'importance des recettes et des dépenses enregistrées annuellement à ce titre, se caractérisent par un solde structurellement déficitaire.

Après les allègements constatés durant les deux dernières années, le déficit des opérations de transport s'est détérioré de 39,1% ou -893,7MDH : -3.178,6MDH contre -2.284,9MDH.

Cette détérioration résulte de la hausse des dépenses de 17,3% ou +2.668,1MDH (18.059,6MDH contre 15.391,5MDH) alors que les recettes n'ont augmenté que de 13,5% ou +1.774,4MDH (14.881MDH contre 13.106,6MDH).

Ventilé par mode de transport, le déficit des opérations de transport par voie maritime s'est aggravé de 27,7% ou -1.679,3 MDH (-7.735,6MDH contre -6.056,3MDH). Quant à l'excédent des opérations de transport aérien, il s'est amélioré de 23,4% ou +875,1MDH (4.618,8MDH contre 3.743,7MDH).

Les opérations au titre des autres modes de transport qui portent sur des montants relativement faibles, ont dégagé un déficit de 61,8MDH contre +27,7MDH en 2006.

VENTILATION PAR MODE DES OPERATIONS DE TRANSPORT

Millions de dirhams

	2006			2007		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Transports maritimes	4 455,2	10 511,5	-6 056,3	4 562,7	12 298,3	-7 735,6
Transports aériens	7 835,5	4 091,8	+3 743,7	9 309,0	4 690,2	+4 618,8
Autres transports	815,9	788,2	+27,7	1 009,3	1 071,1	-61,8
<u>TOTAL</u>	<u>13 106,6</u>	<u>15 391,5</u>	<u>-2 284,9</u>	<u>14 881,0</u>	<u>18 059,6</u>	<u>-3 178,6</u>

La répartition des recettes par nature d'opération fait ressortir l'importance du transport de passagers avec 61,9% contre 61,6% en 2006. Quant au transport de marchandises, il a représenté 38,1% contre 38,4% en 2006.

Concernant les dépenses, elles demeurent prédominées par le transport de marchandises avec une part de 75,7% contre 76,1% en 2006. La part des transports de passagers dans les dépenses ressort à 24,3% contre 23,9%.

La ventilation du solde des opérations de transport par nature d'opération laisse apparaître, à l'instar des années précédentes, un déficit en aggravation au niveau du transport de marchandises et un excédent en amélioration pour le transport de passagers.

VENTILATION PAR NATURE DES OPERATIONS DE TRANSPORT

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>TRANSPORT DE MARCHANDISES</u>				
Recettes	5 038,7	5 664,2	+625,5	+12,4
Dépenses	11 708,5	13 673,0	+1 964,5	+16,8
Solde	-6 669,8	-8 008,8	-1 339,0	-20,1
<u>TRANSPORT DE PASSAGERS</u>				
Recettes	8 067,9	9 216,8	+1 148,9	+14,2
Dépenses	3 683,0	4 386,6	+703,6	+19,1
Solde	+4 384,9	+4 830,2	+445,3	+10,2

En effet, le déficit des opérations au titre du transport de marchandises a connu en 2007 une aggravation de 20,1% ou 1.339MDH, se situant à -8.008,8MDH contre -6.669,8MDH en 2006. Cette aggravation provient de la hausse des dépenses de 16,8% ou +1.964,5MDH (13.673MDH contre 11.708,5MDH), plus accentuée que celle des recettes, soit 12,4% ou +625,5MDH (5.664,2MDH contre 5.038,7MDH).

L'excédent dégagé au titre des opérations de transport de passagers s'est, en revanche, amélioré de 10,2% ou +445,3MDH, atteignant 4.830,2MDH contre 4.384,9MDH. Cette amélioration résulte de l'accroissement des recettes de 14,2% ou +1.148,9MDH (9.216,8MDH contre 8.067,9MDH), atténué toutefois par la hausse des dépenses de 19,1% ou +703,6MDH (4.386,6MDH contre 3.683MDH).

2°) Les voyages

Le poste des voyages a dégagé en 2007, à l'instar des années précédentes, un excédent qui s'est sensiblement amélioré par rapport à l'année 2006 et qui a plus que doublé par rapport à l'année 2003.

En effet, l'excédent dégagé en 2007 a atteint 51.506,9MDH contre +46.420MDH en 2006, en amélioration de 11% ou +5.086,9MDH. Cette amélioration résulte essentiellement de la progression des recettes de 11,8% ou +6.188,1MDH, atteignant 58.673,9MDH contre 52.485,8MDH. Les dépenses demeurant relativement faibles, se sont accrues de 18,2% ou +1.101,2MDH, totalisant 7.167MDH contre 6.065,8MDH.

BALANCE VOYAGES*Millions de dirhams*

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
RECETTES	52 485,8	58 673,9	+6 188,1	+11,8
DEPENSES	6 065,8	7 167,0	+1 101,2	+18,2
<u>SOLDES</u>	<u>+46 420,0</u>	<u>+51 506,9</u>	<u>+5 086,9</u>	<u>+11,0</u>

L'excédent du poste des voyages enregistré en 2007 dépasse de 59,4% ou +19.195,9MDH la moyenne des excédents de la période 2002-2006, soit +32.311MDH.

3°) Les services de communication

Les services de communication ont enregistré, au titre de l'année 2007, un excédent qui s'est inscrit en baisse de 14,8% ou -419,4MDH, s'établissant à +2.413,2MDH contre +2.832,6MDH en 2006.

Cette baisse est imputable aux dépenses qui ont connu une expansion de 56,9% ou +319MDH : 879,4MDH contre 560,4MDH. Les recettes se situant à un niveau relativement plus important par rapport aux dépenses, ont légèrement régressé : 3.292,6MDH contre 3.393 en 2006, soit -3% ou -100,4MDH.

4°) Les services d'assurance

Ce poste recense tous les règlements effectués entre l'économie nationale et le reste du monde au titre des opérations d'assurances, de réassurance, d'acceptations ainsi que des indemnités reçues ou versées.

Les opérations d'assurances ont dégagé en 2007 un déficit de 343,9MDH contre -148,3MDH, soit une détérioration de 195,6MDH par rapport à l'année 2006.

BALANCE DES OPERATIONS D'ASSURANCES*Millions de dirhams*

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	671,3	582,6	-88,7	-13,2
Dépenses	819,6	926,5	+106,9	+13,0
Soldes	-148,3	-343,9	-195,6	-

Cette détérioration résulte de l'effet conjugué de l'accroissement des dépenses de 13% ou +106,9MDH (926,5MDH contre 819,6MDH) et de la baisse des recettes de 13,2% ou -88,7MDH (582,6MDH contre 671,3MDH).

5°) Redevances et droits de licence *

Sont recensés dans ce poste les services liés à la location de brevets et droits de licences ainsi que les redevances liées au cinéma et à la radio et télévision. Eu égard à la nature de ces opérations, ce poste se caractérise par un solde structurellement déficitaire.

En 2007, les transferts effectués au titre des redevances et droits de licence ont baissé à 293,4MDH contre 432MDH en 2006, soit -32,1% ou -138,6MDH. Quant aux recettes portant sur des montants très faibles, elles sont restées relativement stables : 34MDH contre 26,4MDH.

DEPENSES AU TITRE DES REDEVANCES ET DROITS DE LICENCE

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
Brevets et licences	122,3	71,1	-51,2	-41,9
Redevances cinématographiques	32,5	44,2	+11,7	+36,0
Radio et télévision	277,2	178,1	-99,1	-35,8
<u>TOTAL</u>	<u>432,0</u>	<u>293,4</u>	<u>-138,6</u>	<u>-32,1</u>

Le déficit dégagé par ce poste a enregistré, en conséquence, un allègement de 146,2MDH : -259,4MDH contre -405,6MDH.

6°) Autres services aux entreprises

Ce poste enregistre les prestations fournies ou reçues par les entreprises, non comprises dans les autres postes de services. Il recense en particulier les prestations liées au commerce extérieur (commissions, frais accessoires...), les services bancaires, les transferts relatifs à l'assistance technique privée intégrés dans ce poste depuis l'exercice 2002, les opérations des centres d'appels, celles liées à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et les transferts effectués par les exportateurs de biens et de services à partir de leurs comptes en dirhams convertibles.

RECETTES AU TITRE DES «AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES»

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
Frais de fonctionnement des délégations	1 355,9	1 733,5	+377,6	+27,8
Commissions de représentation	372,4	366,3	-6,1	-1,6
Centres d'appel	1 919,3	2 606,1	+686,8	+35,8
Frais accessoires	17,4	11,1	-6,3	-36,2
Assistance technique privée	37,5	17,3	-20,2	-53,9
Services divers	8 040,1	11 712,7	+3 672,6	+45,7
<u>TOTAL</u>	<u>11 742,6</u>	<u>16 447,0</u>	<u>+4 704,4</u>	<u>+40,1</u>

* Ce poste n'inclut plus l'assistance technique privée, comptabilisée depuis 2002 parmi les autres services aux entreprises.

Ce poste enregistre depuis l'année 2003 des excédents dus essentiellement aux recettes des centres d'appels, de la production de films étrangers au Maroc et au titre des frais de fonctionnement des délégations commerciales étrangères au Maroc.

En effet, l'excédent dégagé par ce poste a réalisé en 2007 une importante expansion, atteignant 6.821,5MDH contre +3.758,6MDH. Cette expansion résulte essentiellement de l'amélioration des recettes de 40,1% ou +4704,4MDH (16.447MDH contre 11.742,6MDH).

Les dépenses ont de leur côté enregistré une hausse de 20,6% ou +1.641,5MDH portant sur 9.625,5MDH contre 7.984MDH. Cette hausse provient des transferts opérés au titre de l'assistance technique privée.

DEPENSES AU TITRE DES «AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES»

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
Dépenses engagées par les sociétés de pêche	235,2	293,6	+58,4	+24,8
Transferts effectués par débits de comptes en dirhams convertibles	673,1	527,7	-145,4	-21,6
Frais de fonctionnement des délégations	847,0	861,5	+14,5	+1,7
Commissions	137,4	128,3	-9,1	-6,6
Frais accessoires	46,9	39,6	-7,3	-15,6
Assistance technique privée	4 779,0	6 592,3	+1 813,3	+37,9
Autres	1 265,4	1 182,5	-82,9	-6,6
<u>TOTAL</u>	<u>7 984,0</u>	<u>9 625,5</u>	<u>+1 641,5</u>	<u>+20,6</u>

7°) Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Ce poste recense principalement les recettes et dépenses des ambassades et consulats marocains à l'étranger et étrangers au Maroc, les frais des organismes internationaux, les redevances reçues ou versées par les administrations publiques et les opérations gouvernementales non comprises ailleurs.

En 2007, le déficit dégagé par ce poste a connu un allègement de 47,7% ou +1621,7MDH, se fixant à -1.780,4MDH contre -3.402,1MDH en 2006.

C- LES REVENUS

La rubrique des revenus recense les rémunérations perçues ou versées au titre des investissements. Ces derniers s'entendent au sens large et englobent l'ensemble des avoirs et engagements financiers extérieurs : investissements directs, investissements de portefeuille (titres de participation et titres d'emprunt), les autres investissements (constitués essentiellement des prêts ou emprunts publics ou privés non matérialisés par des titres) et les avoirs de réserve.

Cette rubrique se caractérise par un solde structurellement déficitaire, eu égard à l'importance relative du stock des engagements vis-à-vis de l'extérieur par rapport à celui des avoirs. Néanmoins, ce déficit a fortement baissé comparativement aux niveaux enregistrés au cours des années 1990 et sa tendance à la baisse se confirme d'année en année.

En effet, le solde négatif dégagé par ce poste en 1996 (-11.406,1MDH) est passé à -3.320,4MDH en 2007. Ce résultat est dû à l'effet conjugué de la baisse des remboursements des intérêts au titre de la dette extérieure publique et de la forte progression des recettes des placements des avoirs de réserve.

Au titre de l'année 2007, le poste revenus a connu un allègement de son déficit de 21% ou 882,5MDH, dû à l'amélioration du solde des revenus des investissements publics : +2.413,6MDH contre +1.649,4MDH.

1°) Revenus des investissements privés

REVENUS DES INVESTISSEMENTS PRIVES

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	634,7	646,2	+11,5	+1,8
- Dividendes	197,3	137,1	-60,2	-30,5
- Coupons de valeurs mobilières	0,1	1,8	+1,7	-
- Intérêts	418,4	507,0	+88,6	+21,2
- Bénéfices d'exploitation et loyers	18,9	0,0	-18,9	-100,0
- Autres	0,0	0,3	+0,3	-
<u>Dépenses</u>	6 487,0	6 380,2	-106,8	-1,6
- Dividendes	4 650,9	4 431,0	-219,9	-4,7
- Coupons de valeurs mobilières	565,2	420,6	-144,6	-25,6
- Intérêts	755,1	582,7	-172,4	-22,8
- Bénéfices d'exploitation et loyers	6,5	0,8	-5,7	-87,7
- Bénéfices réinvestis	507,3	939,8	+432,5	+85,3
- Autres	2,0	5,3	+3,3	-
<u>Solde</u>	-5 852,3	-5 734,0	+118,3	+2,0

Le déficit de la rubrique des investissements privés a connu, durant l'année 2007, une légère baisse de 2% ou 118,3MDH, s'établissant à -5.734MDH contre -5.852,3MDH.

Les dépenses qui demeurent largement supérieures aux recettes ont légèrement régressé, se situant à 6.380,2MDH contre 6.487MDH soit -1,6% ou -106,8MDH. Cette évolution enregistrée en dépit de l'importante progression des bénéfices réinvestis qui ont atteint 939,8MDH contre 507,3MDH, soit +85,3% ou +432,5MDH, résulte de la baisse de toutes les composantes de cette rubrique et particulièrement les transferts de dividendes : -4,7% ou -219,9MDH (4.431MDH contre 4.650,9MDH).

Les recettes quant à elles, portant sur des montants relativement faibles en comparaison avec les dépenses sont restées stables : 646,2MDH contre 634,7MDH.

2°) Revenus des investissements publics

La rubrique des revenus des investissements publics a été marquée durant ces dernières années par des baisses continues du déficit enregistré à ce titre. Néanmoins, depuis l'année 2005, cette rubrique réalise des excédents.

En 2007, l'excédent de la rubrique des revenus des investissements publics a réalisé une expansion de 46,3% ou +764,2MDH, atteignant +2.413,6MDH contre +1.649,4MDH en 2006.

Cette expansion provient de la progression des recettes (constituées dans leur majorité par les revenus des placements des avoirs de réserve) de 20,9% ou +1.243MDH : 7.185,7MDH contre 5.942,7MDH. Les dépenses composées exclusivement des intérêts de la dette extérieure publique ont augmenté de 11,2% ou +478,8MDH (4.772,1MDH contre 4.293,3MDH) atténuant légèrement la progression des recettes.

Les règlements effectués par le Trésor au titre des intérêts de la dette extérieure publique s'établissent pour l'année 2007 à 2.898,9MDH contre 2.579,3 MDH en 2006, soit une augmentation de 12,4 % ou +319,6MDH. La part du Trésor dans la charge des intérêts de la dette extérieure publique est restée relativement stable : 60,7% en 2007 contre 60,1% en 2006.

Quant aux règlements effectués par les établissements publics, ils se sont accrus de 9,3% ou +159,2MDH pour s'établir à 1.873,2MDH contre 1.714MDH en 2006. Leur part passe ainsi de 39,9% en 2006 à 39,3% en 2007.

REVENUS DES INVESTISSEMENTS ET EMPRUNTS PUBLICS

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	5 942,7	7 185,7	+1 243,0	+20,9
- Intérêts sur placements publics	5 759,9	7 014,7	+1 254,8	+21,8
- Autres revenus	182,8	171,0	-11,8	-6,5
<u>Dépenses *</u>	4 293,3	4 772,1	+478,8	+11,2
- Trésor	2 579,3	2 898,9	+319,6	+12,4
- Etablissements publics	1 714,0	1 873,2	+159,2	+9,3
<u>Soldes</u>	+1 649,4	+2 413,6	+764,2	+46,3

* Intérêts de la dette extérieure publique.

D- LES TRANSFERTS COURANTS

La rubrique des transferts courants se caractérise, structurellement, par un solde fortement excédentaire qui constitue la première source de financement de la balance des paiements en termes nets.

L'excédent de cette rubrique s'est amélioré en 2007 de 13,3% ou +7.388,5MDH, s'élevant à +62.896,9MDH contre +55.508,4MDH en 2006, sous l'effet de l'évolution des transferts courants privés.

Comparé à la moyenne des excédents enregistrés au titre des années 2002-2006, soit +44.468,1MDH, l'excédent de l'année 2007 a augmenté de 41,4% ou +18.428,8MDH.

EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS*Millions de dirhams*

ANNEE	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 2002-2006	2007
SOLDES	+36 700,2	+39 237,4	+43 134,8	+47 759,5	+55 508,4	+44 468,1	+62 896,9

1°) Les transferts courants privés

La rubrique des transferts courants privés a enregistré en 2007 un excédent de 60.593,8MDH contre +53.202MDH, soit une amélioration de 13,9% ou +7.391,8MDH par rapport à l'année 2006. Cette amélioration est due essentiellement aux envois de fonds effectués par les marocains résidant à l'étranger, en hausse de 15% ou +7.166,9MDH : 55.000,7MDH contre 47.833,8MDH.

Globalement, les recettes des transferts courants privés ont atteint 61.605,5MDH contre 54.202,1MDH, soit +13,7% ou +7.403,4MDH.

Les dépenses qui se caractérisent par leur faible niveau, ont augmenté de 1,2% ou +11,6MDH : 1.011,7MDH contre 1.000,1MDH.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES*Millions de dirhams*

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	54 202,1	61 605,5	+7 403,4	+13,7
- Economies sur revenus (recettes MRE)	47 833,8	55 000,7	+7 166,9	+15,0
- Pensions	4 434,1	5 045,0	+610,9	+13,8
- Autres	1 934,2	1 559,8	-374,4	-19,4
<u>Dépenses</u>	1 000,1	1 011,7	+11,6	+1,2
- Economies sur revenus	332,7	400,1	+67,4	+20,3
- Cotisations à des organismes de retraite ou de prévoyance	77,7	69,2	-8,5	-10,9
- Transferts des MRE*	224,8	165,8	-59,0	-26,2
- Autres	364,9	376,6	+11,7	+3,2
<u>Soldes</u>	+53 202,0	+60 593,8	+7 391,8	+13,9

* Transferts effectués à partir des comptes en dirhams convertibles.

2°) Les transferts courants publics

L'excédent de la rubrique des transferts courants publics s'est établi en 2007 à 2.303,1MDH contre 2.306,4MDH en 2006, demeurant stable d'une année à l'autre

Les recettes ont baissé de 2,1% ou -61,3MDH (2.799,8MDH contre 2.861,1MDH) et les dépenses de 10,5% ou -58MDH (496,7MDH contre 554,7MDH).

TRANSFERTS COURANTS PUBLICS

Millions de dirhams

	2006	2007	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	2 861,1	2 799,8	-61,3	-2,1
- Dons de marchandises	318,6	336,4	+17,8	+5,6
- Assistance technique	275,3	329,8	+54,5	+19,8
- Dons intergouvernementaux	840,0	820,0	-20,0	-2,4
- Autres	1 427,2	1 313,6	-113,6	-8,0
<u>Dépenses</u>	554,7	496,7	-58,0	-10,5
- Pensions	390,9	377,3	-13,6	-3,5
- Participation aux frais de fonctionnement des organismes internationaux	83,3	102,8	+19,5	+23,4
- Dons intergouvernementaux	80,5	16,6	-63,9	-79,4
<u>Soldes</u>	+2 306,4	+2 303,1	-3,3	-0,1

En définitive, l'évolution des différentes rubriques du compte des transactions courantes s'est traduite par une situation équilibrée de ce compte (-571MDH) grâce aux résultats des échanges de services et des transferts courants.

SOLDE DU COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AU PIB

Millions de dirhams

ANNEES	2003	2004	2005	2006	2007
SOLDE DU COMPTE COURANT (1)	+15 237,6	+8 551,3	+9 431,5	+12 423,5	-571,0
PIB EN PRIX COURANTS* (2)	477 021	505 015	527 679	577 344	615 373
RATIO (1) / (2) (en %)	3,2	1,7	1,8	2,2	-0,1

*Données révisées (base 1998).

COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé en 2007, un excédent de **16.635,1MDH** contre +15.697MDH en 2006, soit une amélioration de 6% ou +938,1MDH.

Cet excédent dépasse largement la moyenne des années 2002-2006 (+7.563,7MDH) et reste toutefois inférieur au niveau record de 22.625,1MDH atteint en 2001.

EVOLUTION DU SOLDE DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Millions de dirhams

ANNEES	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 2002-2006	2007
SOLDES	-7 166,2	+3 479,5	+10 731,7	+15 076,5	+15 697,0	+7 563,7	+16 635,1

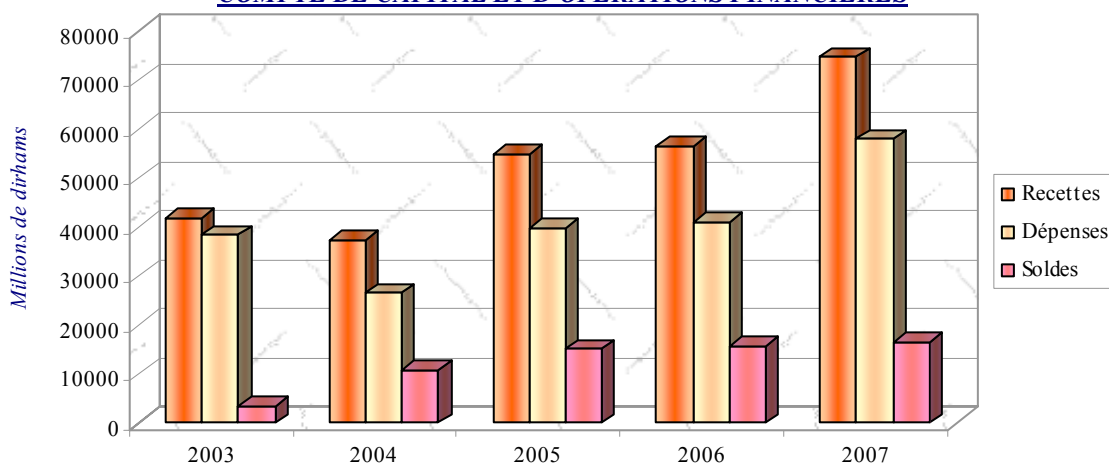
L'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières réalisée en dépit de la baisse de l'excédent des opérations financières du secteur privé : -24,2% ou -3.384,1MDH (+10.572,8MDH contre +13.956,9MDH) résulte de l'accroissement de l'excédent des opérations financières du secteur public qui est passé à **6.086,9MDH** contre +1.765,8MDH en 2006.

SOLDE DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
<u>Opérations en capital</u>	<u>-96,6</u>	<u>-70,7</u>	<u>-39,8</u>	<u>-25,7</u>	<u>-24,6</u>
<u>Opérations financières</u>	<u>+3 576,1</u>	<u>+10 802,4</u>	<u>+15 116,3</u>	<u>+15 722,7</u>	<u>+16 659,7</u>
- secteur privé	+14 375,0	+20 937,9	+16 831,4	+13 956,9	+10 572,8
- secteur public	-10 798,9	-10 135,5	-1 715,1	+1 765,8	+6 086,9
<u>TOTAL</u>	<u>+3 479,5</u>	<u>+10 731,7</u>	<u>+15 076,5</u>	<u>+15 697,0</u>	<u>+16 635,1</u>

COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES



A- LE COMPTE DE CAPITAL

Ce compte recense les opérations relatives au transfert de capital et d'autres éléments ne pouvant être affectés aux opérations financières ou aux opérations courantes (actifs non financiers non produits). Il s'agit des transactions portant sur des actifs non financiers non produits, des remises de dettes et des transferts des migrants.

Le compte de capital n'enregistre depuis plusieurs années que les dépenses relatives aux départs définitifs des étrangers ayant résidé au Maroc. En 2007, le solde négatif de ce compte s'est établi à 24,6MDH contre -25,7MDH en 2006.

B- LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières retrace les opérations de constitution d'avoirs et d'engagements financiers par une économie vis-à-vis du reste du monde. Il s'agit des crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents et non résidents.

Au titre de l'année 2007, les opérations financières ont dégagé un excédent de 16.659,7MDH contre 15.722,7MDH, soit une progression de 6% ou +937MDH. L'amélioration de cet excédent est imputable aux opérations financières du secteur public.

1°) Opérations financières du secteur privé

L'excédent des opérations financières du secteur privé s'est inscrit, durant l'année 2007, en baisse de 24,2% ou -3.384,1MDH : +10.572,8MDH contre +13.956,9MDH.

Cette baisse enregistrée malgré l'amélioration du solde excédentaire des opérations de prêts et investissements étrangers au Maroc (+18.821,5MDH contre +14.431,9MDH, soit +30,4% ou +4.389,6MDH) est due aux crédits commerciaux qui ont réalisé un solde négatif de 3.238,6MDH contre +3.554,2MDH et à l'aggravation du déficit au titre des opérations de prêts et investissements marocains à l'étranger : -4.661,8MDH contre -3.886,6MDH.

a) Crédits commerciaux

Les crédits commerciaux sont déterminés par comparaison entre, d'une part, les flux physiques des marchandises importées et exportées, appréhendés à partir des déclarations douanières souscrites par les opérateurs économiques et d'autre part, les règlements effectués au titre des biens qui ressortent des comptes rendus bancaires.

Les crédits commerciaux accordés aux résidents au titre des importations inscrits en recettes ont légèrement baissé à 10.017,1MDH contre 10.202,2MDH, soit -185,1MDH.

Quant aux crédits commerciaux accordés à des non résidents, au titre des exportations, inscrits en dépenses, ils ont doublé passant de +6.648MDH en 2006 à +13.255,7MDH en 2007.

En conséquence, le solde global des crédits commerciaux a enregistré un solde négatif de 3.238,6MDH contre un excédent en 2006 de 3.554,2MDH, soit -6.792,8MDH.

b) Investissements et prêts privés étrangers

1) Les recettes

Au terme de l'année 2007, les recettes des investissements et prêts privés étrangers ont enregistré une forte augmentation, atteignant 41.379,1MDH contre 29.954,4MDH, soit +38,1% ou +11.424,7MDH.

Cette augmentation résulte de la progression des recettes au titre des investissements directs qui se sont établies à 37.959MDH contre 26.070,2MDH, soit une amélioration de 45,6% ou +11.888,8MDH. Quant aux investissements de portefeuille, ils ont diminué de 7,9% ou -268,2MDH (3.116,1MDH contre 3.384,3MDH en 2006). Les prêts privés ont de leur côté régressé de 39,2% (304MDH contre 499,9MDH en 2006).

2) Les dépenses

Les dépenses au titre des investissements et prêts privés ont enregistré en 2007 une augmentation importante portant sur 22.557,6MDH contre 15.522,5MDH en 2006, soit +45,3% ou +7.035,1MDH.

L'augmentation des dépenses est imputable essentiellement aux investissements directs qui ont plus que triplé, passant de 4.525,9MDH en 2006 à 14.983,6MDH en 2007. En revanche, des baisses ont été relevées au niveau des investissements de portefeuille : 3.657,8MDH contre 6.009,2MDH, soit -2.351,4MDH et des prêts privés : 3.916,2MDH contre 4.987,4MDH, soit -1.071,2MDH.

c) Investissements et prêts privés marocains à l'étranger

Les dépenses engagées pour la réalisation d'investissements marocains à l'étranger ont atteint 5.683,7MDH contre 4.249,6MDH en 2006, réalisant ainsi une hausse de 33,7% ou +1.434,1MDH.

Ces investissements sont constitués dans leur majorité d'investissements directs avec 5.185,4MDH contre 4.234,7MDH. Ils ont été réalisés à raison de 50,9% ou 2.892,8MDH dans le secteur des télécommunications, 17,6% ou 999,9MDH dans le secteur touristique, 5,3% ou 303,6MDH dans le secteur industriel et 4% ou 227,6MDH dans le secteur des assurances.

Les recettes au titre de la liquidation d'investissements marocains à l'étranger, qui demeurent d'un niveau assez faible, ont plus que doublé, passant à 1.021,9MDH contre 363MDH en 2006.

d) Monnaie fiduciaire et dépôts

La rubrique « Monnaie fiduciaire et dépôts » enregistre les variations des engagements du Maroc au titre des avoirs détenus par les non résidents auprès des banques marocaines ainsi que les variations des avoirs en devises détenus par les résidents.

Les engagements se composent des disponibilités des comptes en dirhams convertibles ouverts au nom des étrangers ou des marocains résidant à l'étranger et des comptes convertibles à terme. Les avoirs sont constitués, quant à eux, des comptes en devises des résidents.

Les recettes de cette rubrique qui englobent l'ensemble des augmentations des engagements du Maroc du fait de la progression des avoirs des non résidents se sont établies à 444,3MDH.

Les dépenses recensent l'ensemble des diminutions des engagements du Maroc à l'égard de l'étranger et l'augmentation des avoirs en devises. Elles se sont chiffrées en 2007 à 792,6MDH. Les disponibilités des comptes étrangers en dirhams convertibles ont régressé de 594MDH et celles des comptes convertibles à terme de 82MDH ; Quant aux avoirs en devises des résidents, ils ont progressé de 116,6MDH.

Compte tenu de ces évolutions, la rubrique « Monnaie fiduciaire et dépôts » a dégagé, au titre de l'année 2007, un solde négatif de 348,3MDH.

2°) Opérations financières du secteur public

Ce poste enregistre en recettes les financements extérieurs mobilisés par le secteur public (Trésor et établissements publics) et en dépenses, les remboursements en principal au titre de la dette extérieure publique.

Durant l'année 2007, le montant global des financements mobilisés par le secteur public s'est établi à 22.207,5MDH contre 16.068,6MDH, soit une augmentation de 38,2% ou +6.138,9MDH.

Après avoir enregistré des baisses consécutives durant les trois dernières années, les remboursements en principal de la dette extérieure publique ont augmenté à 16.120,6MDH contre 14.302,8MDH en 2006, soit +12,7% ou +1.817,8MDH .

Ainsi, les opérations financières du secteur public ont dégagé un solde positif de 6.086,9MDH contre 1.765,8MDH.

ECART STATISTIQUE

L'écart statistique résultant de l'ensemble des écritures enregistrées dans la balance des paiements de l'année 2007 s'élève à +873,4MDH et représente 0,1% de l'ensemble des transactions de la balance des paiements contre 0,7% en 2006.

SOLDE FINAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS

Au titre de l'année 2007, la balance des paiements a dégagé un excédent de 16.937,5MDH contre +23.635MDH en 2006.

Cet excédent s'est traduit par l'accroissement des avoirs extérieurs nets qui sont passés de 191.118,8MDH à fin 2006 à 207.674,3MDH au terme de l'année 2007, soit une augmentation de 8,7% ou +16.555,5MDH. Cet accroissement est dû aux avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission qui ont progressé de 7,5% ou +13.151,5MDH, atteignant 187.482,3MDH contre 174.330,8MDH.

De leur côté, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôt ont enregistré un accroissement de 20,3% ou +3.404MDH, s'établissant à 20.192MDH contre 16.788MDH.

AVOIRS EXTERIEURS

Millions de dirhams

	DECEMBRE 2006	DECEMBRE 2007	EVOLUTION	
			MDH	%
I - Avoirs extérieurs bruts :				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>176 549,7</u>	<u>191 071,0</u>	<u>+14 521,3</u>	<u>+8,2</u>
- avoirs en or	3 806,7	4 570,7	+764,0	+20,1
- avoirs en devises convertibles	171 211,5	185 212,0	+14 000,5	+8,2
- avoirs en D.T.S	445,1	246,2	-198,9	-44,7
- souscription au FMI - Tranche de réserve	1 086,4	1 042,1	-44,3	-4,1
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>23 028,0</u>	<u>25 479,0</u>	<u>+2 451,0</u>	<u>+10,6</u>
<u>TOTAL</u>	<u>199 577,7</u>	<u>216 550,0</u>	<u>+16 972,3</u>	<u>+8,5</u>
II Engagements extérieurs				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>2 218,9</u>	<u>3 588,7</u>	<u>+1 369,8</u>	<u>+61,7</u>
- comptes des organismes internationaux	199,2	192,9	-6,3	-3,2
- autres engagements	2 019,7	3 395,8	+1 376,1	+68,1
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>6 240,0</u>	<u>5 287,0</u>	<u>-953,0</u>	<u>-15,3</u>
<u>TOTAL</u>	<u>8 458,9</u>	<u>8 875,7</u>	<u>+416,8</u>	<u>+4,9</u>
III - Avoirs extérieurs nets (I-II)				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>174 330,8</u>	<u>187 482,3</u>	<u>+13 151,5</u>	<u>+7,5</u>
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>16 788,0</u>	<u>20 192,0</u>	<u>+3 404,0</u>	<u>+20,3</u>
<u>TOTAL</u>	<u>191 118,8</u>	<u>207 674,3</u>	<u>+16 555,5</u>	<u>+8,7</u>

Source: Bank Al Maghrib

*RESULTATS DE LA BALANCE
COMMERCIALE*

RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE

-==--==--

PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES*

A- DONNEES GENERALES SUR LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

En 2007, les échanges commerciaux avec l'extérieur ont atteint une valeur de 383.688,2MDH contre 322.532,9MDH en 2006, enregistrant une hausse de 19%. Cette évolution est à attribuer essentiellement aux importations (+23,4%) et dans une moindre mesure aux exportations (+10,7%).

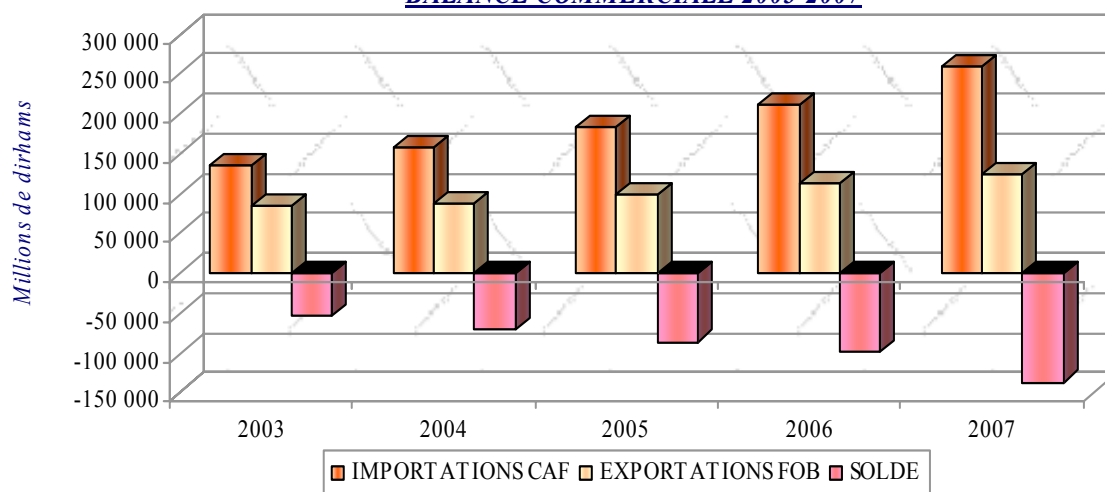
Ainsi, le déficit commercial au titre de l'année 2007 s'est aggravé de 37,8% et le taux de couverture a perdu 5,5 points : 47,7% au lieu de 53,2% en 2006. Au cours des années 2003 à 2007, le déficit commercial et le taux de couverture ont évolué comme suit :

BALANCE COMMERCIALE 2003-2007

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007	EVOLUTION	
						MDH	%
TRANSACTIONS TOTALES	219 957,5	245 817,7	283 644,7	322 532,9	383 688,2	+61 155,3	+19,0
IMPORTATIONS CAF	136 070,1	157 921,2	184 379,5	210 553,6	259 747,4	+49 193,8	+23,4
EXPORTATIONS FOB	83 887,4	87 896,5	99 265,2	111 979,3	123 940,8	+11 961,5	+10,7
SOLDE	-52 182,7	-70 024,7	-85 114,3	-98 574,3	-135 806,6	+37 232,3	+37,8
TAUX DE COUVERTURE (%)	61,7	55,7	53,8	53,2	47,7	-	-

BALANCE COMMERCIALE 2003-2007



* Les transactions sur marchandises font l'objet de la publication intitulée "Balance Commerciale" dédiée exclusivement aux résultats du commerce extérieur.

1°/- Importations

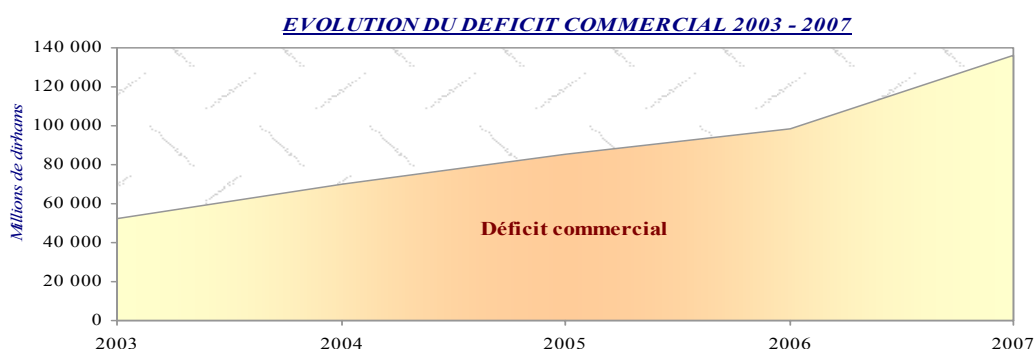
Les importations évaluées CAF ont enregistré, en 2007, une augmentation de 23,4% ou +49.193,8MDH atteignant 259.747,4MDH contre 210.553,6MDH en 2006. En volume, les importations se sont accrues de 13,9% : 39.434,5mt contre 34.634,2mt en 2006. Quant au prix moyen de la tonne importée, il s'est apprécié de 8,4% : 6.587DH/T contre 6.079DH/T.

2°/- Exportations

Les exportations exprimées FOB se sont élevées à 123.940,8MDH contre 111.979,3MDH en 2006, réalisant ainsi une progression de 10,7% ou +11.961,5MDH. Le volume exporté a augmenté de 4,4% ou 1.099,6mt, soit 25.987,6mt contre 24.888mt. En conséquence, le prix moyen de la tonne exportée s'est accru de 6% : 4.769DH contre 4.499DH en 2006.

3°/- Solde de la balance commerciale

Au terme de l'année 2007, les transactions commerciales ont dégagé un déficit en aggravation de 37,8% ou 37.232,3MDH : -135.806,6MDH contre -98.574,3MDH en 2006.



B/- PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR

1°/- Taux de couverture

Au titre de l'année 2007, le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 47,7% contre 53,2% en 2006 en baisse de 5,5 points. Ainsi ce taux qui était de 66,2% en 2002 n'a cessé de baisser d'année en année pour s'établir à 47,7% en 2007.

2°/- Taux d'ouverture

Le taux d'ouverture exprimé par le rapport de la valeur globale des échanges commerciaux au Produit Intérieur Brut, s'est établi en 2007 à 62,4% contre 55,9%¹ en 2006, soit un accroissement de 6,5 points.

3°/- Taux d'exportation

L'effort à l'exportation, mesuré par le rapport entre les exportations et le PIB, s'est élevé en 2007 à 20,1% contre 19,4%¹ en 2006.

¹ Taux actualisés suite à la révision du P.I.B.

4°/- Taux de pénétration

Le taux de pénétration des importations (proportion de la demande intérieure couverte par le recours aux importations), s'est établi à 34,6% contre 31,2% en 2006. Ce résultat est imputable à la hausse des importations (+23,4%), plus prononcée que celle du PIB (6,6%).

5°/- Taux de dépendance

Le taux de dépendance, mesuré par la moyenne des importations et exportations, rapportée au PIB, permet d'évaluer la dépendance d'une économie à l'égard des marchés extérieurs. Ce taux a atteint 31,2% en 2007 contre 27,9% en 2006.

EVOLUTION DU PIB ET DES ECHANGES COMMERCIAUX

1998 - 2007

En millions de dirhams

ANNEE	PIB*	IMPORTATIONS CAF	EXPORTATIONS FOB	TRANSACTIONS TOTALES	SOLDE COMMERCIAL
1998	384 385	98 675,5	68 607,5	167 283,0	-30 068,0
1999	389 569	105 931,0	73 616,7	179 547,7	-32 314,3
2000	393 381	122 526,8	78 826,7	201 353,5	-43 700,1
2001	426 402	124 717,8	80 666,7	205 384,5	-44 051,1
2002	445 426	130 408,9	86 389,2	216 798,1	-44 019,7
2003	477 021	136 070,1	83 887,4	219 957,5	-52 182,7
2004	505 015	157 921,2	87 896,5	245 817,7	-70 024,7
2005	527 679	184 379,5	99 265,2	283 644,7	-85 114,3
2006	577 344	210 553,6	111 979,3	322 532,9	-98 574,3
2007	615 373	259 747,4	123 940,8	383 688,2	-135 806,6

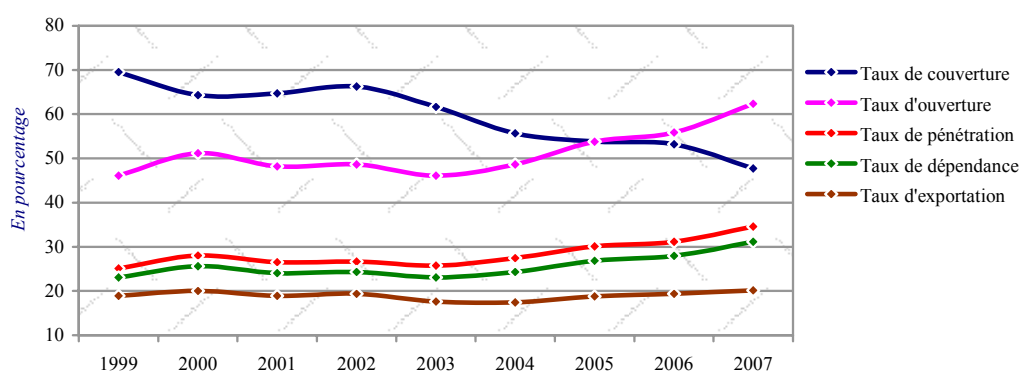
*PIB en prix courants, données révisées (base 1998), source: Haut Commissariat au Plan

EVOLUTION DES RATIOS DU COMMERCE EXTERIEUR*

En pourcentage

ANNEE	Taux de couverture	Taux d'ouverture	Taux d'exportation	Taux de pénétration	Taux de dépendance
1999	69,5	46,1	18,9	25,1	23,0
2000	64,3	51,2	20,0	28,0	25,6
2001	64,7	48,2	18,9	26,5	24,1
2002	66,2	48,7	19,4	26,6	24,3
2003	61,7	46,1	17,6	25,7	23,1
2004	55,7	48,7	17,4	27,5	24,3
2005	53,8	53,8	18,8	30,1	26,9
2006	53,2	55,9	19,4	31,2	27,9
2007	47,7	62,4	20,1	34,6	31,2

*données révisées pour les années 1999 à 2006



IMPORTATIONS

Au terme de l'année 2007, les importations évaluées CAF ont atteint 259.747,4MDH contre 210.553,6MDH en 2006, marquant ainsi une hausse de 23,4% ou +49.193,8MDH. En volume, elles ont enregistré un accroissement de 13,9%: 39.434,5mt contre 34.634,2mt en 2006. Le prix moyen à l'importation s'est ainsi apprécié de 8,4% ou +508DH/T: 6.587DH/T contre 6.079DH/T en 2006.

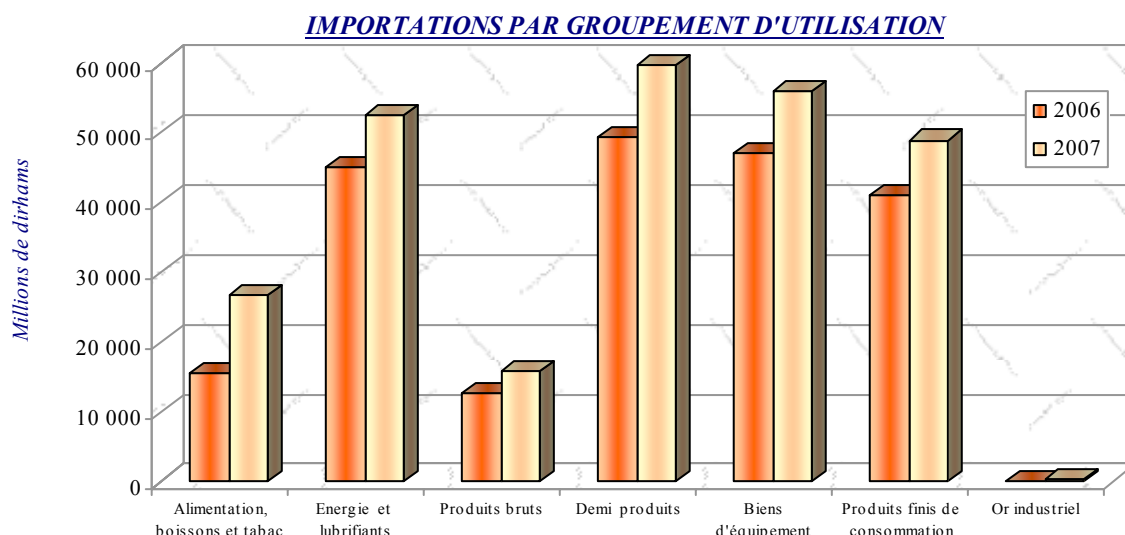
La hausse en valeur des importations a été relevée au niveau de l'ensemble des groupes de produits. Les plus fortes hausses ont concerné les produits alimentaires (+73,3% ou +11.308,5MDH), les demi-produits (+21% ou 10.389,2MDH), les biens d'équipement (+18,9% ou +8.886,6MDH), les produits finis de consommation (+19,2% ou +7.879,5MDH) et les produits énergétiques (+16,8% ou +7.535,7MDH).

IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

Groupement d'utilisation	POIDS				VALEUR				PRIX MOYEN*		
	2006 1000T	2007 1000T	Evol %	Part %	2006 MDH	2007 MDH	Evol %	Part %	2006 DHT	2007 DHT	Evol %
Alimentation, boissons et tabac	5 408,7	8 578,0	+58,6	21,8	15 417,9	26 726,4	+73,3	10,3	2 851	3 116	+9,3
Energie et lubrifiants	15 589,4	16 849,2	+8,1	42,7	44 911,9	52 447,6	+16,8	20,2	2 881	3 113	+8,1
Produits bruts	6 277,6	6 132,9	-2,3	15,5	12 690,9	15 846,6	+24,9	6,1	2 022	2 584	+27,8
• d'origine animale et végétale	2 346,4	2 257,2	-3,8	5,7	8 894,3	10 979,9	+23,4	4,2	3 791	4 864	+28,3
• d'origine minérale	3 931,2	3 875,7	-1,4	9,8	3 796,6	4 866,7	+28,2	1,9	966	1 256	+30,0
Demi produits	6 004,3	6 296,8	+4,9	16,0	49 392,5	59 781,7	+21,0	23,0	8 226	9 494	+15,4
Biens d'équipement	624,4	704,4	+12,8	1,8	46 932,5	55 819,1	+18,9	21,5	75 163	79 244	+5,4
• agricole	43,7	50,6	+15,8	0,1	2 113,9	2 766,4	+30,9	1,1	48 359	54 714	+13,1
• industriel	580,7	653,8	+12,6	1,7	44 818,6	53 052,7	+18,4	20,4	77 180	81 141	+5,1
Produits finis de consommation	729,8	873,2	+19,6	2,2	41 026,3	48 905,8	+19,2	18,8	56 216	56 005	-0,4
Or industriel	-	-	-	-	181,6	220,2	+21,3	0,1	-	-	-
TOTAL	34 634,2	39 434,5	+13,9	100,0	210 553,6	259 747,4	+23,4	100,0	6 079	6 587	+8,4

* Le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

A l'instar des années précédentes, la structure des importations reste prédominée par les demi-produits (23% contre 23,5% en 2006), les biens d'équipement (21,5% contre 22,3%), les produits énergétiques (20,2% contre 21,3%) et les produits finis de consommation (18,8% contre 19,5%). Ces quatre groupes de produits représentent globalement 83,5% contre 86,6% en 2006 en recul de 3,1 points. Cette évolution s'explique par l'augmentation de la part des produits alimentaires qui est passée de 7,3% en 2006 à 10,3% en 2007.



A- STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

1°)- Alimentation, boissons et tabacs

En 2007, les importations de **produits alimentaires** ont connu une forte expansion atteignant 26.726,4MDH contre 15.417,9MDH en 2006, soit +73,3% ou +11.308,5MDH. En volume, la hausse a été de 58,6% ou +3.169,3mt (8.578mt contre 5.408,7mt en 2006). Le prix moyen à l'importation des produits alimentaires s'est en conséquence apprécié de +9,3% ou +265DH/T : 3.116DH/T contre 2.851DH/T en 2006. La part des produits alimentaires dans le total des importations a gagné 3 points, s'établissant à 10,3% en 2007 contre 7,3% une année auparavant.

Les importations de produits alimentaires se composent à concurrence de 53,4% des céréales qui ont plus que doublé : 14.273,4MDH contre 5.325,1MDH en 2006, soit +8.948,3MDH.

IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Produits	2006				2007				Evolution	
	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moy. DH/T *	Part %	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moy. DH/T *	Part %	MDH	%
Céréales	3 467,2	5 325,1	1 536	34,5	6 203,2	14 273,4	2 301	53,4	+8 948,3	-
Sucre	658,9	2 297,1	3 486	14,9	745,8	1 968,9	2 640	7,4	-328,2	-14,3
Thé	50,6	782,1	15 457	5,1	55,1	794,3	14 418	3,0	+12,2	+1,6
Tabacs	8,2	633,3	76 950	4,1	11,3	782,9	69 028	2,9	+149,6	+23,6
Produits laitiers	60,1	1 175,2	19 554	7,6	62,6	1 705,2	27 254	6,4	+530,0	+45,1
Café	33,0	424,9	12 890	2,8	35,6	558,6	15 672	2,1	+133,7	+31,5
Autres produits	1 130,7	4 780,2	4 228	31,0	1 464,4	6 643,1	4 536	24,8	+1 862,9	+39,0
TOTAL	5 408,7	15 417,9	2 851	100,0	8 578,0	26 726,4	3 116	100,0	+11 308,5	+73,3

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

2°)- Energie et lubrifiants

Les **importations de produits énergétiques** se sont élevées en 2007, à 52.447,6MDH contre 44.911,9MDH en 2006, soit une hausse de 16,8% ou +7.535,7MDH. Leur part dans le total des importations a, néanmoins, légèrement baissé : 20,2% contre 21,3%.

En volume, les importations de produits énergétiques ont enregistré une hausse de 8,1% ou +1.259,8mt : 16.849,2mt contre 15.589,4mt en 2006. Le prix moyen de la tonne importée a augmenté de 8,1% : 3.113DH/T contre 2.881DH/T en 2006.

La hausse des prix des produits pétroliers sur le marché international s'est traduite par l'appréciation des prix moyens de l'ensemble des produits relevant de ce groupe en particulier la houille crue et agglomérée (+18,2%), le gaz de pétrole (+7,2%) et le pétrole brut (+4,4%).

IMPORTATIONS DE PRODUITS ENERGETIQUES

Produits	2006				2007				Evolution	
	Poids	Valeur	PM*	Part	Poids	Valeur	PM*	Part	Valeur	
	1000 T	MDH	DH/T	%	1000 T	MDH	DH/T	%	MDH	%
Pétrole brut	6 261,8	25 171,7	4 020	56,1	6 255,7	26 249,6	4 196	50,1	+1 077,9	+4,3
Gaz de pétrole	1 859,9	7 696,8	4 138	17,1	2 251,3	9 982,5	4 434	19,0	+2 285,7	+29,7
Gas oils et fuel oils	1 387,2	7 364,5	5 309	16,4	1 858,7	10 024,3	5 393	19,1	+2 659,8	+36,1
Houille crue et agglomérée	5 876,6	3 559,6	606	7,9	6 159,4	4 412,0	716	8,4	+852,4	+23,9
Huiles de pétrole et lubrifiants	146,6	934,0	6 370	2,1	181,7	1 199,1	6 600	2,3	+265,1	+28,4
Essence de pétrole	-	3,6	-	-	63,2	340,4	5 384	0,6	+336,8	-
Paraffines	7,8	59,9	7 725	0,1	6,1	50,6	8 250	0,1	-9,3	-15,5
Autres	49,5	121,8	2 460	0,3	73,1	189,1	2 591	0,4	+67,3	+55,3
<u>TOTAL</u>	<u>15 589,4</u>	<u>44 911,9</u>	<u>2 881</u>	<u>100,0</u>	<u>16 849,2</u>	<u>52 447,6</u>	<u>3 113</u>	<u>100,0</u>	<u>+7 535,7</u>	<u>+16,8</u>

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

3°)- Produits bruts

En 2007, les importations de **produits bruts** ont enregistré une hausse de 24,9% ou +3.155,7MDH, s'établissant à 15.846,6 MDH contre 12.690,9MDH une année auparavant.

Cette évolution s'explique par l'augmentation relevée tant au niveau des importations de **produits bruts d'origine animale et végétale** (10.979,9MDH contre 8.894,3MDH en 2006, soit +23,4% ou +2.085,6MDH) que celles de **produits bruts d'origine minérale** (4.866,7MDH contre 3.796,6MDH, soit +28,2% ou +1.070,1MDH).

IMPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS

<i>Produits</i>	<i>2006</i>			<i>2007</i>			<i>Evolution</i>	
	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
<u>Produits bruts d'origine animale et végétale</u>	<u>2 346,4</u>	<u>8 894,3</u>	<u>70,1</u>	<u>2 257,2</u>	<u>10 979,9</u>	<u>69,3</u>	<u>+2 085,6</u>	<u>+23,4</u>
Bois bruts, équarris ou sciés	1 038,6	2 841,1	22,4	880,3	3 279,5	20,7	+438,4	+15,4
Huiles végétales brutes	438,2	2 144,0	16,9	428,5	2 929,4	18,5	+785,4	+36,6
Graines et fruits oléagineux	537,4	1 306,8	10,3	538,0	1 723,0	10,9	+416,2	+31,8
Coton	35,9	423,7	3,3	35,6	412,5	2,6	-11,2	-2,6
Autres p.bruts d'origine animale et végétale	296,3	2 178,7	17,2	374,8	2 635,5	16,6	+456,8	+21,0
<u>Produits bruts d'origine minérale</u>	<u>3 931,2</u>	<u>3 796,6</u>	<u>29,9</u>	<u>3 875,7</u>	<u>4 866,7</u>	<u>30,7</u>	<u>+1 070,1</u>	<u>+28,2</u>
Soufres bruts non raffinés	3 481,4	2 117,4	16,7	3 188,5	2 403,1	15,2	+285,7	+13,5
Fibres textiles synthétiques	48,1	764,9	6,0	46,5	729,1	4,6	-35,8	-4,7
Autres produits bruts d'origine minérale	401,7	914,3	7,2	640,7	1 734,5	10,9	+820,2	+89,7
<u>TOTAL</u>	<u>6 277,6</u>	<u>12 690,9</u>	<u>100,0</u>	<u>6 132,9</u>	<u>15 846,6</u>	<u>100,0</u>	<u>+3 155,7</u>	<u>+24,9</u>

L'évolution des principaux produits relevant de ce groupe laisse apparaître des hausses notamment au niveau des achats d'huiles végétales brutes (+36,6% ou +785,4MDH), de bois bruts (+15,4% ou +438,4 MDH) et de graines et fruits oléagineux (+31,8% ou +416,2MDH).

4°)- Demi-produits

Les importations de **demi-produits** ont enregistré en 2007, un accroissement de 21% ou +10.389,2MDH, passant à 59.781,7MDH contre 49.392,5MDH une année auparavant. Leur part dans le total des importations s'est établie à 23% contre 23,5% en 2006.

Les principales augmentations de ce groupe ont concerné les matières plastiques artificielles (+26,5% ou +1.598,7MDH), les intrants de fils et câbles électriques (+1.477,6MDH), les produits chimiques (+17,7% ou +1.087,4MDH), et les fils, barres, profilés en fer et acier (+49% ou +1.033MDH).

IMPORTATIONS DE DEMI-PRODUITS

<i>Produits</i>	<i>2006</i>			<i>2007</i>			<i>Evolution</i>	
	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Matières plastiques artificielles	428,7	6 026,4	12,2	508,7	7 625,1	12,7	+1 598,7	+26,5
Produits chimiques	993,9	6 155,2	12,5	1 051,0	7 242,6	12,1	+1 087,4	+17,7
Fer et acier en blooms et ébauches	1 539,7	6 249,0	12,7	1 222,0	5 978,6	10,0	-270,4	-4,3
Composants électroniques (Transistors)	2,7	3 775,0	7,6	12,3	3 613,4	6,0	-161,6	-4,3
Papiers et cartons	291,1	2 621,6	5,3	324,5	3 143,9	5,3	+522,3	+19,9
Fils, barres, profilés en fer et acier	391,5	2 106,5	4,3	483,5	3 139,5	5,3	+1 033,0	+49,0
Cuivre	38,1	2 096,9	4,2	36,9	2 307,8	3,9	+210,9	+10,1
Fils et câbles électriques	14,9	628,0	1,3	31,7	2 105,6	3,5	+1 477,6	-
Plats, tôles, feuillards en fer et en acier	131,4	1 243,2	2,5	160,2	1 605,9	2,7	+362,7	+29,2
Barres, tôles, feuilles et tubes en aluminium	43,8	1 311,9	2,7	45,7	1 439,1	2,4	+127,2	+9,7
Accessoires de tuyauterie et de constructions métalliques	43,6	840,9	1,7	48,3	1 369,2	2,3	+528,3	+62,8
Engrais naturels et chimiques	611,9	1 316,0	2,7	537,0	1 349,5	2,3	+33,5	+2,5
Fils de fibres synthétiques et artificielles	37,7	955,7	1,9	41,6	1 070,4	1,8	+114,7	+12,0
Cuirs et peaux	5,4	903,7	1,8	4,9	918,5	1,5	+14,8	+1,6
Autres	1 429,9	13 162,5	26,6	1 788,5	16 872,6	28,2	+3 710,1	+28,2
<u>TOTAL</u>	<u>6 004,3</u>	<u>49 392,5</u>	<u>100,0</u>	<u>6 296,8</u>	<u>59 781,7</u>	<u>100,0</u>	<u>+10 389,2</u>	<u>+21,0</u>

5°)- Biens d'équipement

Les importations de **biens d'équipement** ont connu une hausse de 18,9% ou +8.886,6MDH, s'élevant à 55.819,1MDH contre 46.932,5MDH en 2006. Elles occupent la deuxième position parmi les groupes de produits à l'importation (même position qu'en 2007). Cette évolution est due essentiellement aux biens d'équipement industriel dont les importations se sont accrues de 18,4% ou +8.234,1MDH. Les biens d'équipement agricole ont augmenté de 30,9% ou +652,5MDH.

En ce qui concerne les biens d'équipement industriel, la hausse a concerné les acquisitions de voitures industrielles (+48,7% ou +1.886,1MDH), de machines et appareils divers (+10,9% ou +943,5MDH), de matériel ferroviaire roulant (+794,8MDH), d'ascenseurs et appareils de levage (+59,6% ou +589,6MDH) et de moteurs à pistons et autres moteurs (+44,8% ou +587,7MDH).

S'agissant des biens d'équipement agricole, la hausse s'explique par les achats de tracteurs (+41,3% ou +563,9MDH) et de machines et outils agricoles (+11,8% ou +88,6MDH).

IMPORTATIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT

<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>		<i>Evolution</i>	
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
<u>Produits finis d'équipement industriel</u>	<u>44 818,6</u>	<u>95,5</u>	<u>53 052,7</u>	<u>95,0</u>	<u>+8 234,1</u>	<u>+18,4</u>
Machines et appareils divers	8 692,6	18,5	9 636,1	17,3	+943,5	+10,9
Voitures industrielles	3 872,6	8,3	5 758,7	10,3	+1 886,1	+48,7
Fils et câbles pour l'électricité	3 569,5	7,6	3 987,8	7,1	+418,3	+11,7
Appareils de coupure électriques	1 911,4	4,1	2 146,7	3,8	+235,3	+12,3
Matériel à broyer, à agglomérer	1 772,2	3,8	1 916,3	3,4	+144,1	+8,1
Moteurs à pistons et autres moteurs	1 313,2	2,8	1 900,9	3,4	+587,7	+44,8
Matériel d'extraction	1 278,9	2,7	1 761,4	3,2	+482,5	+37,7
Ascenseurs, appareils de levage et manutention	988,6	2,1	1 578,2	2,8	+589,6	+59,6
Appareils électriques pour téléphonie	1 143,9	2,4	1 551,8	2,8	+407,9	+35,7
Pompes et compresseurs	1 011,3	2,2	1 397,9	2,5	+386,6	+38,2
Bandages pneumatiques, chambres à air pr voitures indus.	747,3	1,6	1 239,3	2,2	+492,0	+65,8
Avions	2 810,9	6,0	1 173,7	2,1	-1 637,2	-58,2
Matériel ferroviaire roulant	252,2	0,5	1 047,0	1,9	+794,8	-
Appareils émetteurs radio	531,5	1,1	848,5	1,5	+317,0	+59,6
Machines textiles	725,9	1,5	804,6	1,4	+78,7	+10,8
Machines outils	518,5	1,1	758,6	1,4	+240,1	+46,3
Machines génératrices et moteurs électriques	644,0	1,4	752,2	1,4	+108,2	+16,8
Réservoirs, bouteilles et fûts métalliques	829,1	1,8	721,8	1,3	-107,3	-12,9
Autres	12 205,0	26,0	14 071,2	25,2	+1 866,2	+15,3
<u>Produits finis d'équipement agricole</u>	<u>2 113,9</u>	<u>4,5</u>	<u>2 766,4</u>	<u>5,0</u>	<u>+652,5</u>	<u>+30,9</u>
Tracteurs agricoles	1 364,9	2,9	1 928,8	3,5	+563,9	+41,3
Machines et outils agricoles	748,6	1,6	837,2	1,5	+88,6	+11,8
Autres	0,4	-	0,4	-	-	-
<u>TOTAL</u>	<u>46 932,5</u>	<u>100,0</u>	<u>55 819,1</u>	<u>100,0</u>	<u>+8 886,6</u>	<u>+18,9</u>

6°)- Produits finis de consommation

Les achats de **produits finis de consommation**, quatrième groupe de produits à l'importation, ont enregistré un accroissement de 19,2% ou +7.879,5MDH : 48.905,8MDH contre 41.026,3MDH en 2006. En dépit de cet accroissement, leur part dans le total des importations a baissé à 18,8% contre 19,5% en 2006.

La hausse a concerné notamment les voitures de tourisme (+23,4% ou +1.456,6MDH), les appareils récepteurs radios et télévision (+22,9% ou +863,6MDH) et les parties et pièces détachées pour voitures de tourisme (+46% ou +466,5MDH).

IMPORTATIONS DE BIENS DE CONSOMMATION

<i>Produits</i>	<i>2006</i>			<i>2007</i>			<i>Evolution</i>	
	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Voitures de tourisme	81,4	6 234,5	15,2	90,4	7 691,1	15,7	+1 456,6	+23,4
Appareils récepteurs radios et télévision*	30,2	3 778,7	9,2	30,7	4 642,3	9,5	+863,6	+22,9
Tissus de coton	43,0	4 180,1	10,2	42,9	4 445,0	9,1	+264,9	+6,3
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	48,0	3 064,9	7,5	50,5	3 286,7	6,7	+221,8	+7,2
Médicaments	4,5	2 526,1	6,1	5,9	2 935,7	6,0	+409,6	+16,2
Ouvrages en matières plastiques	47,6	2 008,1	4,9	56,7	2 405,1	4,9	+397,0	+19,8
Parties et pièces détachées pr voitures de tourisme	28,1	1 014,1	2,5	37,2	1 480,6	3,0	+466,5	+46,0
Papiers finis et ouvrages en papier	37,7	1 292,5	3,1	43,6	1 425,8	2,9	+133,3	+10,3
Articles de bonneterie	20,1	1 264,0	3,1	18,5	1 165,6	2,4	-98,4	-7,8
Parfumeries	26,4	697,9	1,7	31,2	853,0	1,8	+155,1	+22,2
Réfrigérateurs domestiques	15,6	563,8	1,4	20,0	749,5	1,6	+185,7	+32,9
Tissus de laine, poil ou crin	5,3	977,6	2,4	3,6	694,2	1,4	-283,4	-29,0
Autres	341,9	13 424,0	32,7	442,0	17 131,2	35,0	+3 707,2	+27,6
<u>TOTAL</u>	<u>729,8</u>	<u>41 026,3</u>	<u>100,0</u>	<u>873,2</u>	<u>48 905,8</u>	<u>100,0</u>	<u>+7 879,5</u>	<u>+19,2</u>

* y compris les GSM

B- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

A l'instar des années précédentes, la répartition des importations par principaux produits se caractérise en 2007, par la prédominance de quelques produits qui représentent une part appréciable des importations. Ainsi, dix produits seulement constituent 38,4% contre 38,9% en 2006 du total des importations.

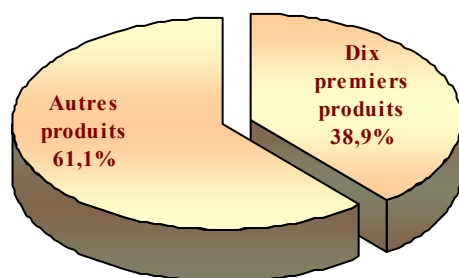
Parmi ces produits, le **pétrole brut** intervient pour 10,1% contre 12% en 2006, suivi du **gas oils et fuels oils**: 3,9% contre 3,5% en 2006 ; du **gaz de pétrole** : 3,9% contre 3,7%, des machines et appareils divers: 3,7% contre 4,1% et enfin, du **blé** : 3,6% contre 1,5%.

IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

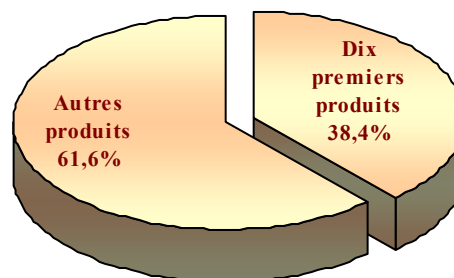
<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>Produits</i>	<i>2007</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>		<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>
Huile brute de pétrole	25 171,7	12,0	Huile brute de pétrole	26 249,6	10,1
Machines et appareils divers	8 692,6	4,1	Gas oils et fuels oils	10 024,3	3,9
Gas de pétrole et autres hydrocarbures	7 696,8	3,7	Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	9 982,5	3,9
Gas oils et fuels oils	7 364,5	3,5	Machines et appareils divers	9 636,1	3,7
Fer et acier en blooms et ébauches	6 248,9	3,0	Blé	9 407,3	3,6
Voitures de tourisme	6 234,5	3,0	Voitures de tourisme	7 691,1	3,0
Produits chimiques	6 155,2	2,9	Matières plastiques artificielles	7 625,1	2,9
Matières plastiques artificielles	6 026,4	2,9	Produits chimiques	7 242,6	2,8
Tissus de coton	4 180,1	2,0	Fer et acier en blooms et ébauches	5 978,6	2,3
Voitures industrielles	3 872,6	1,8	Voitures industrielles	5 758,7	2,2
Appareils récepteurs radio et télévision	3 778,7	1,8	Appareils récepteurs radio et télévision	4 642,3	1,8
Composants électroniques (transistors)	3 775,0	1,8	Tissus de coton	4 445,0	1,7
Fils et câbles pour l'électricité	3 569,5	1,7	Houille crue, agglomérés et coke	4 412,0	1,7
Houille crue, agglomérés et coke	3 559,6	1,7	Fils et câbles pour l'électricité	3 987,8	1,5
Blé	3 089,6	1,5	Maïs	3 642,6	1,4
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	3 064,9	1,5	Composants électroniques (transistors)	3 613,4	1,4
Bois bruts, équarris ou scies	2 841,1	1,4	Tissus de fibres synthétiques et artificielles	3 286,7	1,3
Avions	2 810,9	1,3	Bois bruts, équarris ou scies	3 279,5	1,3
Papiers et cartons	2 621,6	1,2	Papiers et cartons	3 143,9	1,2
Médicaments	2 526,1	1,2	Fils, barres, palplanches, profilés en fer et acier	3 139,5	1,2
Sucre	2 297,1	1,1	Médicaments	2 935,7	1,1
Huiles végétales brutes	2 144,0	1,0	Huiles végétales brutes	2 929,4	1,1
Soufre brut	2 117,4	1,0	Ouvrages en matières plastiques	2 405,1	0,9
Fils, barres, palplanches, profilés en fer et acier	2 106,5	1,0	Soufre brut	2 403,1	0,9
Cuivre	2 096,9	1,0	Cuivre	2 307,8	0,9
Ouvrages en matières plastiques	2 008,1	1,0	Appareils de coupures électriques	2 146,7	0,8
Maïs	1 946,2	0,9	fils et câbles électriques	2 105,6	0,8
Appareils de coupures électriques	1 911,4	0,9	Sucre	1 968,9	0,8
Matériel à broyer, à agglomérer	1 772,2	0,8	Tracteurs agricoles	1 928,8	0,8
Tracteurs agricoles	1 364,9	0,6	Matériel à broyer, à agglomérer	1 916,3	0,7
Engrais naturels et chimiques	1 316,0	0,6	Moteurs à pistons et autres moteurs	1 900,9	0,7
Moteurs à pistons et autres moteurs	1 313,2	0,6	Matériel d'extraction	1 761,4	0,7
Barres, tôles, feuilles et tubes en aluminium	1 311,9	0,6	Graines et fruits oléagineux	1 723,0	0,7
Graines et fruits oléagineux	1 306,8	0,6	Plats, tôles, feuillards en fer et en acier	1 605,9	0,6
Papiers finis et ouvrages en papiers	1 292,5	0,6	Ascenseurs, appareils de levage et manutention	1 578,2	0,6
Matériel d'extraction	1 278,9	0,6	Appareils électriques pour téléphonie	1 551,8	0,6
Sous total	140 864,3	66,9	Sous total	170 357,2	65,6
Autres produits	69 689,3	33,1	Autres produits	89 390,2	34,4
TOTAL DES IMPORTATIONS	210 553,6	100,0	TOTAL DES IMPORTATIONS	259 747,4	100,0

PART DES DIX PREMIERS PRODUITS A L'IMPORTATION

ANNEE 2006



ANNEE 2007



C- IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

En 2007, les importations réalisées dans le cadre du régime de l'admission temporaire pour perfectionnement actif (**avec et sans paiement**) se sont accrues de 16,9% ou +8.392,7MDH, totalisant 58.016,2MDH contre 49.623,5MDH une année auparavant. En revanche, leur part dans les importations totales a légèrement baissé, s'établissant à 22,3% contre 23,6% en 2006.

IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

	<u>2006</u>		<u>2007</u>	
	<i>Valeur en MDH</i>	<i>Part en %</i>	<i>Valeur en MDH</i>	<i>Part en %</i>
Importations en admission temporaire pour perfectionnement actif	49 623,5	23,6	58 016,2	22,3
- Importations en ATPA sans paiement	26 527,4	12,6	29 911,0	11,5
- Importations en ATPA avec paiement	23 096,1	11,0	28 105,2	10,8
Autres	160 930,1	76,4	201 731,2	77,7
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>210 553,6</u>	<u>100,0</u>	<u>259 747,4</u>	<u>100,0</u>

1°)- Importations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement

Les importations effectuées en admission temporaire pour perfectionnement actif avec paiement se sont élevées en 2007 à 28.105,2MDH contre 23.096,1MDH en 2006 soit +21,7% ou +5.009,1MDH, passant. Cette hausse a concerné notamment les produits énergétiques (+50,9% ou +3.005,8MDH) et les demi-produits (+12,9% ou +894,7MDH).

IMPORTATIONS EN SUITE D'ATPA AVEC PAIEMENT VENTILEES PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

<i>Groupement</i>	<u>2006</u>		<u>2007</u>		<i>Evolution Valeur</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Alimentation, boissons et tabacs	915,1	4,0	1 009,9	3,6	+94,8	+10,4
Energie et lubrifiants	5 901,4	25,5	8 907,2	31,7	+3 005,8	+50,9
Produits bruts	3 812,2	16,5	4 531,6	16,1	+719,4	+18,9
Demi produits	6 961,6	30,1	7 856,3	28,0	+894,7	+12,9
Produits finis d'équipement	2 372,5	10,3	2 453,8	8,7	+81,3	+3,4
Produits finis de consommation	3 130,5	13,6	3 344,5	11,9	+214,0	+6,8
Or industriel	2,8	-	1,9	-	-0,9	-32,1
<u>TOTAL</u>	<u>23 096,1</u>	<u>100,0</u>	<u>28 105,2</u>	<u>100,0</u>	<u>+5 009,1</u>	<u>+21,7</u>

2°)- Importations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement

En 2007, les importations réalisées en admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement se sont inscrites en hausse de 12,8% ou +3.383,6MDH, soit 29.911MDH contre 26.527,4MDH en 2006.

La répartition de ces importations par principaux produits laisse apparaître la prépondérance des produits textiles et de cuir avec 51,1% contre 54,1% en 2006, suivis des produits des industries électriques et électroniques avec 27,2% contre 25,7% en 2006.

IMPORTATIONS EN ATPA SANS PAIEMENT VENTILEES PAR PRINCIPAUX PRODUITS

	2006		2007		Evolution	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	
	MDH	%	MDH	%	MDH	%
<u>Produits textiles et de cuir</u>	<u>14 366,0</u>	<u>54,1</u>	<u>15 271,5</u>	<u>51,1</u>	<u>+905,5</u>	<u>+6,3</u>
Tissus de coton	3 170,4	11,9	3 514,6	11,7	+344,2	+10,9
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	2 248,3	8,5	2 319,4	7,8	+71,1	+3,2
Articles de bonneterie	1 098,1	4,1	944,3	3,2	-153,8	-14,0
Cuirs et peaux	751,0	2,8	753,0	2,5	+2,0	+0,3
Tissus de laine, poils ou crins	954,7	3,6	675,8	2,3	-278,9	-29,2
Vêtements confectionnés	204,9	0,8	186,9	0,6	-18,0	-8,8
Velours	167,2	0,6	108,7	0,4	-58,5	-35,0
Autres	5 771,4	21,8	6 768,8	22,6	+997,4	+17,3
<u>Produits des industries électriques et électroniques</u>	<u>6 811,9</u>	<u>25,7</u>	<u>8 146,3</u>	<u>27,2</u>	<u>+1 334,4</u>	<u>+19,6</u>
Composants électroniques (Transistors)	3 773,2	14,2	3 611,8	12,1	-161,4	-4,3
fil et cables pour l'électricité	1 541,6	5,8	1 680,5	5,6	+138,9	+9,0
Autres	1 497,1	5,7	2 854,0	9,5	+1 356,9	+90,6
<u>Autres produits</u>	<u>5 349,5</u>	<u>20,2</u>	<u>6 493,2</u>	<u>21,7</u>	<u>+1 143,7</u>	<u>+21,4</u>
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>26 527,4</u>	<u>100,0</u>	<u>29 911,0</u>	<u>100,0</u>	<u>+3 383,6</u>	<u>+12,8</u>

EXPORTATIONS

En 2007, les exportations exprimées FOB ont atteint 123.940,8MDH contre 111.979,3MDH en 2006, enregistrant ainsi une progression de 10,7% ou +11.961,5MDH. En volume, elles se sont établies à 25.987,6mt contre 24.888mt en 2006, soit + 4,4% ou +1.099,6mt.

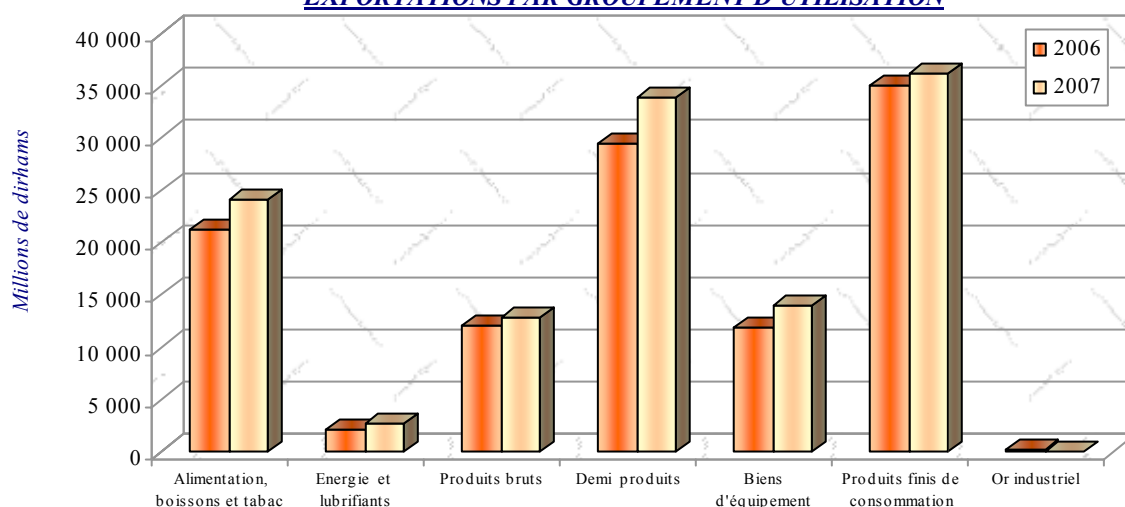
Les différents groupes de produits se sont inscrits en hausse à l'exception toutefois de l'or industriel. En effet, la hausse a été relevée principalement au niveau des demi-produits (+15,1% ou +4.448MDH), des produits alimentaires (+14,1% ou +2.985,3MDH), des biens d'équipement (+17,4% ou +2.078,4MDH) et des produits finis de consommation (+2,9% ou +1.029,6MDH). En revanche, l'or industriel a enregistré une baisse de 39,5% ou -71,5MDH.

EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

Groupement d'utilisation	POIDS				VALEUR				PRIX MOYEN*		
	2006 1000T	2007 1000T	Evol %	Part %	2006 MDH	2007 MDH	Evol %	Part %	2006 DH/T	2007 DH/T	Evol %
Alimentation, boissons et tabacs	1 940,8	2 184,5	+12,6	8,4	21 176,4	24 161,7	+14,1	19,5	10 911	11 061	+1,4
Energie et lubrifiants	509,5	747,0	+46,6	2,9	2 107,1	2 802,6	+33,0	2,2	4 136	3 752	-9,3
Produits bruts	16 831,2	17 327,6	+2,9	66,7	12 034,1	12 830,3	+6,6	10,4	715	740	+3,5
• d'origine animale et végétale	231,7	225,2	-2,8	0,9	3 192,5	2 589,9	-18,9	2,1	13 780	11 500	-16,5
• d'origine minérale	16 599,5	17 102,4	+3,0	65,8	8 841,6	10 240,4	+15,8	8,3	533	599	+12,4
Demi produits	5 283,1	5 384,2	+1,9	20,7	29 489,2	33 937,2	+15,1	27,4	5 582	6 303	+12,9
Biens d'équipement	86,6	107,9	+24,6	0,4	11 961,6	14 040,0	+17,4	11,3	138 125	130 082	-5,8
• agricole	0,1	0,1	-	-	24,4	32,0	+31,1	-	255 981	205 346	-19,8
• industriel	86,5	107,8	+24,6	0,4	11 937,2	14 008,0	+17,3	11,3	138 003	129 973	-5,8
Produits finis de consommation	236,8	236,4	-0,2	0,9	35 030,1	36 059,7	+2,9	29,1	147 918	152 554	+3,1
Or industriel	-	-	-	-	180,8	109,3	-39,5	0,1	-	-	-
TOTAL	24 888,0	25 987,6	+4,4	100,0	111 979,3	123 940,8	+10,7	100,0	4 499	4 769	+6,0

* Le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION



A/- STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

La structure des exportations demeure prédominée par trois groupes de produits qui interviennent à hauteur de 76% dans le total contre 76,5% en 2006. Les produits finis de consommation occupent la première position avec 29,1% contre 31,3%, suivis des demi-produits (27,4% contre 26,3%) et des produits alimentaires (19,5% contre 18,9%).

1°/- Alimentation, boissons et tabacs

Les exportations de produits alimentaires ont enregistré en 2007 un accroissement de 14,1% ou +2.985,3 MDH se situant à 24.161,7 MDH contre 21.176,4 MDH en 2006. Leur part dans le total des exportations s'est légèrement améliorée se fixant à 19,5% contre 18,9% en 2006.

EXPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

<i>Produits</i>	<i>2006</i>			<i>2007</i>			<i>Evolution</i>	
	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Produits de la mer *	372,4	10 463,4	49,4	353,6	11 081,5	45,9	+618,1	+5,9
• Crustacés, Mollusques et Coquillage	92,1	4 265,9	20,1	95,1	5 164,8	21,4	+898,9	+21,1
• Poissons en conserve	151,9	4 213,2	19,9	130,7	3 899,1	16,1	-314,1	-7,5
• Poissons frais	128,4	1 984,3	9,4	127,8	2 017,6	8,4	+33,3	+1,7
Primeurs	460,9	2 908,5	13,7	725,1	4 535,8	18,7	+1 627,3	+55,9
• Légumes frais	209,3	1 595,7	7,5	285,7	2 226,2	9,2	+630,5	+39,5
• Tomates fraîches	217,4	1 202,0	5,7	392,4	2 157,9	8,9	+955,9	+79,5
• Pommes de terre	34,2	110,8	0,5	47,0	151,7	0,6	+40,9	+36,9
Agrumes	581,0	2 867,6	13,5	593,7	3 019,9	12,5	+152,3	+5,3
Fruits frais	122,6	1 074,9	5,1	156,7	1 530,1	6,3	+455,2	+42,3
Conserves de légumes	65,7	1 027,0	4,9	61,7	1 102,3	4,6	+75,3	+7,3
Autres produits	338,2	2 835,0	13,4	293,7	2 892,1	12,0	+57,1	+2,0
<u>TOTAL</u>	<u>1 940,8</u>	<u>21 176,4</u>	<u>100,0</u>	<u>2 184,5</u>	<u>24 161,7</u>	<u>100,0</u>	<u>+2 985,3</u>	<u>+14,1</u>

(*) Non compris la farine et poudre de poissons ainsi que les produits de la mer inclus dans les produits bruts d'origine animale et végétale (algues, agar-agar, etc)

2°/- Energie et lubrifiants

Les exportations de produits énergétiques se sont établies à 2.802,6MDH contre 2.107,1 MDH en 2006, soit +33% ou +695,5MDH. Parallèlement, le volume exporté a connu une augmentation de 46,6 % : 747mt contre 509,5mt. En dépit de cette augmentation, les exportations de produits énergétiques ne représentent que 2,2% contre 1,9% en 2006.

EXPORTATIONS DE PRODUITS ENERGETIQUES

<i>Produits</i>	<i>2006</i>				<i>2007</i>				<i>Evol. 07/06 %</i>
	<i>Poids 1000 T</i>	<i>Valeur MDH</i>	<i>Prix moy. DH/T *</i>	<i>Part %</i>	<i>Poids 1000 T</i>	<i>Valeur MDH</i>	<i>Prix moy. DH/T *</i>	<i>Part %</i>	
Huiles de pétrole et lubrifiants	169,4	1 094,9	6 462	52,0	188,9	1 169,4	6 191	41,7	+6,8
Autres produits	340,1	1 012,2	2 976	48,0	558,1	1 633,2	2 926	58,3	+61,4
<u>TOTAL</u>	<u>509,5</u>	<u>2 107,1</u>	<u>4 135</u>	<u>100,0</u>	<u>747,0</u>	<u>2 802,6</u>	<u>3 752</u>	<u>100,0</u>	<u>+33,0</u>

* Le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

Les exportations de produits énergétiques ont porté principalement sur les produits pétroliers raffinés, réexportés en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif.

3°/- Produits bruts

Les exportations de **produits bruts** se sont chiffrées en 2007 à 12.830,3MDH contre 12.034,1MDH en 2006, soit un accroissement de 6,6% ou +796,2MDH. Leur part dans le total des exportations est demeurée relativement stable : 10,4% contre 10,7% en 2006.

Les produits bruts **d'origine minérale** ont enregistré une hausse de 15,8% ou +1.398,8MDH, s'établissant à 10.240,4MDH contre 8.841,6MDH en 2006. Par contre, les exportations de produits bruts **d'origine animale et végétale** ont baissé pour la deuxième année consécutive, se situant à 2.589,9MDH contre 3.192,5MDH en 2006, soit -18,9% ou -602,6MDH.

EXPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS

<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>		<i>Evolution Valeur</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
<u>Produits bruts d'origine animale & végétale</u>	<u>3 192,5</u>	<u>26,5</u>	<u>2 589,9</u>	<u>20,2</u>	<u>-602,6</u>	<u>-18,9</u>
Pâte à papier	483,1	4,0	553,3	4,3	+70,2	+14,5
Boyaux frais, secs, salés	420,2	3,5	278,8	2,2	-141,4	-33,7
Plantes et parties de plantes	233,8	1,9	269,0	2,1	+35,2	+15,1
Agar-agar	200,4	1,7	219,9	1,7	+19,5	+9,7
Graisse et huile de poissons	144,1	1,2	186,5	1,5	+42,4	+29,4
Huile d'olive brute et raffinée	600,5	5,0	155,0	1,2	-445,5	-74,2
Algues	163,6	1,3	96,5	0,8	-67,1	-41,0
Autres	946,8	7,9	830,9	6,4	-115,9	-12,2
<u>Produits bruts d'origine minérale</u>	<u>8 841,6</u>	<u>73,5</u>	<u>10 240,4</u>	<u>79,8</u>	<u>+1 398,8</u>	<u>+15,8</u>
Phosphates	5 080,7	42,2	6 085,9	47,4	+1 005,2	+19,8
Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	776,2	6,5	844,6	6,6	+68,4	+8,8
Minerai de Zinc	1 038,5	8,6	704,4	5,5	-334,1	-32,2
Minerai de plomb	203,4	1,7	596,4	4,6	+393,0	-
Minerai de cuivre	214,5	1,8	424,2	3,3	+209,7	+97,8
Autres	1 528,3	12,7	1 584,9	12,4	+56,6	+3,7
<u>TOTAL</u>	<u>12 034,1</u>	<u>100,0</u>	<u>12 830,3</u>	<u>100,0</u>	<u>+796,2</u>	<u>+6,6</u>

La hausse des exportations de **produits bruts d'origine minérale** est imputable principalement aux ventes de **phosphates** (+19,8% ou +1.005,2MDH), de **minerai de plomb** qui ont plus que doublé (+393MDH) et de **minerai de cuivre** (+97,8% ou +209,7MDH).

En ce qui concerne les exportations de **produits bruts d'origine animale et végétale**, leur baisse est due notamment aux ventes de **huile d'olive brute et raffinée** en recul de 74,2% ou -445,5MDH (155MDH contre 600,5MDH).

4°/- Demi-produits

Deuxième groupe de produits à l'exportation avec 27,4% contre 26,3% en 2006, les exportations de **demi-produits** se sont élevées à 33.937,2MDH contre 29.489,2MDH en 2006, en progression de 15,1% ou +4.448MDH.

Ce résultat trouve son origine essentiellement dans la hausse des expéditions des dérivés de phosphates en l'occurrence les **engrais naturels et chimiques** (+53% ou +2.488,8MDH), et l'**acide phosphorique** (+14,9% ou +1.177,5MDH).

EXPORTATIONS DE DEMI-PRODUITS

<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>		<i>Evolution</i>	
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Acide phosphorique	7 891,3	26,7	9 068,8	26,7	+1 177,5	+14,9
Engrais naturels et chimiques	4 693,7	15,9	7 182,5	21,2	+2 488,8	+53,0
Composants électroniques (Transistors)	6 243,9	21,2	5 613,2	16,5	-630,7	-10,1
Tôles	1 301,1	4,4	1 195,5	3,5	-105,6	-8,1
Plomb brut	609,0	2,1	926,8	2,7	+317,8	+52,2
Argent brut	704,7	2,4	711,2	2,1	+6,5	+0,9
Bois	320,2	1,1	336,3	1,0	+16,1	+5,0
Cuirs et peaux	150,6	0,5	192,2	0,6	+41,6	+27,6
Huiles volatiles et essence	108,8	0,5	125,7	0,4	+16,9	+15,5
fils de fibres synthétiques et artificielles pour tissage	153,2	0,5	123,3	0,4	-29,9	-19,5
Autres produits	7 312,7	24,7	8 461,7	24,9	+1 149,0	+15,7
<u>TOTAL</u>	<u>29 489,2</u>	<u>100,0</u>	<u>33 937,2</u>	<u>100,0</u>	<u>+4 448,0</u>	<u>+15,1</u>

5°/- Biens d'équipement

Les exportations de **biens d'équipement** ont marqué au titre de l'année 2007, une hausse de 17,4% ou +2.078,4MDH : 14.040MDH contre 11.961,6MDH en 2006. Leur part dans les exportations totales a légèrement augmenté : 11,3% contre 10,7% en 2006. Cette hausse est due dans sa quasi-totalité, aux **biens d'équipement industriel** qui se sont accrus de +17,3% ou +2.070,8MDH sous l'effet particulièrement des ventes de fils et câbles pour l'électricité (+24,3% ou +1.604,1MDH) et de voitures industrielles (+306,1MDH).

EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT

<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>		<i>Evolution</i>	
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Fils et câbles pour l'électricité	6 601,9	55,2	8 206,0	58,4	+1 604,1	+24,3
Voitures industrielles	211,1	1,8	517,2	3,7	+306,1	-
Sous systèmes électroniques	196,6	1,6	137,0	1,0	-59,6	-30,3
Autres produits	4 952,0	41,4	5 179,8	36,9	+227,8	+4,6
<u>TOTAL</u>	<u>11 961,6</u>	<u>100,0</u>	<u>14 040,0</u>	<u>100,0</u>	<u>+2 078,4</u>	<u>+17,4</u>

6°/- Produits finis de consommation

Les **produits finis de consommation**, premier groupe des produits à l'exportation, ont enregistré en 2007 une légère hausse de 2,9% ou +1.029,6MDH : 36.059,7MDH contre 35.030,1MDH en 2006. Néanmoins, leur part dans le total des exportations a perdu 2,2 points : 29,1% contre 31,3% en 2006.

Les deux principales composantes de ce groupe en l'occurrence les vêtements confectionnés (56,8%) et les articles de bonneterie (21,9%) ont évolué comme suit :

- baisse des ventes de vêtements confectionnés : -1,1% ou -225,5MDH ;
- hausse des ventes des articles de bonneterie : +9,6% ou +689,2MDH.

EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION

<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>2007</i>		<i>Evolution</i>	
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Vêtements confectionnés	20 699,0	59,1	20 473,5	56,8	-225,5	-1,1
Articles de bonneterie	7 192,4	20,5	7 881,6	21,9	+689,2	+9,6
Chaussures	1 834,0	5,2	2 103,4	5,8	+269,4	+14,7
Pièces détachées pour voitures de tourisme	669,4	1,9	511,0	1,4	-158,4	-23,7
Médicaments	275,2	0,8	352,3	1,0	+77,1	+28,0
Articles confectionnés en tissu	274,9	0,8	338,5	0,9	+63,6	+23,1
Parfumerie	276,8	0,8	250,1	0,7	-26,7	-9,6
Articles sanitaire	252,4	0,8	245,7	0,7	-6,7	-2,7
Maroquinerie, sacs et articles de voyage	303,4	0,9	236,3	0,7	-67,1	-22,1
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	242,1	0,9	227,9	0,6	-14,2	-5,9
Tissu de coton	255,8	0,7	223,0	0,6	-32,8	-12,8
Autres produits	2 754,7	7,6	3 216,4	8,9	+461,7	+16,8
<u>TOTAL</u>	<u>35 030,1</u>	<u>100,0</u>	<u>36 059,7</u>	<u>100,0</u>	<u>+1 029,6</u>	<u>+2,9</u>

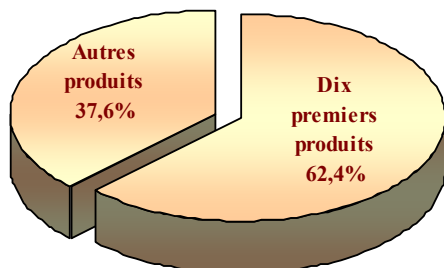
B/- EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

La structure des exportations par principaux produits n'a pas subi de modification par rapport à l'année 2006. A l'instar des années précédentes, les exportations sont prédominées par un nombre réduit de produits. En effet, les dix premiers produits à l'exportations ont représenté 61,8% contre 62,4% en 2006. Il s'agit des vêtements confectionnés avec 16,5% contre 18,5% en 2006, suivis de l'acide phosphorique (7,3% contre 7,1%), des fils et câbles pour l'électricité (6,6% contre 5,9%), des articles de

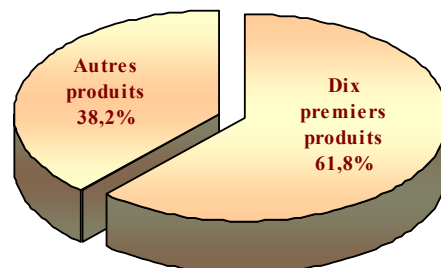
bonneterie (6,4% en 2007 et 2006) et des engrais naturels et chimiques (5,8% contre 4,2%).

PART DES DIX PREMIERS PRODUITS DANS LES EXPORTATIONS TOTALES

ANNEE 2006

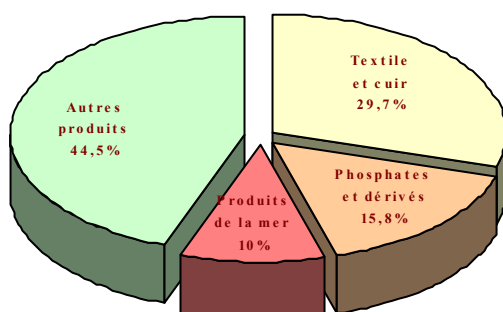


ANNEE 2007

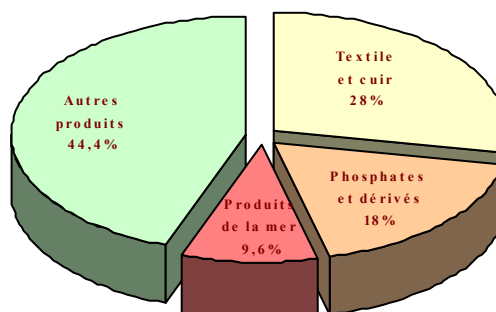


PART DES TROIS PREMIERS GROUPES DE PRODUITS DANS LES EXPORTATIONS TOTALES

ANNEE 2006



ANNEE 2007



EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

<i>Produits</i>	<i>2006</i>		<i>Produits</i>	<i>2007</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>		<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>
Vêtements confectionnés	20 699,0	18,5	Vêtements confectionnés	20 473,5	16,5
Acide phosphorique	7 891,3	7,1	Acide phosphorique	9 068,8	7,3
Articles de bonneterie	7 192,4	6,4	Fils et câbles pour l'électricité	8 206,0	6,6
Fils et câbles pour l'électricité	6 601,9	5,9	Articles de bonneterie	7 881,6	6,4
Composants électroniques (transistors)	6 243,9	5,6	Engrais naturels et chimiques	7 182,5	5,8
Phosphates	5 080,7	4,5	Phosphates	6 085,9	4,9
Engrais naturels et chimiques	4 693,7	4,2	Composants électroniques (transistors)	5 613,2	4,5
Crustacés, mollusques et coquillages	4 265,9	3,8	Crustacés, mollusques et coquillages	5 164,8	4,2
Poissons en conserve	4 213,2	3,8	Poissons en conserve	3 899,1	3,2
Agrumes	2 867,6	2,6	Agrumes	3 019,9	2,4
Poissons frais, salés, séchés ou fumés	1 984,3	1,8	Légumes frais, congelés ou en saumure	2 226,2	1,8
Chaussures	1 834,0	1,6	Tomates fraîches	2 157,9	1,7
Légumes frais, congelés ou en saumure	1 595,7	1,4	Chaussures	2 103,4	1,7
Tôles	1 301,1	1,2	Poissons frais, salés, séchés ou fumés	2 017,6	1,6
Tomates fraîches	1 202,0	1,1	Fruits frais, congelés ou en saumure	1 530,1	1,2
Huile de pétrole et lubrifiants	1 094,9	1,0	Tôles	1 195,5	1,0
Fruits frais, congelés ou en saumure	1 074,9	1,0	Huile de pétrole et lubrifiants	1 169,4	0,9
Minerai de zinc	1 038,5	0,9	Conserves de légumes	1 102,3	0,9
Conserves de légumes	1 027,0	0,9	Plomb brut	926,8	0,8
Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	776,2	0,7	Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	844,6	0,7
Argent brut	704,7	0,6	Argent brut	711,2	0,6
Pièces détachées pour voitures de tourisme	669,4	0,6	Minerai de zinc	704,4	0,6
Plomb brut	609,0	0,5	Minerai de plomb	596,4	0,5
Huile d'olive brute et raffinée	600,5	0,5	Pâte à papier	553,3	0,4
Pâte à papier	483,1	0,4	Voitures industrielles	517,2	0,4
Boyaux frais, secs, salés	420,2	0,4	Pièces détachées pour voitures de tourisme	511,0	0,4
Farine et poudre de poisson	370,6	0,3	Minerai de cuivre	424,2	0,3
Ferraille, déchets, débris, fonte, fer et acier	363,3	0,3	Ferraille, déchets, débris, fonte, fer et acier	401,5	0,3
Bois	320,2	0,3	Médicaments	352,3	0,3
Maroquinerie, sacs et articles de voyage	303,4	0,3	Article confectionnés en tissus	338,5	0,3
Parfumerie	276,8	0,3	Bois	336,3	0,3
Médicaments	275,2	0,2	Farine et poudre de poissons	318,7	0,3
Sous total	88 074,6	78,7	Sous total	97 634,1	78,8
Autres produits	23 904,7	21,3	Autres produits	26 306,7	21,2
<u>TOTAL DES EXPORTATIONS</u>	<u>111 979,3</u>	<u>100,0</u>	<u>TOTAL DES EXPORTATIONS</u>	<u>123 940,8</u>	<u>100,0</u>

La répartition des exportations par groupe de produits fait ressortir la prépondérance de trois groupes dont la part globale est restée stable par rapport à 2006 : 55,6%. Les produits textiles et de cuir ont représenté 28% contre 29,7% (34.748MDH contre 33.261,1MDH), suivis des phosphates et dérivés avec 18% contre 15,8% (22.337,2MDH contre 17.665,7MDH) et des produits de la mer avec 9,6% contre 10% (11.850MDH contre 11.287,7MDH).

C/- REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

En 2007, les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif, **avec et sans paiement** ont atteint 89.296,5MDH contre 81.168,5MDH en 2006 enregistrant ainsi une augmentation de 10% ou +8.128MDH. Leur part dans le total des exportations s'est établie à 72% contre 72,5% une année auparavant.

Cette évolution est imputable aux réexportations suite aux admissions temporaires pour perfectionnement actif **avec paiement** : +17,9% ou +7.033,3MDH et dans une moindre mesure, à celles effectuées suite aux admissions temporaires pour perfectionnement actif **sans paiement** : +2,6% ou +1.094,7MDH.

PART DES ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF DANS LES EXPORTATIONS

	2006		2007	
	Valeur en MDH	Part en %	Valeur en MDH	Part en %
Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif	81 168,5	72,5	89 296,5	72,0
- sans paiement	41 984,4	37,5	43 079,1	34,7
- avec paiement	39 184,1	35,0	46 217,4	37,3
Exportations hors admissions temporaires pour perfectionnement actif	30 810,8	27,5	34 644,3	28,0
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>111 979,3</u>	<u>100,0</u>	<u>123 940,8</u>	<u>100,0</u>

1°/- Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement -ATPA/AP-

Les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement, ont connu en 2007 une hausse de 17,9% ou +7.033,3MDH s'élevant à 46.217,4 contre 39.184,1MDH en 2006.

REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF AVEC PAIEMENT VENTILEES PAR GOUPEMENT D'UTILISATION

	2006		2007		Evolution Valeur	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	MDH	%
Alimentation, boissons et tabacs	3 262,2	8,3	3 641,1	7,9	+378,9	+11,6
Energie et lubrifiants	1 119,0	2,8	1 603,8	3,5	+484,8	+43,3
Produits bruts d'origine animale et végétale	895,8	2,3	1 034,5	2,2	+138,7	+15,5
Produits bruts d'origine minérale	383,4	1,0	869,4	1,9	+486,0	-
Demi produits	20 416,1	52,1	24 062,0	52,1	+3 645,9	+17,9
Produits finis d'équipement	3 982,4	10,2	5 057,0	10,9	+1 074,6	+27,0
Produits finis de consommation	8 944,5	22,8	9 848,5	21,3	+904,0	+10,1
Or industriel	180,7	0,5	101,1	0,2	-79,6	-44,1
<u>TOTAL</u>	<u>39 184,1</u>	<u>100,0</u>	<u>46 217,4</u>	<u>100,0</u>	<u>+7 033,3</u>	<u>+17,9</u>

La hausse de ces réexportations est due en particulier aux demi-produits (+17,9% ou +3.645,9MDH), aux biens d'équipement (+27% ou +1.074,6MDH), aux produits finis de consommation (+10,1% ou +904MDH) et aux produits bruts d'origine minérale (+486MDH).

2°/- Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement -ATPA/SP-

Les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement ont totalisé 43.079,1MDH contre 41.984,4MDH en 2006, réalisant ainsi une légère augmentation de 2,6% ou +1.049,7MDH.

REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF SANS PAIEMENT VENTILEES PAR PRINCIPAUX PRODUITS

	2006		2007	
	Valeur en MDH	Part en %	Valeur en MDH	Part en %
<u>Produits textiles et de cuir</u>	<u>24 617,2</u>	<u>58,6</u>	<u>25 305,4</u>	<u>58,8</u>
Vêtements confectionnés	16 306,5	38,8	15 660,0	36,4
Articles de bonneterie	4 864,7	11,6	5 259,3	12,2
Chaussures	1 336,5	3,2	1 497,6	3,5
Maroquinerie, sacs et Articles de voyages	223,4	0,5	138,7	0,3
Articles confectionnés en tissu	152,7	0,4	186,8	0,4
Linge de maison	91,5	0,2	69,6	0,2
Autres	1 641,9	3,9	2 493,4	5,8
<u>Produits électriques et électroniques</u>	<u>12 323,5</u>	<u>29,4</u>	<u>12 764,7</u>	<u>29,6</u>
Composants électroniques	6 243,7	14,9	5 613,2	13,0
Fils et câbles pour l'électricité	3 404,2	8,1	4 240,2	9,8
Autres	2 675,6	6,4	2 911,3	6,8
<u>Autres</u>	<u>5 043,7</u>	<u>12,0</u>	<u>5 009,0</u>	<u>11,6</u>
<u>TOTAL</u>	<u>41 984,4</u>	<u>100,0</u>	<u>43 079,1</u>	<u>100,0</u>

Les réexportations effectuées dans le cadre de ce régime sont constituées à hauteur de 88,4% par les **produits textiles et de cuir** et les **produits électriques et électroniques** qui sont intervenus respectivement pour 58,8% contre 58,6% et 29,6% contre 29,4%.



OPERATIONS DE VOYAGES

OPERATIONS DE VOYAGES

Durant l'année 2007, l'excédent de la balance Voyages a atteint 51.506,9MDH contre 46.420MDH en 2006, soit une progression de 11% ou +5.086,9MDH. Cette progression est due à l'accroissement des recettes de 11,8% ou +6.188,1MDH en dépit de l'augmentation des dépenses de 18,2% ou +1.101,2MDH.

Cet excédent dépasse de 59,4% ou +19.195,9MDH la moyenne des excédents enregistrés durant les années 2002 à 2006, soit 32.311MDH.

EVOLUTION DES FLUX TOURISTIQUES

Le nombre de touristes étrangers ayant visité le Maroc a progressé en 2007 de 13,9% ou +528.479, atteignant 4.318.604 touristes contre 3.790.125 en 2006. La part des touristes étrangers dans les flux touristiques globaux est restée pratiquement stable par rapport à 2006 : 56,1% contre 55,9%.

EVOLUTION DU NOMBRE DE TOURISTES *

ANNEES	2003	2004	2005	2006	2007
<u>TOURISTES ETRANGERS</u>	<u>2 483 673</u>	<u>2 963 224</u>	<u>3 288 885</u>	<u>3 790 125</u>	<u>4 318 604</u>
Variation (%)	+0,3	+19,3	+11,0	+15,2	+13,9
EUROPE	2 111 207	2 539 650	2 815 386	3 215 165	3 655 732
AMERIQUE	129 525	150 027	159 637	196 929	230 366
MOYEN ORIENT	69 126	74 927	81 429	93 516	101 956
MAGHREB	73 265	81 996	93 585	107 200	122 793
AUTRES	100 550	116 624	138 848	177 315	207 757
<u>MRE</u>	<u>2 537 535</u>	<u>2 769 152</u>	<u>2 787 950</u>	<u>2 986 503</u>	<u>3 376 900</u>
Variation (%)	+13,7	+9,1	+0,7	+7,1	+13,1
<u>TOTAL</u>	<u>5 021 208</u>	<u>5 732 376</u>	<u>6 076 835</u>	<u>6 776 628</u>	<u>7 695 504</u>
Variation (%)	+6,6	+14,2	+6,0	+11,5	+13,6

* Y compris les croisiéristes au nombre de 218.295 en 2007.

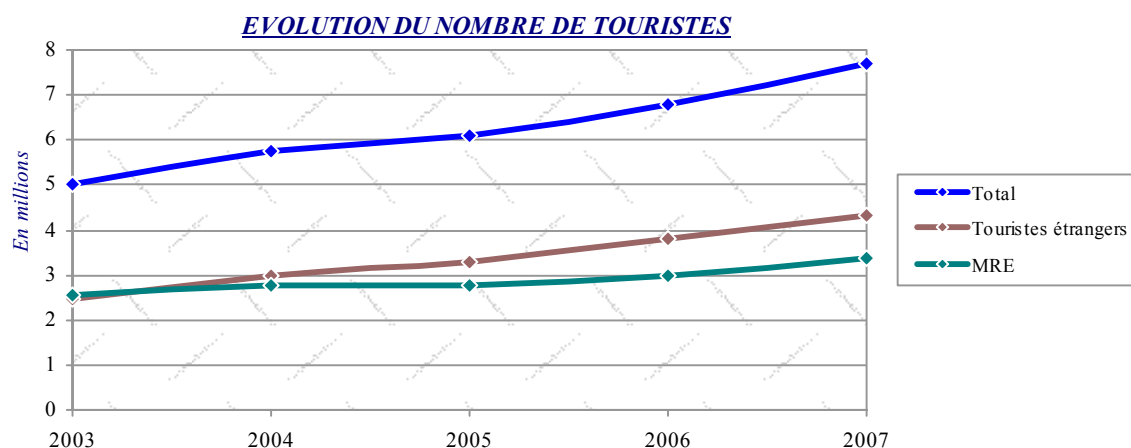
Source : Département du Tourisme

L'analyse de la répartition des touristes étrangers par pays laisse apparaître une augmentation des touristes en provenance de l'Europe, notamment de la France (+8,2% ou +124.005), de la Grande Bretagne (+27,5% ou +87.721) et de l'Espagne (+15,7% ou +73.741). En revanche, des régressions ont été relevées au niveau des arrivées touristiques en provenance de l'Irlande et de la Grèce, soit respectivement -23,7% ou -4.668 et -8,3% ou -713.

S'agissant du nombre de touristes en provenance des Etats-Unis d'Amérique, il s'est accru de 21,2% ou +23.663 touristes passant à 135.207 en 2007 contre 111.544 en 2006.

Quant aux touristes en provenance des pays arabes, leur nombre s'est inscrit en hausse, notamment les saoudiens (+7,7% ou +2.854) et les émiratis (+11,7% ou +1.077).

Concernant les touristes d'origine maghrébine, ils sont également en progression avec +14,5% ou +15.593 touristes (122.793 contre 107.200 en 2006).



Les arrivées des Marocains résidant à l'étranger qui ont atteint 3.376.900 en 2007 contre 2.986.503 en 2006, ont enregistré une progression de 13,1% ou +390.397.

BALANCE VOYAGES

Au titre de l'année 2007, la balance Voyages a enregistré un excédent de 51.506,9MDH contre 46.420MDH en 2006, soit une amélioration de 11% ou +5.086,9MDH. Cette amélioration résultant de l'accroissement des recettes Voyages de 11,8% ou +6.188,1MDH, a toutefois été atténuée par la hausse des dépenses de 18,2% ou +1.101,2MDH.

BALANCE VOYAGES

Millions de dirhams

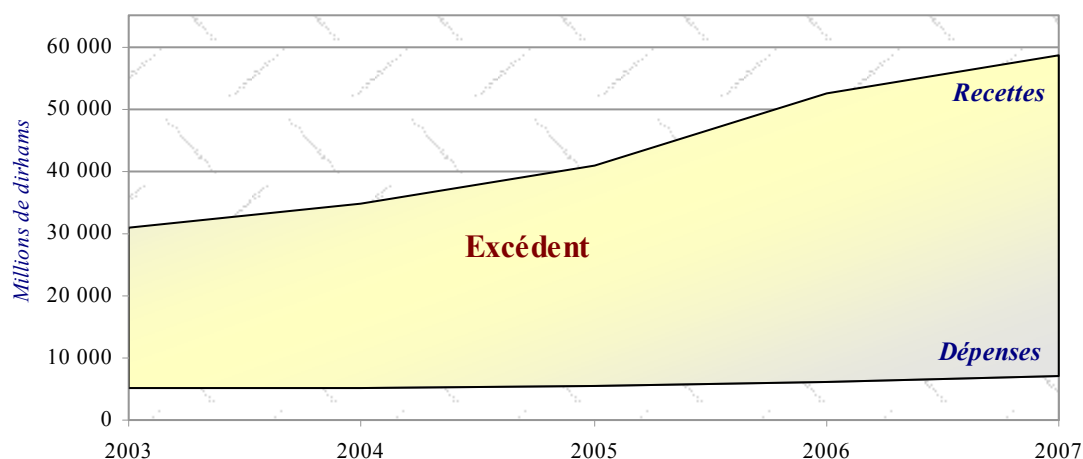
	ANNEES		EVOLUTION	
	2006	2007	MDH	%
RECETTES	52 485,8	58 673,9	+6 188,1	+11,8
DEPENSES	6 065,8	7 167,0	+1 101,2	+18,2
<u>SOLDES</u>	<u>+46 420,0</u>	<u>+51 506,9</u>	<u>+5 086,9</u>	<u>+11,0</u>

EVOLUTION DE L'EXCEDENT DES OPERATIONS DE VOYAGES

Millions de dirhams

ANNEES	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 2002-2006	2007
Excédent	+24 262,6	+25 637,4	+29 715,5	+35 519,6	+46 420,0	+32 311,0	+51 506,9

EVOLUTION DE L'EXCEDENT DES OPERATIONS DE VOYAGES



A- LES RECETTES

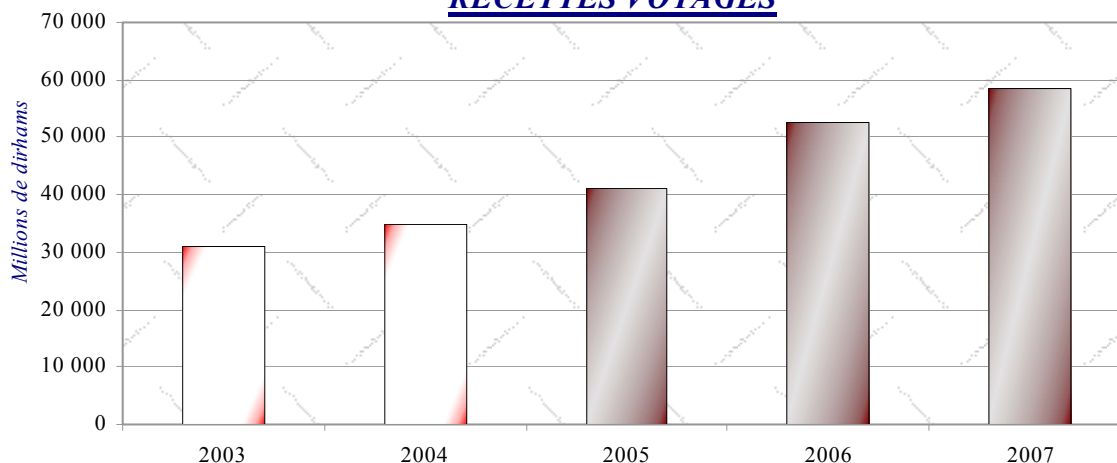
Les recettes Voyages qui connaissent ces dernières années un rythme d'accroissement accéléré, ont atteint en 2007 un niveau record de 58.673,9MDH contre 52.485,8MDH en 2006, soit +11,8% ou +6.188,1MDH. Elles ont ainsi dépassé de 3.673,2MDH les rapatriements de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger.

EVOLUTION DES RECETTES VOYAGES

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
<u>RECETTES VOYAGES</u>	<u>30 881,4</u>	<u>34 793,8</u>	<u>40 967,0</u>	<u>52 485,8</u>	<u>58 673,9</u>
Variation (MDH)	+1 722,2	+3 912,4	+6 173,2	+11 518,8	+6 188,1
Variation (%)	+5,9	+12,7	+17,7	+28,1	+11,8

RECETTES VOYAGES



Répartition des recettes voyages par pays

Au titre de l'année 2007, la répartition des recettes voyages par pays se caractérise par la prédominance de la France qui intervient pour 39,1% ou 22.940,4MDH, suivie de l'Espagne avec 10,7% ou 6.270,1MDH, de la Grande Bretagne : 7,9% ou 4.659,4MDH, de l'Italie : 5,7% ou 3.330,3MDH et de l'Allemagne : 4,3% ou 2.530,5MDH. Ces cinq pays représentent, à eux seuls, une part de 67,7% ou 39.730,7MDH contre 66,9% ou 35.133,2MDH en 2006.

RECETTES VOYAGES PAR PAYS - ANNEE 2007

Pays	Montant en MDH*	Part (en %)	Pays	Montant en MDH*	Part (en %)
France	22 940,4	39,1	Tunisie	328,7	0,6
Espagne	6 270,1	10,7	Australie	311,7	0,5
Grande Bretagne	4 659,4	7,9	Mauritanie	287,4	0,5
Italie	3 330,3	5,7	Sénégal	284,0	0,5
Allemagne	2 530,5	4,3	Japon	242,1	0,4
Belgique	2 363,9	4,0	Koweït	224,0	0,4
Etats-Unis	2 155,6	3,7	Autriche	216,9	0,4
Pays-Bas	1 852,4	3,2	Turquie	199,9	0,3
Arabie Saoudite	1 377,6	2,4	Irlande	198,5	0,3
Suisse	1 026,2	1,7	Norvège	194,7	0,3
Canada	822,4	1,4	Danemark	190,7	0,3
Emirats A.U	666,3	1,1	Corée du Sud	178,0	0,3
Algérie	493,5	0,8	Libye	177,7	0,3
Pologne	447,5	0,8	Russie	172,6	0,3
Suède	423,5	0,7	Autres	3 726,9	6,4
Portugal	380,5	0,7	<u>TOTAL</u>	<u>58 673,9</u>	<u>100,0</u>

(*) Répartition établie sur la base des arrivées de touristes et de la dépense moyenne par pays.

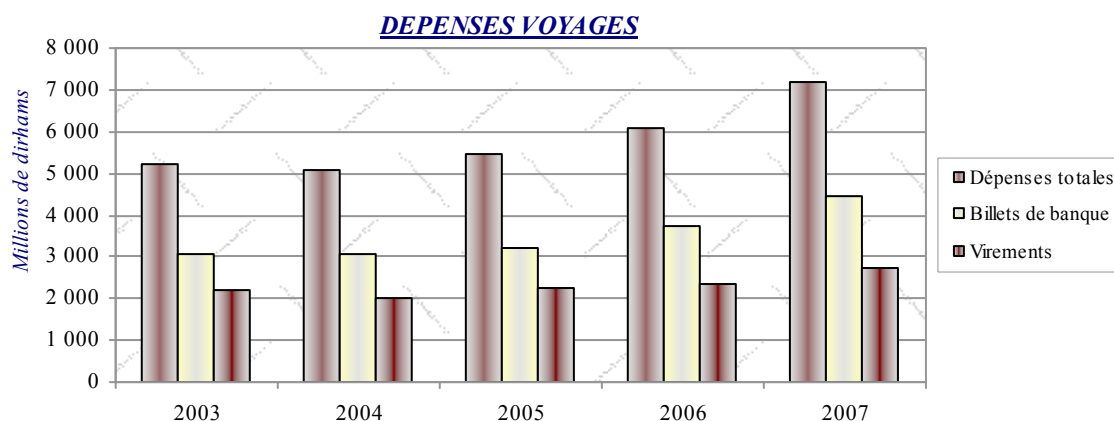
B- LES DEPENSES

EVOLUTION DES DEPENSES VOYAGES

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
<u>DEPENSES TOTALES</u>	5 244,0	5 078,3	5 447,4	6 065,8	7 167,0
Variation %	+7,1	-3,2	+7,3	+11,4	+18,2
<u>BILLETS DE BANQUE</u>	3 051,2	3 043,9	3 188,0	3 717,9	4 446,5
Variation %	+1,8	-0,2	+4,7	+16,6	+19,6
<u>VIREMENTS (*)</u>	2 192,8	2 034,4	2 259,4	2 347,9	2 720,5
Variation %	+15,4	-7,2	+11,1	+3,9	+15,9

(*) Bancaires et postaux



En 2007, les dépenses voyages se sont inscrites en hausse de 18,2% ou +1.101,2MDH, se situant à 7.167MDH contre 6.065,8MDH en 2006. Comparativement à la moyenne enregistrée au titre de la période 2002-2006, soit 5.346,4MDH, les dépenses voyages se sont accrues de 34,1% ou +1.820,6MDH.

1°) Répartition des dépenses voyages par nature d'opération

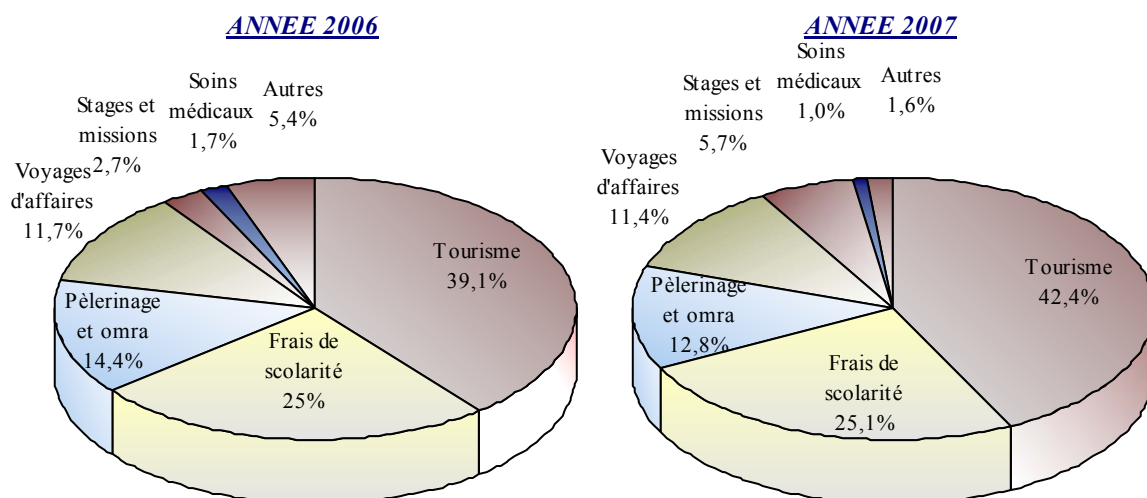
La répartition des dépenses voyages par nature d'opération fait apparaître les dotations touristiques en première position avec une part de 42,4% du total ou 3.042,9MDH, suivies des frais de scolarité avec 25,1% ou 1.797,5MDH, des transferts au titre des opérations de pèlerinage et omra qui représentent 12,8% ou 915,7MDH et des voyages d'affaires qui interviennent pour 11,4% ou 816MDH.

L'étude de l'évolution de ces différentes catégories, comparativement à l'année 2006, permet de relever des hausses au niveau des dotations touristiques (+28,4% ou +672,5MDH), des dotations pour frais de scolarité (+18,6% ou +282,2MDH) et des stages et missions (+151,7% ou +247,2MDH). Les dépenses au titre des opérations de soins médicaux ont, par contre, régressé de 33,3% ou -34,5MDH.

REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION

	ANNEE 2006		ANNEE 2007	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
Tourisme	2 370,4	39,1	3 042,9	42,4
Frais de scolarité	1 515,3	25,0	1 797,5	25,1
Pèlerinage et omra	876,2	14,4	915,7	12,8
Voyages d'affaires	707,4	11,7	816,0	11,4
Stages et missions	163,0	2,7	410,2	5,7
Soins médicaux	103,5	1,7	69,0	1,0
Autres	330,0	5,4	115,7	1,6
<u>TOTAL</u>	<u>6 065,8</u>	<u>100,0</u>	<u>7 167,0</u>	<u>100,0</u>

REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION



VENTILATION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION ET MODE DE REGLEMENT

Millions de dirhams

ANNEE 2007	Billets de banque	Virements bancaires	Virements postaux	Total	Parts %
TOURISME	3 042,9	-	-	3 042,9	42,4
FRAIS DE SCOLARITE	98,5	1 693,0	6,0	1 797,5	25,1
PELERINAGE ET OMRA	248,0	667,7	-	915,7	12,8
VOYAGES D' AFFAIRES	536,5	279,5	-	816,0	11,4
STAGES ET MISSIONS	402,8	5,7	1,7	410,2	5,7
SOINS MEDICAUX	2,1	66,9	-	69,0	1,0
AUTRES	115,7	-	-	115,7	1,6
<u>TOTAL</u>	<u>4 446,5</u>	<u>2 712,8</u>	<u>7,7</u>	<u>7 167,0</u>	<u>100,0</u>

2°) Ventilation des dépenses voyages par mode de règlement

Les dépenses voyages sont constituées des dotations en billets de banque à hauteur de 62% (61,3% en 2006) et des virements pour 38% (38,7% en 2006).

a / Les dépenses en billets de banque

Les dotations de voyages servies en billets de banque ont enregistré en 2007 une progression de 19,6% ou +728,6MDH, s'établissant à 4.446,5MDH contre 3.717,9MDH en 2006. Ainsi, leur taux de progression a dépassé largement le taux moyen de progression réalisé au titre des années 2002 à 2006, soit 5,5%.

La ventilation par devise des dépenses voyages en billets de banque laisse apparaître la prédominance de l'Euro avec 72,1% ou 3.203,9MDH, suivi du Dollar américain avec 12,2% ou 544,2MDH, du Rial saoudien pour 10,4% ou 462,7MDH et du Dollar canadien à concurrence de 2,6% ou 116MDH. Ces quatre devises représentent 97,3% du total ou 4.326,8MDH contre 97,9% ou 3.642,3MDH en 2006.

VENTILATION PAR DEVISE DES DEPENSES VOYAGES EN BILLETS DE BANQUE

	ANNEE 2006		ANNEE 2007	
	Valeur (MDH)	Part (%)	Valeur (MDH)	Part (%)
Euro	2 590,1	69,7	3 203,9	72,1
Dollar américain	536,7	14,4	544,2	12,2
Rial saoudien	424,5	11,4	462,7	10,4
Dollar canadien	91,0	2,4	116,0	2,6
Livre sterling	37,5	1,0	61,2	1,4
Couronne norvégienne	0,4	(-)	19,6	0,5
Dirham des E.A.U	12,9	0,3	18,4	0,4
Franc suisse	13,5	0,4	14,8	0,3
Couronne suédoise	1,9	0,1	2,0	0,1
Yen japonais	3,1	0,1	1,1	(-)
Rial qatari	0,1	(-)	0,6	(-)
Dinar bahreïni	(-)	(-)	0,6	(-)
Dinar koweïtien	5,9	0,2	0,5	(-)
Couronne danoise	0,3	(-)	0,5	(-)
Rial omani	(-)	(-)	0,4	(-)
Livre de Gibraltar	(-)	(-)	(-)	(-)
<u>TOTAL</u>	<u>3 717,9</u>	<u>100,0</u>	<u>4 446,5</u>	<u>100,0</u>

Ces dépenses sont prédominées par les dotations touristiques qui occupent le premier rang avec 68,4% ou 3.042,9MDH, suivies des dotations de voyages d'affaires pour 12,1% ou 536,5MDH et des stages et missions pour 9,1% ou 402,8MDH.

VENTILATION DES DEPENSES VOYAGES EN BILLETS DE BANQUE PAR NATURE DE VOYAGE

	ANNEE 2006		ANNEE 2007	
	Valeur (MDH)	Part (%)	Valeur (MDH)	Part (%)
Tourisme	2 370,4	63,8	3 042,9	68,4
Voyages d'affaires	515,0	13,9	536,5	12,1
Stages et missions	154,1	4,1	402,8	9,1
Pèlerinage et Omra	242,9	6,5	248,0	5,6
Frais de scolarité	102,2	2,7	98,5	2,2
Soins médicaux	3,3	0,1	2,1	(-)
Autres	330,0	8,9	115,7	2,6
<u>TOTAL</u>	<u>3 717,9</u>	<u>100,0</u>	<u>4 446,5</u>	<u>100,0</u>

b/ Les dépenses en virements

Composées principalement des frais de scolarité (62,4% ou 1.699MDH) et des frais du pèlerinage et Omra (24,5% ou 667,7MDH), les dépenses voyages réglées par virements ont atteint 2.720,5MDH contre 2.347,9MDH une année auparavant, soit +15,9% ou +372,6MDH.

VENTILATION DES VIREMENTS PAR NATURE DE VOYAGE

Millions de dirhams

ANNEE 2007	VIREMENTS BANCAIRES	VIREMENTS POSTAUX	TOTAL	PARTS %
FRAIS DE SCOLARITE	1 693,0	6,0	1 699,0	62,4
PELERINAGE ET OMRA	667,7	-	667,7	24,5
VOYAGES D' AFFAIRES	279,5	-	279,5	10,3
SOINS MEDICAUX	66,9	-	66,9	2,5
STAGES ET MISSIONS	5,7	1,7	7,4	0,3
<u>TOTAL</u>	<u>2 712,8</u>	<u>7,7</u>	<u>2 720,5</u>	<u>100,0</u>

LES OPERATIONS DE VOYAGES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'accroissement remarquable des recettes Voyages a permis d'améliorer l'excédent de la balance voyages de l'année 2007. Cet excédent s'est renforcé de 11% par rapport à l'année 2006 en dépit de l'augmentation enregistrée au niveau des dépenses.

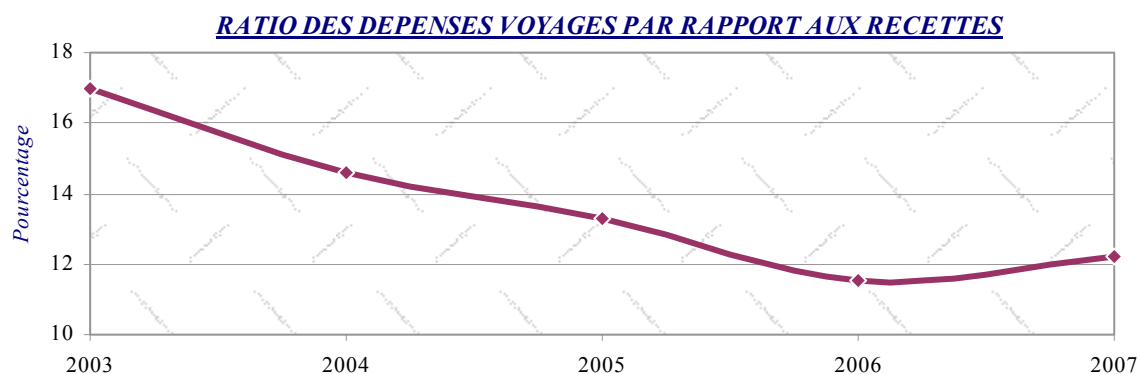
1°) Evolution des dépenses par rapport aux recettes

Le ratio des dépenses voyages par rapport aux recettes s'est légèrement accru passant de 11,6% en 2006 à 12,2% en 2007. Cette évolution est le résultat de la hausse tant des recettes (+11,8%) que des dépenses (+18,2%).

EVOLUTION DES DEPENSES PAR RAPPORT AUX RECETTES

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses (1)	5 244,0	5 078,3	5 447,4	6 065,8	7 167,0
Recettes (2)	30 881,4	34 793,8	40 967,0	52 485,8	58 673,9
Ratio en % (1)/(2)	17,0	14,6	13,3	11,6	12,2



2°) Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes

La part des recettes voyages dans les recettes courantes a enregistré en 2007 une légère baisse : 19,8% contre 20,6% en 2006, soit -0,8 point. Entre 2002 et 2006, cette part a été en moyenne de 18,1%.

EVOLUTION DE LA PART DES RECETTES VOYAGES DANS LES RECETTES COURANTES

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes Voyages (1)	30 881,4	34 793,8	40 967,0	52 485,8	58 673,9
Recettes courantes (2)	180 432,7	196 373,1	222 064,3	254 504,3	295 625,1
Part en % (1)/(2)	17,1	17,7	18,4	20,6	19,8

3°) Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes

La part des dépenses voyages dans les dépenses courantes est restée relativement stable, soit 2,4% en 2007 contre 2,5% en 2006. Cette part a légèrement baissé par rapport à la moyenne des années 2002 à 2006.

EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES VOYAGES DANS LES DEPENSES COURANTES

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Dépenses Voyages (1)	5 244,0	5 078,3	5 447,4	6 065,8	7 167,0
Dépenses courantes (2)	165 195,1	187 821,8	212 632,8	242 080,8	296 196,1
Part en % (1)/(2)	3,2	2,7	2,6	2,5	2,4

*TRANSFERTS COURANTS
PRIVES*

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS



Les transferts courants privés enregistrent en recettes, les rapatriements effectués par les Marocains résidant à l'étranger (MRE), les pensions et allocations familiales versées par des organismes étrangers aux retraités marocains ayant résidé à l'étranger ou aux étrangers résidant au Maroc ainsi que les dons et secours du secteur privé.

En dépenses, ils enregistrent les transferts des économies sur revenus des étrangers résidant au Maroc, leurs cotisations à des organismes étrangers de retraite ou de prévoyance sociale ainsi que les transferts effectués par les MRE à partir de leurs comptes en dirhams convertibles.

En 2007, les transferts courants privés ont dégagé un excédent record de 60.593,8MDH dépassant celui enregistré en 2006 ainsi que la moyenne des années 2002 à 2006.

LES RECETTES

Les recettes au titre des transferts courants privés se sont accrues en 2007 de 13,7% ou +7.403,4MH, totalisant 61.605,5MDH contre 54.202,1MDH en 2006. Cet accroissement est dû à l'amélioration de l'ensemble des composantes du poste des transferts courants privés, en particulier les recettes MRE (+15%) et les transferts sociaux (+3,7%).

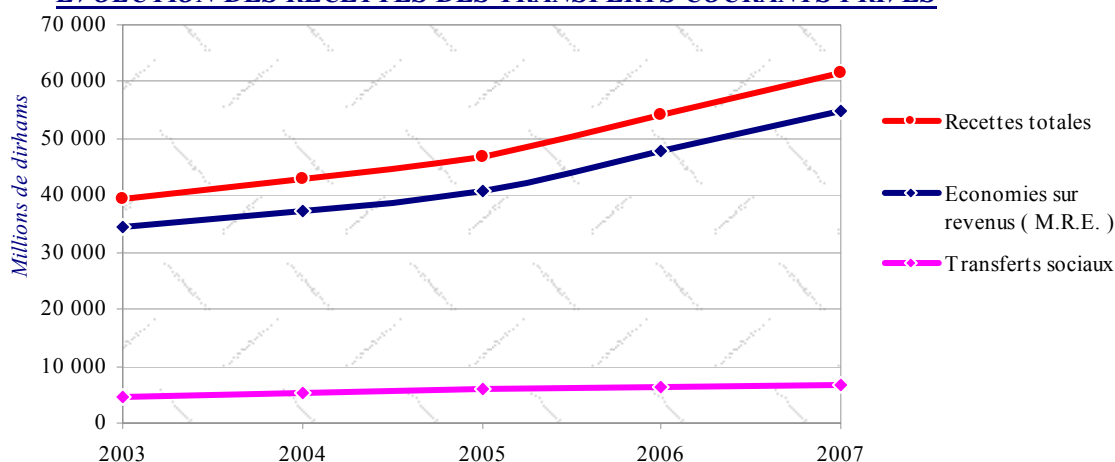
RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Economies sur revenus (M.R.E.)	34 581,8	37 422,5	40 737,7	47 833,8	55 000,7
Pensions et allocations familiales	3 596,8	4 194,5	4 399,5	4 434,1	5 045,0
Dons et secours	234,2	221,5	255,6	274,0	437,9
Autres	828,8	973,3	1 297,3	1 660,2	1 121,9
<u>TOTAL</u>	<u>39 241,6</u>	<u>42 811,8</u>	<u>46 690,1</u>	<u>54 202,1</u>	<u>61 605,5</u>

Ces recettes se composent essentiellement des rapatriements de fonds effectués par les MRE qui représentent 89,3% des recettes au titre des transferts courants privés contre 88,3% en 2006 et des pensions et allocations familiales dont la part est restée stable avec 8,2%.

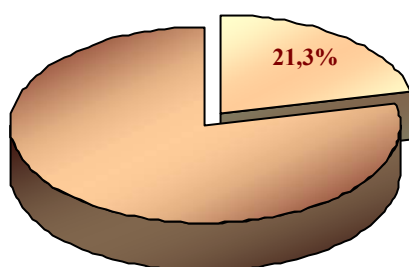
EVOLUTION DES RECETTES DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES



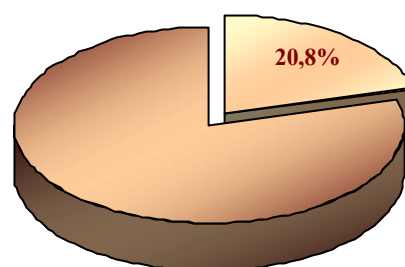
Rapportés aux recettes courantes, les transferts courants privés ont perdu 0,5 point en 2007. Leur part s'est en effet établie à 20,8% contre 21,3% une année auparavant.

PART DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LES RECETTES COURANTES

ANNEE 2006



ANNEE 2007



A- LES RECETTES MRE

1°) Evolution des recettes MRE

Suite à l'augmentation de 17,4% enregistrée en 2006, les recettes MRE ont continué à progresser en 2007, atteignant 55.000,7MDH contre 47.833,8MDH en 2006, soit +15% ou +7.166,9MDH.

Comparées à la moyenne des recettes réalisées au titre des années 2002 à 2006, les recettes MRE ont connu un accroissement de 43% ou +16.544MDH.

EVOLUTION DES RECETTES M.R.E

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes MRE	34 581,8	37 422,5	40 737,7	47 833,8	55 000,7
Variation MDH	+2 873,9	+2 840,7	+3 315,2	+7 096,1	+7 166,9
Variation %	+9,1	+8,2	+8,9	+17,4	+15,0

2°) Répartition des recettes MRE par pays de provenance

La répartition des recettes MRE par pays de provenance laisse apparaître la France en première position avec 42,5% ou 23.353,3MDH, suivie de l'Espagne avec 15,5% ou 8.504,9MDH, de l'Italie (12,4% ou 6.808,5MDH), des Etats-Unis d'Amérique (5% ou 2.761,4MDH) et des Pays-Bas (4,2% ou 2.321,8MDH). Ces cinq pays, les même d'ailleurs qu'en 2006, à l'exception des Pays-Bas qui occupaient la sixième position en 2006, représentent à eux seuls, 79,6% des recettes MRE ou 43.749,9MDH.

RECETTES MRE PAR PAYS DE PROVENANCE - ANNEE 2007

Pays	Valeurs en MDH	Parts en %
FRANCE	23 353,3	42,5
ESPAGNE	8 504,9	15,5
ITALIE	6 808,5	12,4
ETATS UNIS	2 761,4	5,0
PAYS BAS	2 321,8	4,2
U.E.B.L	2 293,3	4,2
GRANDE BRETAGNE	2 112,2	3,8
ALLEMAGNE	1 865,0	3,4
EMIRATS A.U	1 568,6	2,9
ARABIE SAOUDITE	1 029,1	1,9
SUISSE	654,1	1,2
CANADA	430,6	0,8
NORVEGE	252,0	0,5
QATAR	173,5	0,3
DANEMARK	137,9	0,2
BAHREIN	132,7	0,2
KOWEIT	132,5	0,2
SUEDE	109,5	0,2
OMAN	48,7	0,1
PORTUGAL	33,1	0,1
TUNISIE	19,1	(-)
AUTRICHE	15,0	(-)
ALGERIE	3,4	(-)
LIBYE	2,5	(-)
AUTRES PAYS	238,0	0,4
<u>TOTAL</u>	<u>55 000,7</u>	<u>100,0</u>

B- RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX

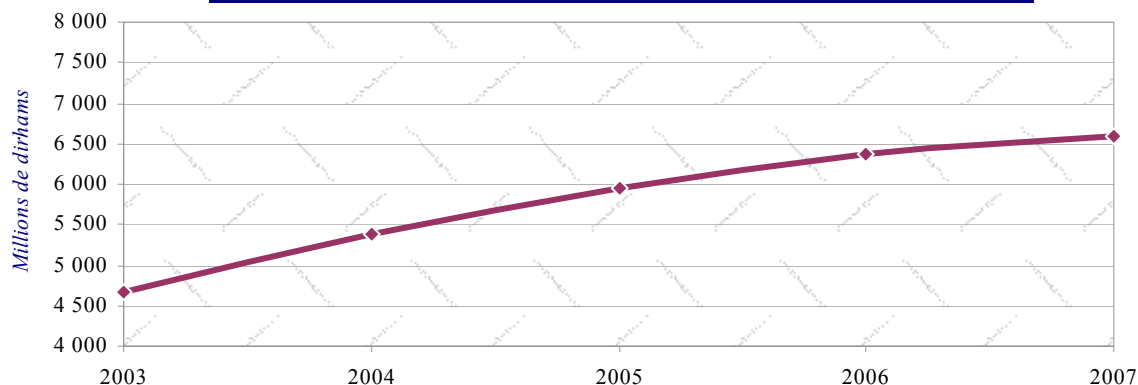
Les recettes au titre des transferts sociaux se sont inscrites en hausse de 3,7% ou +236,5MDH, se situant à 6.604,8MDH en 2007 contre 6.368,3MDH une année auparavant. Ces recettes interviennent à hauteur de 10,7% dans le total des transferts courants privés contre 11,7% en 2006.

EVOLUTION DES RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS SOCIAUX

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes des transferts sociaux	4 659,8	5 389,3	5 952,4	6 368,3	6 604,8
Variation MDH	+61,3	+729,5	+563,1	+415,9	+236,5
Variation en %	+1,3	+15,7	+10,4	+7,0	+3,7

EVOLUTION DES RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS SOCIAUX



Les recettes au titre des transferts sociaux se composent des pensions et allocations familiales à concurrence de 76,4% ou 5.045MDH, des dons et secours pour 6,6% ou 437,9MDH et des autres transferts à hauteur de 17% ou 1.121,9MDH.

Concernant la ventilation de ces transferts par pays d'origine des fonds, la France occupe le premier rang avec 53,8% ou 3.554,2MDH, suivie des Pays-Bas (14,3% ou 947,2MDH), de l'UEBL (10,7% ou 708,7MDH) et de l'Allemagne (3,6% ou 236,1MDH). Ces quatre pays représentent à eux seuls 82,4% ou 5.446,2MDH du total contre 81,6% ou 5.198,3MDH en 2006.

VENTILATION DES RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS SOCIAUX PAR PAYS

ANNEE 2007

Millions de dirhams

	Pensions et allocations familiales	Dons, legs et secours	Autres	TOTAL
France	3 015,2 (*)	83,8	455,2	3 554,2
Pays-Bas	917,3	6,6	23,3	947,2
U.E.B.L	633,1	27,2	48,4	708,7
Allemagne	118,0	50,6	67,5	236,1
Autres pays	361,4	269,7	527,5	1 158,6
TOTAL	5 045,0	437,9	1 121,9	6 604,8

(*) Y compris les pensions versées par le Trésor marocain pour le compte du Trésor français.

LES DEPENSES

En 2007, les dépenses au titre des transferts courants privés ont porté sur 1.011,7MDH contre 1.000,1MDH en 2006, demeurant ainsi relativement stables d'une année à l'autre. Comparées aux recettes, ces dépenses représentent 1,6% contre 1,8%.

Ces dépenses sont constituées des transferts au titre des économies sur revenus des étrangers résidant au Maroc (39,6% ou 400,1MDH), des transferts effectués par les MRE à partir de leurs comptes en dirhams convertibles (16,4% ou 165,8MDH), des cotisations aux organismes de retraite ou de prévoyance sociale (6,8% ou 69,2MDH) et des autres transferts (37,2% ou 376,6MDH).

EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES

L'accroissement des recettes des transferts courants privés de 13,7% ou +7.403,4MDH a permis d'améliorer sensiblement l'excédent des transferts courants qui a enregistré un nouveau record en 2007 avec 60.593,8MDH contre 53.202MDH en 2006, soit +13,9% ou +7.391,8MDH.

Comparativement à la moyenne des années 2002-2006, soit 42.944,4MDH, cet excédent a augmenté de 41,1% ou +17.649,4MDH.

EVOLUTION DE L'EXCEDENT AU TITRE DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES 2003-2007

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
<u>RECETTES</u>	<u>39 241,6</u>	<u>42 811,8</u>	<u>46 690,1</u>	<u>54 202,1</u>	<u>61 605,5</u>
Recettes M.R.E	34 581,8	37 422,5	40 737,7	47 833,8	55 000,7
Part %	88,1	87,4	87,3	88,3	89,3
Transferts sociaux	4 659,8	5 389,3	5 952,4	6 368,3	6 604,8
Part %	11,9	12,6	12,7	11,7	10,7
<u>DEPENSES</u>	<u>782,5</u>	<u>894,2</u>	<u>1 065,8</u>	<u>1 000,1</u>	<u>1 011,7</u>
<u>EXCEDENT</u>	<u>+38 459,1</u>	<u>+41 917,6</u>	<u>+45 624,3</u>	<u>+53 202,0</u>	<u>+60 593,8</u>

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'excédent de la rubrique des transferts courants privés conjugué à l'excédent des échanges de services a permis d'équilibrer le compte courant et ce, en dépit de l'aggravation du déficit enregistré au titre des transactions sur marchandises.

1°) Transferts courants privés et exportations de biens

Après avoir atteint son niveau le plus élevé en 2006, soit 51,7%, le ratio des transferts courants privés par rapport aux exportations de biens est en repli de 2 points, s'établissant à 49,7% contre 51,7%.

Ce repli est dû à l'accroissement des exportations de biens à un rythme plus accentué (+18,2%) que celui des transferts courants privés (+13,7%).

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE BIENS

	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts courants privés (MDH)	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1	61 605,5
Exportations de biens (MDH)	83 887,4	87 900,5	94 824,9	104 854,5	123 940,8
<u>Transferts courants privés</u> (en %)	<u>46,8</u>	<u>48,7</u>	<u>49,2</u>	<u>51,7</u>	<u>49,7</u>
<u>Exportations de biens</u>					

2°) Transferts courants privés et exportations de services

Le ratio des transferts courants privés par rapport aux exportations de services n'a cessé de régresser au cours des dernières années sous l'effet particulièrement de l'accroissement continu des exportations de services. En effet, ce ratio s'est établi en 2007 à 61,9% après avoir été de 74,9% en 2003 et 72% en 2004.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE SERVICES

	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts courants privés (MDH)	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1	61 605,5
Exportations de services (MDH)	52 412,5	59 479,7	71 917,5	86 009,2	99 447,1
<u>Transferts courants privés</u> (en %)	<u>74,9</u>	<u>72,0</u>	<u>64,9</u>	<u>63,0</u>	<u>61,9</u>
<u>Exportations de services</u>					

3°) Transferts courants privés et recettes courantes

En 2007, le ratio des transferts courants privés par rapport aux recettes courantes s'est établi à 20,8% contre 21,3% en 2006. Ce résultat est dû à l'amélioration tant des transferts courants privés (13,7%) que des recettes courantes (16,2%). Ce ratio n'a pas beaucoup varié par rapport à la moyenne des années 2002-2006, soit 21,3%.

TRANSFERTS COURANTS PAR RAPPORT AUX RECETTES COURANTES

	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts courants privés (MDH)	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1	61 605,5
Recettes courantes	180 432,7	196 373,1	222 064,3	254 504,3	295 625,1
<u>Transferts courants privés</u> % <u>Recettes courantes</u>	<u>21,7</u>	<u>21,8</u>	<u>21,0</u>	<u>21,3</u>	<u>20,8</u>

4°) Transferts courants privés et Produit Intérieur Brut

Le ratio des transferts courants privés par rapport au Produit Intérieur Brut a connu en 2007 une hausse de +0,6 point : 10% contre 9,4% une année auparavant.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AU PIB

	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts courants privés (MDH)	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1	61 605,5
PIB en prix courants* (MDH)	477 021	505 015	527 679	577 344	615 373
<u>Transferts courants privés</u> (en %) <u>PIB</u>	<u>8,2</u>	<u>8,6</u>	<u>8,9</u>	<u>9,4</u>	<u>10,0</u>

* Données révisées (base 1998)

*INVESTISSEMENTS ET PRETS
PRIVES ETRANGERS*

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS

-=-=-=-=-

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS

En 2007, les recettes des investissements et prêts privés étrangers ont atteint un niveau record dépassant celui enregistré en 2001. Ces recettes se sont élevées à 41.379,1MDH contre seulement 29.954,4MDH une année auparavant, marquant ainsi une expansion de 38,1% ou +11.424,7MDH.

Cette expansion est due aux investissements directs qui ont connu une forte augmentation passant de 26.070,2MDH en 2006 à 37.959MDH en 2007. En revanche, des baisses ont été enregistrées au niveau des investissements de portefeuille (3.116,1MDH contre 3.384,3MDH, soit -7,9% ou -268,2MDH) et des prêts privés (304MDH contre 499,9MDH, soit -39,2% ou -195,9MDH).

L'analyse de la répartition des investissements et prêts privés étrangers, par nature d'opération, fait apparaître la prédominance des investissements directs avec 91,7% du total contre 87% en 2006. La part des investissements de portefeuille a baissé passant de 11,3% en 2006 à 7,5% en 2007. Quant aux prêts, leur part se situe à 0,8% contre 1,7% en 2006.

En ce qui concerne le classement des pays d'origine des investissements et prêts privés étrangers ainsi que des secteurs d'activité, des changements ont été relevés à ce titre, eu égard à l'amélioration des recettes des investissements et prêts privés étrangers.

1°) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par mode de financement:

Au titre de l'année 2007, les financements par cession de devises ont augmenté de 40,7% ou +11.655,2MDH, s'établissant à 40.286,3MDH contre 28.631,1MDH une année auparavant. Ils représentent 97,3% du total des recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers contre 95,6% en 2006. Ainsi et à l'instar des années précédentes, les cessions de devises constituent la principale source de financement des investissements étrangers.

Parmi les autres modes de financement, les bénéfices réinvestis et les incorporations de réserves ont totalisé 939,8MDH contre 507,3MDH en 2006. En conséquence, leur part dans le total des recettes est passée à 2,3% contre 1,7% en 2006.

Quant aux opérations de conversion de la dette extérieure publique en investissements, elles ont connu en 2007 une forte baisse de -81,3% ou -663MDH (153MDH contre 816MDH). Leur part dans le total des recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers se situe à 0,4% contre 2,7% en 2006.

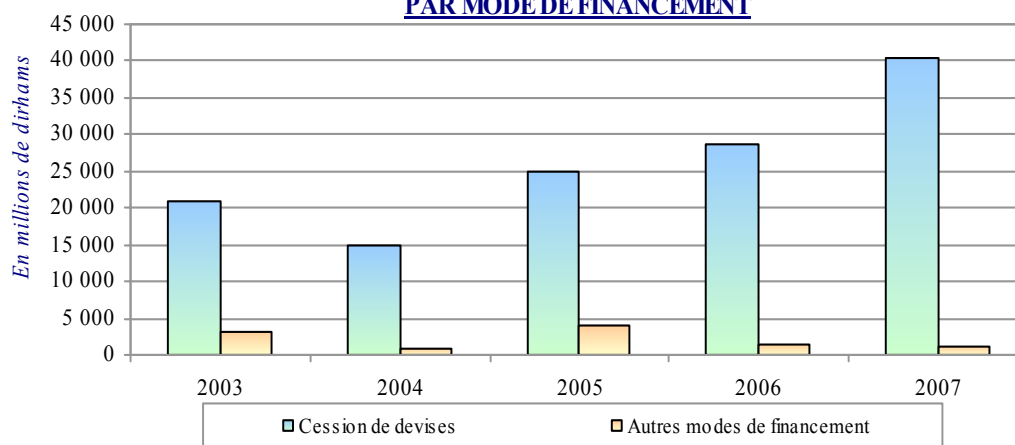
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR MODE DE FINANCEMENT
ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

Mode de financement	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 2006-2007	
						MDH	%
Cession de devises	20 810,6	14 772,7	24 921,3	28 631,1	40 286,3	+11 655,2	+40,7
Bénéfices réinvestis et incorporation de réserves	77,3	-	588,7	507,3	939,8	+432,5	+85,3
Consolidation de prêts et de créances commerciales	-	-	2 928,5	-	-	-	-
Débit de comptes convertibles à terme*	11,0	1,1	14,5	-	-	-	-
Prêts en dirhams	3 000,0	0,9	-	-	-	-	-
Conversion de la dette publique en investissements privés	1,4	911,3	450,1	816,0	153,0	-663,0	-81,3
<u>TOTAL</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>	<u>41 379,1</u>	<u>+11 424,7</u>	<u>+38,1</u>

* Y compris les bons du Trésor souscrits par débit de comptes convertibles à terme.

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
PAR MODE DE FINANCEMENT



2°) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération :

Conformément aux prescriptions de la cinquième édition du Manuel du Fonds Monétaire International, selon lesquelles les prêts entre entreprises apparentées doivent être comptabilisés en tant qu'investissements directs, ces derniers incluent les avances en comptes courants d'associés et les prêts privés contractés par les sociétés marocaines auprès de leurs maisons mères.

La ventilation des investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération fait ressortir la prédominance des investissements directs avec une part de 91,7% du total contre 87% en 2006. Ils se sont accrus de 45,6% ou +11.888,8MDH : 37.959MDH contre 26.070,2MDH. Comparés à la moyenne des années 2002-2006 soit 18.279,1MDH, les investissements directs ont plus que doublé enregistrant une hausse de 19.679,9MDH.

Les recettes des investissements de portefeuille ont, par contre, accusé une baisse de 7,9% ou -268,2MDH, se situant à 3.116,1MDH en 2007 contre 3.384,3MDH une année auparavant.

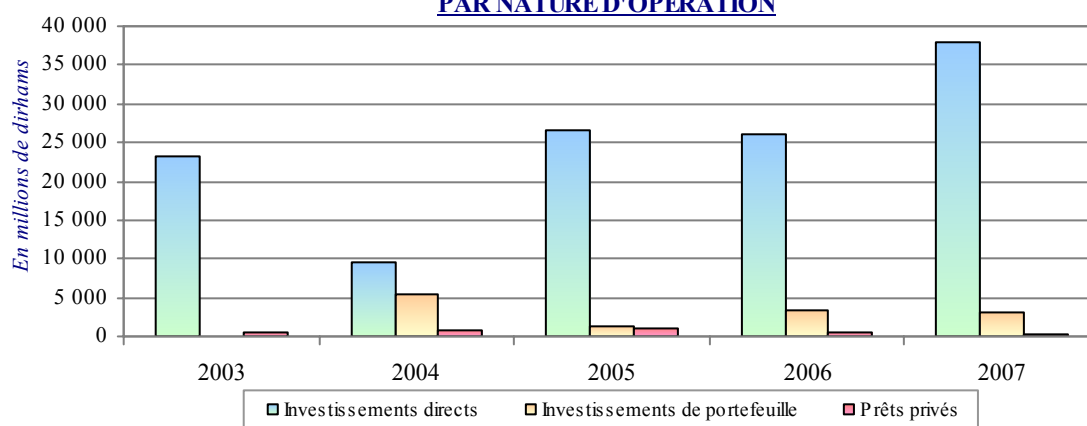
De leur côté, les prêts privés étrangers ont baissé de 39,2% ou -195,9MDH passant de 499,9MDH en 2006 à 304MDH en 2007 ; leur part a diminué pour s'établir à 0,8% contre 1,7% une année auparavant.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR NATURE D'OPERATION
ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

Nature d'opération	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 2006-2007	
						MDH	%
Investissements directs	23 256,9	9 484,7	26 707,9	26 070,2	37 959,0	+11 888,8	+45,6
Investissements de portefeuille	100,6	5 489,9	1 277,5	3 384,3	3 116,1	-268,2	-7,9
Prêts privés	542,8	711,4	917,7	499,9	304,0	-195,9	-39,2
<u>TOTAL</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>	<u>41 379,1</u>	<u>+11 424,7</u>	<u>+38,1</u>

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
PAR NATURE D'OPERATION



3°) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par pays de provenance :

La ventilation des investissements et prêts privés étrangers par pays de provenance confirme la prédominance des investissements en provenance des principaux pays partenaires européens avec 73,3% du total des recettes, suivis des pays arabes avec 18,6% et des Etats-Unis d'Amérique avec 6,9%. Les autres pays interviennent pour 1,2% dans le total des recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers.

La France occupe le premier rang pour la quatrième année consécutive avec une part de 35,5% ou 14.682,1MDH. L'Espagne quant à elle se maintient en deuxième position pour la troisième année consécutive avec 14,9% ou 6.178,9MDH. Ainsi, ces deux pays représentent à eux seuls, 50,4% des investissements étrangers effectués au Maroc en 2007.

Les Emirats-Arabes-Unis se sont hissés au troisième rang avec une part de 10,9% ou 4.508,6MDH après avoir occupé le cinquième rang en 2006. Les Etats-Unis viennent en quatrième position avec 6,9% ou 2.858,1MDH, suivis de la Grande Bretagne avec 6,3% ou 2.603,3MDH. Quant à l'UEBL, elle est passée de la troisième position en 2006 à la sixième place en 2007 avec 4,5% ou 1.842,7MDH.

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AUMAROC
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISME FINANCIER
ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

PAYS/ORGANISME FINANCIER	2003	2004	2005	2006	2007
France	3 032,5	7 823,0	20 386,9	9 303,1	14 682,1
Espagne	18 148,6	526,8	1 582,5	7 530,9	6 178,9
Emirats Arabes Unis	236,0	1 448,7	763,5	1 300,0	4 508,6
Etats Unis	508,6	689,9	844,1	2 378,8	2 858,1
Grande Bretagne	279,7	505,4	464,0	961,7	2 603,3
U.E.B.L	281,2	382,5	904,2	3 074,0	1 842,7
Allemagne	149,2	518,3	889,7	973,7	1 709,3
Koweït	16,8	948,1	227,2	1 026,5	1 582,2
Suisse	359,2	830,5	846,4	1 145,1	1 405,2
Italie	107,4	269,3	210,2	342,0	908,8
Arabie Saoudite	163,4	764,6	362,7	329,9	636,8
Pays Bas	74,1	131,8	271,6	228,1	513,7
Qatar	0,3	-	26,1	49,6	363,4
Tunisie	152,2	6,0	28,0	48,7	230,8
Egypte	0,3	15,2	72,0	84,9	145,1
Inde	-	1,1	184,0	20,2	137,2
Suède	66,1	112,8	155,4	45,7	137,1
Irlande	-	10,2	6,6	39,8	121,7
Chypre	14,3	16,4	31,0	7,6	92,3
Liban	9,4	12,9	17,4	65,7	75,4
Japon	11,8	3,5	12,1	25,1	65,6
Gabon	-	-	-	-	64,6
Portugal	35,6	22,2	60,5	55,9	57,5
Mauritanie	-	0,1	0,2	0,5	45,4
Brésil	-	-	-	-	37,8
Canada	5,3	14,0	8,3	32,6	37,1
Bahrein	25,5	87,2	0,4	34,5	32,0
Hongrie	-	0,1	0,5	278,6	31,4
Danemark	-	18,1	4,7	-	29,6
Norvège	15,7	3,3	0,5	19,1	20,8
Jordanie	1,1	-	4,7	86,4	20,6
Autriche	-	0,7	0,4	3,4	16,9
Libye	25,5	24,8	4,0	7,8	16,2
Singapour	-	-	-	4,0	15,7
Hong-Kong	1,2	1,2	1,3	17,0	13,8
Algerie	1,3	24,6	1,4	1,1	12,4
Syrie	-	0,5	24,6	14,0	10,5
Irak	8,9	210,2	152,4	71,3	4,2
Chine	0,1	14,5	1,1	-	2,4
Turquie	16,3	3,1	20,1	11,7	2,0
Pakistan	-	100,0	129,2	226,3	1,8
Islande	26,0	3,3	-	-	0,1
Indonésie	-	-	-	20,2	-
Mali	-	-	-	15,8	-
Banque Européenne des Investissements	63,3	49,4	91,3	-	-
Chili	-	2,7	27,4	-	-
Sénégal	-	-	16,6	-	-
Autres Pays	63,4	89,0	67,9	73,1	108,0
TOTAL	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4	41 379,1

4°) Répartition des investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité :

Durant l'année 2007, les investissements et prêts privés étrangers ont été attirés notamment par les secteurs du tourisme, de l'immobilier et des télécommunications. En revanche, la part du secteur industriel s'est inscrite en baisse.

Les investissements et prêts privés étrangers réalisés dans le secteur du tourisme ont atteint 13.419,6MDH contre 7.978,4MDH en 2006, enregistrant ainsi une augmentation de 68,2% ou +5.441,2MDH. Ils représentent 32,4% du total contre 26,6% une année auparavant.

Les investissements dans le secteur immobilier continuent leur progression enregistrant en 2007 un niveau record de 8.272,6MDH contre 4.338,5MDH en 2006, soit +90,7% ou +3.934,1MDH. Leur part dans le total s'établit à 20% contre 14,5% en 2006.

En revanche, le secteur de l'industrie a enregistré en 2007 une baisse importante de 63,1% ou -6.087MDH, soit 3.566,3MDH contre 9.653,3MDH en 2006. Il se situe à la troisième position après avoir occupé le premier rang en 2006.

Les investissements dans le secteur des télécommunications ont fortement augmenté, atteignant 3.374,3MDH contre 1.790,1MDH, soit +88,5% ou +1.584,2MDH.

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

SECTEUR	2003	2004	2005	2006	2007
Tourisme	330,3	1 683,4	3 097,7	7 978,4	13 419,6
Immobilier	1 690,8	2 047,3	2 516,8	4 338,5	8 272,6
Industrie	19 086,9	2 117,4	2 965,4	9 653,3	3 566,3
Télécommunications	627,7	6 000,8	16 004,7	1 790,1	3 374,3
Energie et Mines	105,9	337,3	378,3	142,0	3 075,4
Transports	15,9	43,4	322,2	85,5	2 933,1
Banque	80,1	1 648,3	796,0	1 721,7	1 952,2
Holding	7,3	64,0	300,8	245,6	1 043,9
Grands travaux	70,4	105,7	165,5	34,4	575,6
Commerce	549,0	625,5	459,0	1 177,3	383,0
Assurances	165,7	165,7	1 147,7	1 497,7	81,2
Agriculture	32,6	61,1	40,1	24,4	47,6
Pêche	147,1	22,7	21,9	-	15,9
Etudes	1,5	76,5	6,5	-	-
Autres services	868,3	580,4	631,2	1 144,3	2 495,7
Divers	120,8	106,5	49,3	121,2	142,7
<u>TOTAL</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>	<u>41 379,1</u>

RECETTES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AUMAROC
REPARTITION PAR PAYS
ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
France	2 889,2	4 744,8	19 843,3	8 645,7	14 273,9
Espagne	18 094,7	476,6	1 441,8	7 191,3	6 108,4
Emirats Arabes Unis	222,4	330,8	727,7	773,6	3 809,6
Grande Bretagne	244,4	454,9	451,6	931,3	2 576,3
Allemagne	144,8	475,1	855,5	939,7	1 646,6
Koweït	16,8	18,0	222,5	1 011,8	1 575,2
Etats Unis	471,3	447,5	226,4	863,7	1 543,7
Suisse	260,1	676,2	758,3	905,7	1 325,2
U.E.B.L	190,3	346,1	426,3	2 604,6	1 318,2
Italie	107,4	266,0	209,7	334,6	864,4
Arabie Saoudite	163,3	353,6	361,9	329,9	636,7
Pays Bas	74,1	125,4	260,0	227,3	504,1
Qatar	0,3	-	26,0	49,6	357,4
Tunisie	152,2	4,7	27,9	40,0	169,5
Inde	-	1,1	183,6	20,2	137,2
Suède	16,2	112,5	155,0	45,7	137,1
Irlande	-	10,2	6,6	39,8	121,7
Chypre	12,1	16,4	30,9	7,6	89,1
Liban	9,4	12,8	17,4	65,7	75,4
Egypte	0,3	13,0	9,5	84,9	65,9
Gabon	-	-	-	-	64,6
Japon	-	3,5	3,9	25,1	64,5
Portugal	34,6	20,7	60,4	50,4	56,2
Mauritanie	-	0,1	0,2	0,5	45,4
Brésil	-	-	-	-	37,8
Canada	5,3	13,3	8,3	32,6	37,0
Hongrie	-	0,1	0,5	278,6	31,4
Bahrein	-	83,0	0,4	34,5	27,0
Danemark	-	4,1	-	-	27,0
Norvège	15,4	3,3	0,5	19,1	17,4
Autriche	-	0,7	0,4	3,4	16,9
Libye	25,5	24,1	4,0	7,8	16,2
Singapour	-	-	-	4,0	15,7
Jordanie	1,1	-	4,7	55,4	15,5
Hong Kong	-	-	-	12,6	13,0
Algerie	1,3	24,6	1,4	1,1	12,4
Syrie	-	0,5	24,5	14,0	10,5
Irak	6,8	210,2	137,1	71,3	4,2
Chine	0,1	14,5	1,1	-	2,4
Turquie	11,4	2,8	20,1	11,7	2,0
Pakistan	-	100,0	128,9	226,3	1,8
Islande	26,0	3,3	-	-	0,1
Indonésie	-	-	-	20,2	-
Mali	-	-	-	15,8	-
Chili	-	2,7	27,3	-	-
Autres Pays	60,1	87,5	42,3	73,1	104,4
<u>TOTAL</u>	<u>23 256,9</u>	<u>9 484,7</u>	<u>26 707,9</u>	<u>26 070,2</u>	<u>37 959,0</u>

RECETTES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE
ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

SECTEUR	2003	2004	2005	2006	2007
Tourisme	186,2	1 430,8	3 080,9	7 828,3	12 421,7
Immobilier	1 685,0	2 039,6	2 422,2	4 116,8	7 590,8
Télécommunications	618,7	717,7	15 311,1	27,4	3 086,9
Industrie	18 791,2	1 796,1	2 734,8	8 972,6	3 314,4
Transports	14,0	43,4	321,5	56,0	2 737,5
Energie et Mines	105,9	336,1	377,4	100,4	2 818,5
Banque	56,3	1 524,9	44,0	1 463,7	1 823,7
Holding	0,1	30,7	210,0	147,4	847,8
Grands Travaux	66,2	105,7	159,8	34,4	532,1
Commerce	483,7	611,8	440,8	1 046,6	343,7
Assurances	162,1	165,7	1 144,9	1 455,6	21,4
Agriculture	24,3	29,4	6,3	24,2	33,0
Pêche	124,3	12,9	4,4	-	3,7
Etudes	1,1	69,9	3,5	-	-
Autres Services	821,1	477,5	415,3	684,6	2 255,9
Divers	116,7	92,5	31,0	112,2	127,9
<u>TOTAL</u>	<u>23 256,9</u>	<u>9 484,7</u>	<u>26 707,9</u>	<u>26 070,2</u>	<u>37 959,0</u>

DEPENSES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS

Les dépenses au titre des opérations de désinvestissement et de remboursement de prêts privés se sont accrues en 2007 de 45,3% ou +7.035,1MDH, s'élevant à 22.557,6MDH contre 15.522,5MDH en 2006.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 2006-2007	
						MDH	%
Liquidation d'investissements directs	1 097,3	1 551,7	12 045,3	4 525,9	14 983,6	+10 457,7	-
Liquidation d'investissements de portefeuille*	27,7	367,9	715,3	6 009,2	3 657,8	-2 351,4	-39,1
Remboursements de prêts privés	3 137,3	2 019,3	1 562,2	4 987,4	3 916,2	-1 071,2	-21,5
TOTAL	4 262,3	3 938,9	14 322,8	15 522,5	22 557,6	+7 035,1	+45,3

* Y compris les cessions de bons du Trésor.

1°) Répartition par nature d'opération des dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers :

La répartition par nature d'opération, des dépenses au titre des désinvestissements et des remboursements de prêts privés, se caractérise par la prédominance des dépenses au titre des liquidations d'investissements directs avec 66,4% des dépenses totales, suivies des remboursements de prêts privés (17,4%), et des liquidations d'investissements de portefeuille pour 16,2%.

L'augmentation enregistrée en 2007 au niveau des dépenses au titre des désinvestissements et de remboursements de prêts privés est imputable aux liquidations d'investissements directs qui ont plus que triplé, passant de 4.525,9MDH en 2006 à 14.983,6MDH en 2007. Cette hausse intervient en dépit de la baisse des dépenses au titre des liquidations des investissements de portefeuille (-39,1% ou -2.351,4MDH) et des remboursements de prêts privés (-21,5% ou -1.071,2MDH).

2°) Répartition des dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers par pays de provenance ou organisme financier

La répartition des dépenses au titre de la liquidation d'investissements et de remboursements de prêts privés par pays et organisme financier, laisse apparaître que les désinvestissements français viennent en première position, suivis de ceux de la Société Financière Internationale, de l'Espagne et des Etats-Unis d'Amérique.

Ainsi, la France occupe la première place avec 40,9% des dépenses totales. Ces désinvestissements ont plus que doublé, atteignant 9.228MDH en 2007 contre 4.216,2MDH en 2006, soit +5.011,8MDH.

Les désinvestissements de la Société Financière Internationale se sont quant à eux, élevés à 2.481,3MDH contre 2.316,5MDH, en augmentation de 7,1% ou +164,8MDH. Néanmoins, leur part dans le total des dépenses a reculé à 11% en 2007 contre 14,9% une année auparavant.

S'agissant de l'Espagne, ses désinvestissements se sont également inscrits en hausse, s'élevant à 2.255,4MDH contre 305,8MDH et leur part dans le total des dépenses est passée de 2% en 2006 à 10% en 2007.

Quant aux désinvestissements des Etats-Unis d'Amérique, ils ont baissé de 793,8MDH (1.812,3MDH contre 2.606,1MDH en 2006) et leur part dans le total représente 8% contre 16,8% une année auparavant.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISME FINANCIER
ANNEES 2005-2007

En millions de dirhams

PAYS/ ORGANISME FINANCIER	2005	2006	2007
France	10 004,0	4 216,2	9 228,0
Société Financière Internationale	165,3	2 316,5	2 481,3
Espagne	254,8	305,8	2 255,4
Etats-Unis	537,0	2 606,1	1 812,3
Grande Bretagne	542,6	1 379,3	1 632,3
Emirats Arabes Unis	91,5	305,1	1 461,1
Italie	42,9	22,9	789,4
Allemagne	176,0	36,7	778,2
U.E.B.L	480,0	1 368,7	379,1
Suisse	984,0	978,7	294,6
Japon	-	-	214,5
Iraq	11,6	13,2	180,8
Tunisie	-	-	91,3
Bahreïn	447,3	74,7	87,6
Hongrie	-	-	51,6
Maurice	-	-	47,9
Canada	-	-	41,0
Arabie Saoudite	295,8	255,9	39,1
Egypte	27,4	67,1	33,7
Koweït	128,7	20,5	30,4
Chypre	18,0	14,1	29,5
Banque Européenne d'Investissement	8,0	237,0	28,8
Portugal	11,1	13,9	22,9
Jordanie	-	-	16,3
Pays Bas	13,2	117,6	11,5
Liban	5,6	7,9	10,1
Banque Islamique de Développement	18,3	-	3,6
Suède	26,4	228,3	2,3
Autres organismes financiers	-	855,7	439,7
Autres pays	33,3	936,3	503,0
<u>TOTAL</u>	<u>14 322,8</u>	<u>15 522,5</u>	<u>22 557,6</u>

Les désinvestissements de la Grande-Bretagne représentent 7,2% des dépenses totales, ils se sont établis à 1.632,3MDH contre 1.379,3MDH, soit une augmentation de 18,3% ou +253MDH.

Enfin, les désinvestissements des Emirats Arabes Unis se sont élevés à 1.461,1MDH contre 305,1MDH, en augmentation de 1.156MDH. Ils interviennent à concurrence de 6,5% dans le total des dépenses contre 2% en 2006.

3°) Répartition des dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité

La ventilation par secteur d'activité des désinvestissements et des remboursements de prêts privés permet de relever la prépondérance de cinq secteurs qui ont représenté 85,3% du total des dépenses. Il s'agit des secteurs des télécommunications, du commerce, de l'immobilier, de l'industrie et du tourisme.

En dépit de leur baisse de 14,3% ou -1.294,9MDH, les désinvestissements au titre des télécommunications occupent, au même titre que les années 2005 et 2006, la première place. Ils se sont établis à 7.751,9MDH contre 9.046,8MDH en 2006 et représentent 34,4% du total des dépenses contre 58,3% en 2006.

Le secteur du commerce quant à lui, a connu en 2007 des désinvestissements s'élevant à 4.684,8MDH contre 461,8MDH une année auparavant, en hausse de 4.223MDH. Leur part dans le total des dépenses a atteint 20,8% en 2007 contre 3% seulement en 2006.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS **REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE** **ANNEES 2005-2007**

En millions de dirhams

Secteur	2005	2006	2007
Télécommunications	9 592,7	9 046,8	7 751,9
Commerce	785,5	461,8	4 684,8
Immobilier	384,0	304,9	2 608,4
Industrie	594,8	1 989,0	2 283,6
Tourisme	107,5	323,2	1 916,5
Energie et Mines	697,7	1 580,1	1 307,7
Banque	67,2	1 174,3	845,5
Holding	13,5	71,6	348,5
Agriculture	25,6	9,8	114,7
Assurances	1 762,3	134,4	62,9
Grands travaux	19,8	77,1	21,7
Transports	25,2	127,0	16,9
Autres services	159,1	202,3	575,0
Divers	87,9	20,2	19,5
<u>TOTAL</u>	<u>14 322,8</u>	<u>15 522,5</u>	<u>22 557,6</u>

S'agissant du secteur de l'immobilier, les désinvestissements de ce secteur ont porté en 2007 sur 2.608,4MDH contre 304,9MDH en 2006. Leur part dans le total des dépenses passe ainsi de 2% en 2006 à 11,5% en 2007.

Quant aux désinvestissements des autres secteurs, il y a lieu de souligner en particulier l'industrie (2.283,6MDH contre 1.989MDH, soit +14,8% ou +294,6MDH) et le tourisme (1.916,5MDH contre 323,2MDH, soit +1.593,3MDH). Les parts respectives de ces deux secteurs dans le total des dépenses s'établissent au titre de l'année 2007 à 10,1% et 8,5%.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISME FINANCIER
ANNEES 2005-2007

En millions de dirhams

PAYS/ORGANISME FINANCIER	2005	2006	2007
France	9 599,5	2 952,9	8 587,3
Espagne	193,7	280,7	2 211,0
Allemagne	33,2	23,6	766,1
Italie	38,3	6,0	737,3
Grande Bretagne	123,1	270,2	719,2
Emirats Arabes Unis	4,0	47,6	464,1
Etats-Unis	44,4	52,4	348,9
U.E.B.L	441,7	298,6	266,8
Japon	-	-	186,7
Iraq	11,4	11,5	180,8
Tunisie	-	-	90,3
Bahrein	431,6	46,2	87,6
Suisse	897,9	41,1	56,6
Hongrie	-	-	51,6
Maurice	-	-	47,9
Chypre	17,6	11,7	29,5
Banque Européenne d'Investissement	-	18,0	24,7
Portugal	-	-	22,4
Koweït	46,4	20,5	15,8
Pays Bas	13,0	113,4	11,4
Arabie Saoudite	109,3	39,5	11,3
Banque Islamique de Développement	18,3	-	3,6
Suède	-	228,1	2,3
Autres pays	21,9	63,9	60,4
<u>TOTAL</u>	<u>12 045,3</u>	<u>4 525,9</u>	<u>14 983,6</u>

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE
ANNEES 2005-2007

En millions de dirhams

Secteur	2005	2006	2007
Commerce	759,2	290,1	3 897,0
Télécommunications	8 557,1	2 426,5	3 586,1
Immobilier	352,0	182,4	2 162,4
Industrie	367,7	1 071,9	1 831,6
Tourisme	84,2	163,4	1 521,8
Banque	18,5	46,9	704,8
Energie et Mines	23,6	43,2	494,5
Holding	1,8	11,3	290,3
Assurances	1 730,0	85,4	52,5
Grands travaux	16,1	41,4	17,8
Agriculture	-	-	11,0
Transports	16,0	79,0	10,2
Autres services	84,2	74,4	395,0
Divers	34,9	10,0	8,6
<u>TOTAL</u>	<u>12 045,3</u>	<u>4 525,9</u>	<u>14 983,6</u>

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

1°) Recettes des investissements et prêts privés étrangers et solde du compte courant

À la différence des années 2001 à 2006, le compte courant de la balance des paiements a dégagé un léger déficit de 571MDH contre un excédent de 12.423,5MDH une année auparavant. L'augmentation des recettes au titre des investissements et prêts privés a contribué, néanmoins, à dégager un solde excédentaire de la balance des paiements.

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET SOLDE DU COMPTE COURANT ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes des investissements étrangers	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4	41 379,1
Solde du compte courant	+15 237,6	+8 551,3	+9 431,5	+12 423,5	-571,0
Rapport du solde du compte courant aux investissements étrangers (%)	63,8	54,5	32,6	41,5	-1,4

2°) Recettes des investissements et prêts privés étrangers et formation brute de capital fixe

Le ratio des recettes des investissements et prêts privés étrangers rapportées à la formation brute de capital fixe s'est apprécié de 3,1 points, s'établissant en 2007 à 21,5% contre 18,4% en 2006. Par rapport à la moyenne des années 2002-2006, soit 15,2%, ce ratio a gagné 6,3 points.

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Investissements étrangers	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4	41 379,1
Formation brute de capital fixe*	119 802	132 719	145 256	162 456	192 573
Investissements étrangers par rapport à la FBCF (%)	19,9	11,8	19,9	18,4	21,5

*Source: Direction de la Comptabilité Nationale, données révisées,

3°) Recettes nettes au titre des investissements et prêts privés étrangers

Les dépenses au titre des opérations de désinvestissements, de remboursements de prêts et au titre des revenus, prises globalement, ont atteint 27.998MDH en 2007, contre 21.502,2MDH en 2006, en augmentation de 30,2% ou +6.495,8MDH.

En dépit de l'accroissement enregistré au niveau des dépenses, les recettes nettes ont affiché une amélioration de 58,3% ou +4.928,9MDH, passant de 8.452,2MDH en 2006 à 13.381,1MDH en 2007 et ce, grâce au niveau élevé (41.379,1MDH) des recettes brutes réalisées en 2007.

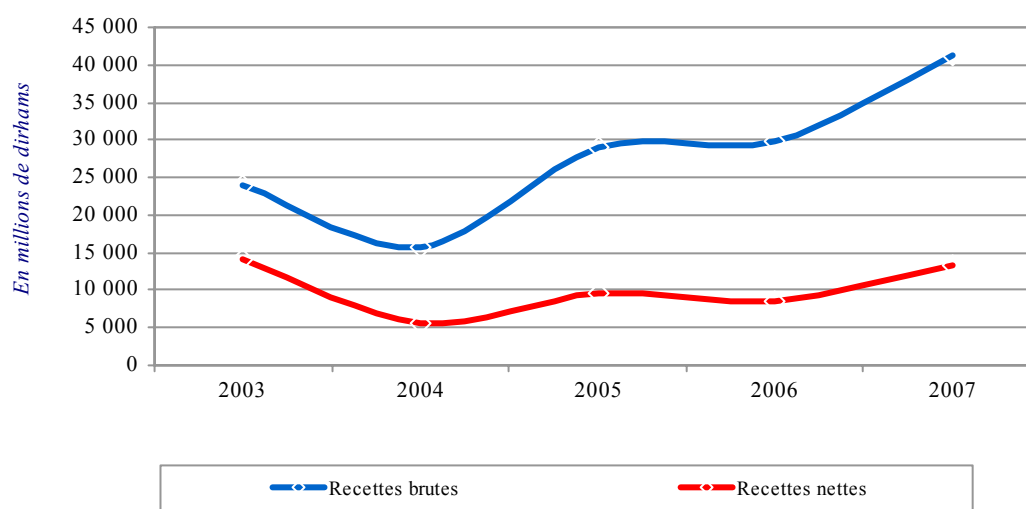
RECETTES NETTES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
ANNEES 2003-2007

En millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
<u>Recettes Brutes</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>	<u>41 379,1</u>
<u>Dépenses</u>	<u>9 877,8</u>	<u>10 030,3</u>	<u>19 265,4</u>	<u>21 502,2</u>	<u>27 998,0</u>
• Transferts au titre des opérations de désinvestissements et de remboursements de prêts	4 262,3	3 938,9	14 322,8	15 522,5	22 557,6
• Transferts au titre des revenus*	5 615,5	6 091,4	4 942,6	5 979,7	5 440,4
<u>Recettes Nettes</u>	<u>14 022,5</u>	<u>5 655,7</u>	<u>9 637,7</u>	<u>8 452,2</u>	<u>13 381,1</u>
Recettes nettes par rapport aux recettes brutes %	58,7	36,1	33,3	28,2	32,3

*Non compris les revenus réinvestis.

EVOLUTION DES RECETTES BRUTES ET NETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS



*OPERATIONS DE LA DETTE
EXTERIEURE PUBLIQUE*

OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

-=-=-=-=-

Les opérations de la dette extérieure du secteur public ont enregistré au titre de l'année 2007 une forte augmentation aussi bien au niveau des tirages qu'au niveau de la charge globale. Le flux net dégagé par ces opérations devient, pour la première fois positif depuis 1990.

LES OPERATIONS FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC

En 2007, les opérations financières du secteur public ont enregistré, pour la deuxième année consécutive et depuis 1993, un excédent de 6.086,9MDH contre +1.765,8MDH en 2006. Ce résultat est imputable aux tirages qui se sont accrus de 38,2% ou +6.138,9MDH (22.207,5MDH contre 16.068,6MDH) et ce, en dépit de la hausse des remboursements en principal : +12,7% ou +1.817,8MDH (16.120,6MDH contre 14.302,8MDH).

A- FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC

1°) Evolution globale

Poursuivant leur ascension pour la troisième année consécutive, les concours extérieurs reçus par le secteur public ont atteint en 2007 un niveau record de 22.207,5MDH* contre 16.068,6MDH en 2006, soit une augmentation de 38,2% ou +6.138,9MDH.

Cette situation s'explique essentiellement par l'accroissement des tirages effectués par le Trésor qui ont presque doublé par rapport à 2006 (12.459,8MDH contre 6.390,5MDH). Quant aux financements extérieurs mobilisés par les établissements publics, ils se sont stabilisés à 9.747,7MDH contre 9.678,1MDH en 2006.

Les prêts en devises qui ont représenté 81% du montant total des tirages, ont enregistré une progression de 48,4% ou +5.867,2MDH (17.979,5MDH en 2007 contre 12.112,3MDH en 2006). Quant aux crédits commerciaux, ils ont marqué une hausse de 6,9% ou +271,7MDH passant de 3.956,3MDH en 2006 à 4.228MDH en 2007.

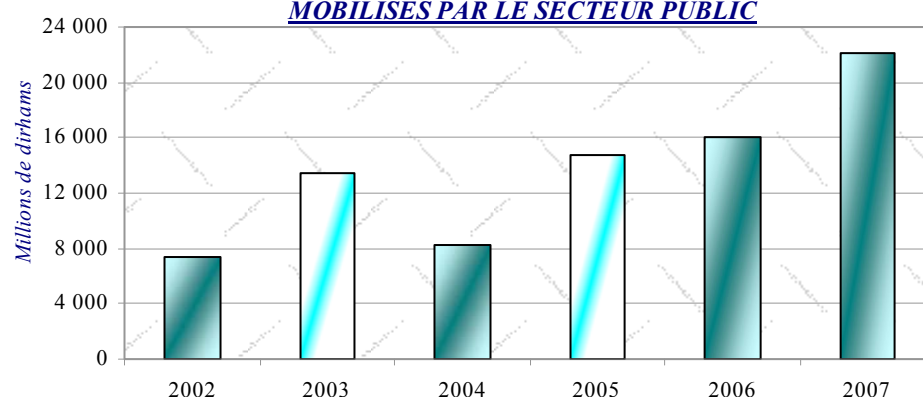
EVOLUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC

Millions de dirhams

ANNEES	2003	2004	2005	2006	2007
Tirages	13 421,2	8 212,0	14 776,8	16 068,6	22 207,5
Evolution (%)	+82,4	-38,8	+79,9	+8,7	+38,2

* Compte tenu de l'opération de refinancement effectuée par le Trésor public sur le marché financier international.

EVOLUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS
MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC



2°) Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds

La répartition par groupe de bailleurs de fonds des financements extérieurs mobilisés par le secteur public laisse apparaître l'importance des emprunts contractés auprès des **institutions financières internationales** dont le montant s'est élevé à 7.492,4MDH, soit 33,8% de l'ensemble des tirages effectués en 2007. Ces institutions occupent le premier rang parmi les groupes de bailleurs de fonds du Maroc malgré une légère diminution de leurs concours par rapport à 2006 (-6,4% ou -510,2MDH).

Concernant les fonds mobilisés auprès des **banques commerciales internationales**, ils ont plus que triplé passant de 1.770MDH en 2006 à 6.669,4MDH en 2007. Cette forte progression a permis aux banques commerciales internationales d'occuper la seconde place avec une part de 30%.

Le Club de Paris figure en troisième position avec une part de 22,7% contre 23,9% en 2006. Les tirages effectués auprès de ces pays se sont élevés à 5.043,4MDH contre 3.838,9MDH, marquant ainsi une augmentation de 31,4% ou +1.204,5MDH.

Enfin, les tirages mobilisés auprès des **pays et Fonds arabes** ont totalisé un montant de 2.934MDH contre 2.432,1MDH une année auparavant, soit un accroissement de 20,6% ou +501,9MDH. Après avoir occupé le troisième rang en 2006, ces bailleurs de fonds se classent en quatrième position avec une part de 13,2% du total des financements extérieurs.

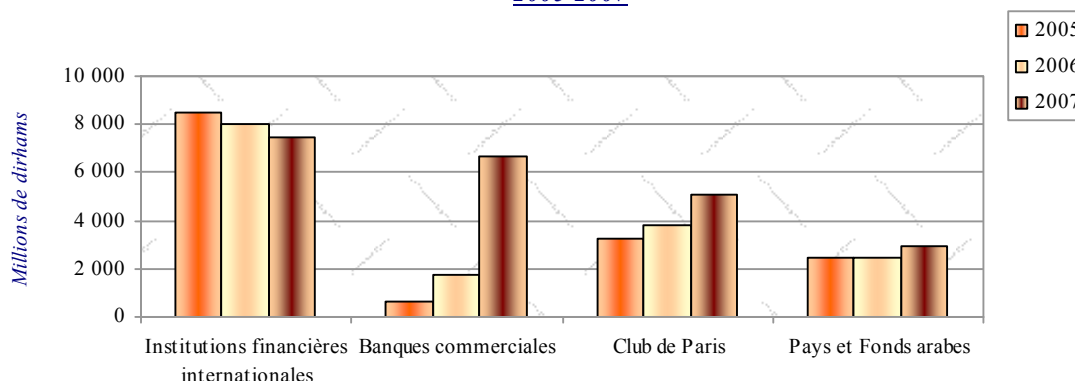
REPARTITION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS

Millions de dirhams

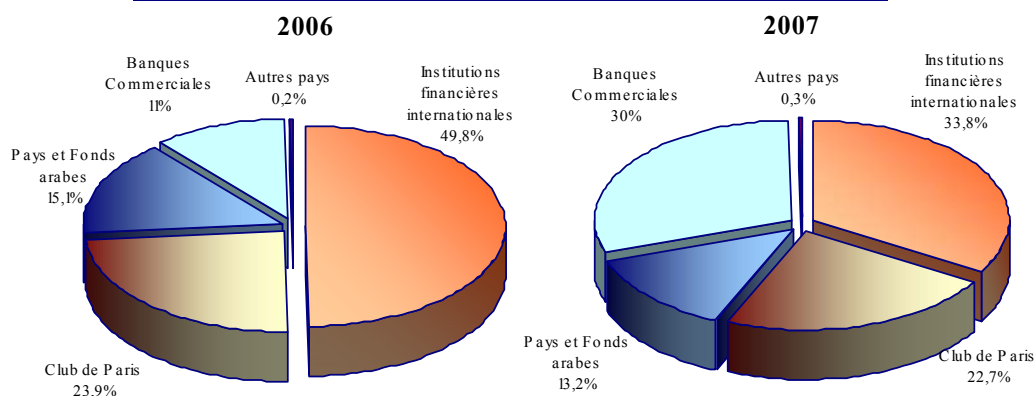
Groupe de bailleurs de fonds	2003	2004	2005	2006	2007
Institutions internationales*	3 954,1	4 420,9	8 469,0	8 002,6	7 492,4
Banques commerciales	5 782,0	598,0	619,0	1 770,0	6 669,4
Club de Paris	1 817,9	1 347,6	3 219,3	3 838,9	5 043,4
Pays et Fonds arabes	1 867,2	1 845,5	2 469,5	2 432,1	2 934,0
Autres pays	-	-	-	25,0	68,3
<u>TOTAL</u>	<u>13 421,2</u>	<u>8 212,0</u>	<u>14 776,8</u>	<u>16 068,6</u>	<u>22 207,5</u>

* Non compris le FADES et le FMA

EVOLUTION DES TIRAGES PAR GROUPE DE CREANCIERS
2005-2007



REPARTITION DES TIRAGES PAR GROUPE DE CREANCIERS



3°) Evolution des financements extérieurs mobilisés auprès des principaux pays ou organismes bailleurs de fonds

L'examen de la répartition des financements extérieurs mobilisés par le secteur public au titre de l'année 2007 fait apparaître en premier lieu cinq bailleurs de fonds qui interviennent pour 68,5% ou 15.204,7MDH : les banques commerciales internationales, la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement, la France, et le Fonds Arabe du Développement Economique et Social (FADES).

a/ Financements mobilisés auprès des banques commerciales internationales

Les banques commerciales internationales occupent la première position parmi les bailleurs de fonds du secteur public au titre de l'année 2007 avec une part de 30% du total des tirages contre 11% en 2006. Les financements mobilisés auprès de ces établissements ont connu une forte expansion atteignant 6.669,4MDH contre 1.770MDH en 2006. Cette expansion est due essentiellement à l'opération de l'emprunt obligataire levé par le Trésor sur le marché financier international pour un montant de 5.580MDH

b/ Tirages effectués auprès de la BIRD

En 2007, les financements mobilisés auprès de la Banque Mondiale ont plus que doublé, s'établissant à 3.445MDH contre 1.547,5MDH en 2006. Leur part dans le total a ainsi progressé pour s'établir à 15,5% contre 9,6% en 2006. Le Trésor reste le principal bénéficiaire de ces financements à raison de 93,6% ou 3.225,2MDH. Quant aux établissements publics, ils n'ont bénéficié que de 6,4% ou 219,8MDH.

c/ Concours mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement

Les financements extérieurs du secteur public mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement ont totalisé un montant de 1.771,2MDH contre 2.201,6MDH en 2006, enregistrant ainsi une régression de 19,5% ou -430,4MDH. Avec une part en baisse (8% contre 13,7% en 2006), cette institution se place au troisième rang parmi les bailleurs de fonds et ses concours ont bénéficié dans leur quasi-totalité aux établissements publics, soit 94,9% ou 1.680,2MDH.

d/ Tirages effectués auprès de la France

En 2007, les financements consentis par la France au secteur public ont porté sur 1.754,2MDH contre 2.184,1MDH en 2006, soit une régression de 19,7% ou -429,9MDH. Sa part dans le total des tirages a diminué de 5,7 points pour se fixer à 7,9% contre 13,6% en 2006.

Les financements mobilisés auprès de la France ont bénéficié à concurrence de 63,9% ou 1.120,3MDH aux établissements publics et pour 36,1% ou 633,9MDH au Trésor.

e/ Financements mobilisés auprès du FADES

La progression observée au niveau des tirages effectués auprès du FADES, place ce dernier au cinquième rang parmi les principaux bailleurs de fonds du Maroc. Le total des financements mobilisés en 2007 a atteint 1.564,9MDH contre 1.043,1MDH en 2006, soit une expansion de 50% ou +521,8MDH. Les établissements publics ont été les principaux bénéficiaires de ces concours avec une part de 84,5% ou 1.323,1MDH.

B- LES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

1°) Evolution globale

Les remboursements en principal effectués au titre de la dette extérieure publique ont connu en 2007 un accroissement de 12,7% ou +1.817,8MDH, s'élevant à 16.120,6MDH contre 14.302,8MDH en 2006. Comparés à la moyenne des années 2002 à 2006, soit 18.938,5MDH, ces remboursements ont enregistré une baisse de 14,9% ou -2.817,9MDH.

REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Millions de dirhams

ANNEES	2003	2004	2005	2006	2007
Remboursements en principal	24 220,1	18 347,5	16 491,9	14 302,8	16 120,6
Evolution en %	+13,5	-24,2	-10,1	-13,3	+12,7

Les paiements effectués par le Trésor se sont établis à 12.678,6MDH contre 9.788,4MDH, enregistrant ainsi une hausse de 29,5% ou +2.890,2MDH par rapport à 2006. Ils représentent 78,6% du total des remboursements contre 68,4% une année auparavant.

En revanche, les remboursements en principal effectués par les établissements publics et les banques commerciales (dette garantie) ont marqué une baisse de 23,8% ou -1.072,4MDH, se fixant à 3.442MDH contre 4.514,4MDH en 2006. Leur part dans le total des remboursements en principal s'est établie à 21,4%.

2°) Répartition des remboursements par groupe de créanciers

La répartition des remboursements en principal par catégorie de créanciers laisse apparaître la progression des parts des banques commerciales internationales et du Club de Paris et la baisse des parts des institutions financières internationales et des pays et Fonds arabes.

Les remboursements en principal au profit des **banques commerciales internationales** sont passés de 3.348,9MDH en 2006 à 6.396,4MDH à fin 2007, soit une augmentation de 91% ou +3.047,5MDH. Parallèlement, leur part dans le total s'est établie à 39,7% contre 23,4% en 2006.

Le **Club de Paris** figure en deuxième position parmi les bénéficiaires des remboursements en principal effectués par le secteur public en 2007 avec une part de 29% du total ou 4.680,8MDH contre 27% ou 3.863,3MDH en 2006.

En revanche, les remboursements au profit des **institutions financières internationales** ont accusé une régression de 21,4% ou -1.028MDH : 3.780,3MDH contre 4.808,3MDH. Ils représentent ainsi 23,5% des remboursements en principal contre 33,6% en 2006.

Enfin, les paiements effectués en faveur des **pays et Fonds arabes** ont enregistré également un allègement appréciable par rapport à 2006 : 1.149,2MDH contre 2.272,5MDH, soit une diminution de 49,4% ou -1.123,3MDH. Ils représentent 7,1% du total des remboursements en principal contre 15,9% en 2006.

REPARTITION DES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL PAR GROUPE DE CREANCIERS

GROUPES DE CREANCIERS	2005		2006		2007	
	PRINCIPAL MDH	PART %	PRINCIPAL MDH	PART %	PRINCIPAL MDH	PART %
Banques commerciales internationales	3 597,0	21,8	3 348,9	23,4	6 396,4	39,7
Club de Paris	6 385,7	38,7	3 863,3	27,0	4 680,8	29,0
Institutions financières internationales*	4 721,5	28,6	4 808,3	33,6	3 780,3	23,5
Pays et Fonds arabes	1 732,7	10,5	2 272,5	15,9	1 149,2	7,1
Autres pays	55,0	0,4	9,8	0,1	113,9	0,7
<u>TOTAL</u>	<u>16 491,9</u>	<u>100,0</u>	<u>14 302,8</u>	<u>100,0</u>	<u>16 120,6</u>	<u>100,0</u>

* Non compris le FADES et le FMA

C- BALANCE TIRAGES - REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Au titre de l'année 2007, la balance tirages-remboursements en principal a enregistré, pour la deuxième année consécutive, un solde positif de 6.086,9MDH, plus important que celui dégagé en 2006, soit +1.765,8MDH. Ce résultat est dû à l'augmentation des tirages de +6.138,9MDH plus importante que celle des remboursements en principal, soit +1.817,8MDH.

En 2007, les tirages au titre de la dette extérieure publique représentent 137,8% des remboursements en principal contre 112,3% en 2006.

BALANCE TIRAGES-REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Millions de dirhams

Années	2003	2004	2005	2006	2007
Tirages	13 421,2	8 212,0	14 776,8	16 068,6	22 207,5
Remboursements en principal	24 220,1	18 347,5	16 491,9	14 302,8	16 120,6
<u>Flux net</u>	<u>-10 798,9</u>	<u>-10 135,5</u>	<u>-1 715,1</u>	<u>+1 765,8</u>	<u>+6 086,9</u>

EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

La charge globale de la dette extérieure publique a enregistré, au titre de l'année 2007, une progression imputable essentiellement à l'augmentation des remboursements en principal. Quant aux charges d'intérêts, elles demeurent quasiment stables par rapport à 2006.

1°) Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique

La charge globale de la dette extérieure publique s'élève en 2007 à 20.892,7MDH contre 18.596,1MDH en 2006, marquant ainsi une hausse de 12,3% ou +2.296,6MDH.

Comparée à la moyenne des années 2002 à 2006 (23.944MDH), l'évolution de la charge globale de la dette extérieure publique s'inscrit en baisse de 12,7% ou -3.051,3MDH.

La hausse enregistrée par rapport à l'année 2006 provient principalement de l'accroissement des remboursements en principal (+12,7% ou +1.817,8MDH) et dans une moindre mesure des remboursements en intérêts (+11,2% ou +478,8MDH).

Hormis l'opération de refinancement effectuée par le Trésor et comptabilisée parmi les remboursements pour un montant de 4.427,8 MDH, la charge globale de la dette extérieure publique ressort à 16.464,9MDH, en baisse de 11,5% ou -2.131,2MDH par rapport à 2006.

Les règlements au titre de la charge globale de la dette extérieure publique pour l'année 2007 ont été effectués par le Trésor à hauteur de 74,6% ou 15.577,5MDH contre 66,5% ou 12.367,7MDH une année auparavant. Quant à la part des remboursements effectués par les établissements publics, elle s'est inscrite en baisse : 25,4% ou 5.315,2MDH contre 33,5% ou 6.228,4MDH.

En dépit de l'augmentation constatée au niveau des remboursements, le ratio de la charge de la dette extérieure publique par rapport aux exportations de biens et services a continué de baisser (9,4% contre 9,7% en 2006 et 12,3% en 2005). Ce résultat provient de l'accroissement des exportations de biens et services (223.387,9MDH contre 190.863,7MDH) qui demeure plus important que la progression de la charge globale de la dette extérieure publique (20.892,7MDH contre 18.596,1MDH).

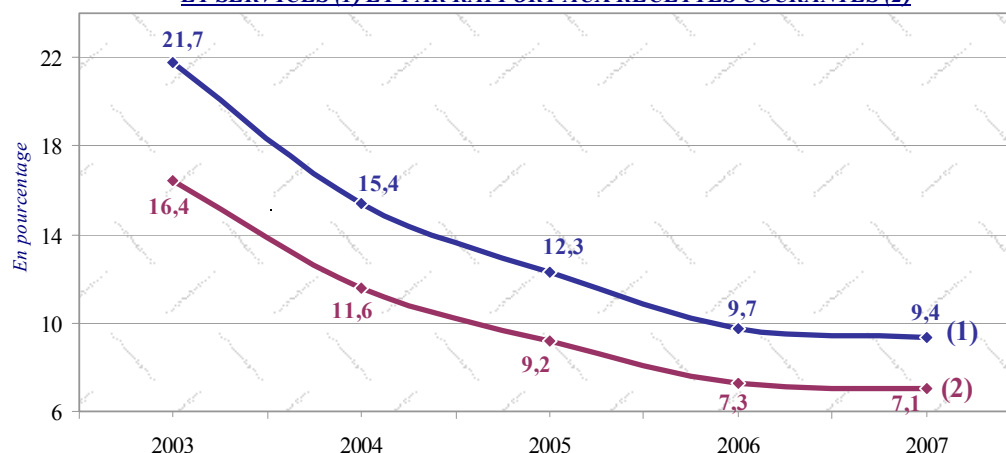
Concernant le ratio, charge globale de la dette extérieure publique sur les recettes courantes, il est resté quasiment stable, se situant à 7,1% contre 7,3% en 2006. Cette situation est due à l'importante progression des recettes courantes qui sont passées de 254.504,3MDH en 2006 à 295.625,1MDH à fin 2007, en hausse de 16,2% ou +41.120,8MDH.

**EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE PAR RAPPORT
AUX EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES ET AUX RECETTES COURANTES**

Millions de dirhams

	2003	2004	2005	2006	2007
Charge globale de la dette extérieure publique (1)	29 636,7	22 742,7	20 453,3	18 596,1	20 892,7
Exportations de biens et services (2)	136 299,9	147 380,2	166 742,4	190 863,7	223 387,9
Charge globale par rapport aux exportations de biens et services en % (1) / (2)	21,7	15,4	12,3	9,7	9,4
Recettes courantes (3)	180 432,7	196 373,1	222 064,3	254 504,3	295 625,1
Charge globale par rapport aux recettes courantes en % (1) / (3)	16,4	11,6	9,2	7,3	7,1

**EVOLUTION DU RATIO DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE
EXTERIEURE PUBLIQUE PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE BIENS
ET SERVICES (1) ET PAR RAPPORT AUX RECETTES COURANTES (2)**



2°) Répartition de la charge globale de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds

La répartition de la charge globale de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds laisse apparaître l'importance des remboursements effectués au profit des banques commerciales internationales avec une part de 34,2%, suivies du Club de Paris (28,7%), des institutions financières internationales (28,2%) et des pays et Fonds arabes (8,2%).

En effet, les remboursements au profit des **banques commerciales internationales** ont enregistré une forte augmentation passant de 4.295,3MDH en 2006 à 7.145,4MDH en 2007, soit +66,4% ou +2.850,1MDH. Leur part dans le total a atteint 34,2% contre seulement 23,1% en 2006.

La part du **Club de Paris** dans la charge globale de la dette extérieure publique a augmenté de 2,7 points par rapport à 2006 pour s'établir à 28,7% (26% en 2006). Les remboursements effectués au profit des pays membres de ce club, se sont inscrits en hausse de 24% ou +1.161,4MDH : 5.996,2MDH contre 4.834,8MDH.

Quant aux **institutions financières internationales**, leur part a régressé de 7,9 points passant de 36,1% en 2006 à 28,2% en 2007. Les règlements en faveur de ces institutions se sont établis à 5.882MDH contre 6.709,3MDH en 2006, soit une baisse de 12,3% ou -827,3MDH. Elles occupent le troisième rang parmi les pays et les organismes bénéficiaires des remboursements au titre de la dette extérieure publique.

Enfin, les remboursements au profit des **pays et Fonds arabes** ont accusé un allègement de 37,1% ou -1.018,9MDH, s'établissant à 1.724,1MDH contre 2.743MDH en 2006. Leur part est passée en conséquence à 8,2% contre 14,8%.

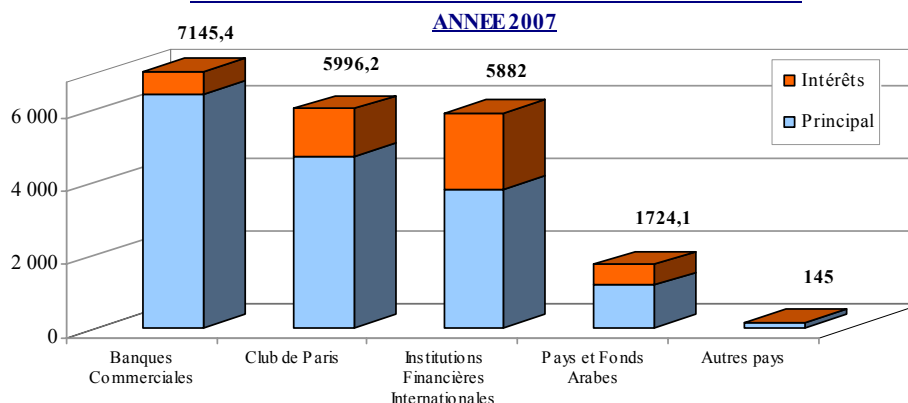
REPARTITION DE LA CHARGE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS

Millions de dirhams

Groupes de bailleurs de fonds	2005			2006			2007		
	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total
Banques commerciales	3 597,0	743,4	4 340,4	3 348,9	946,4	4 295,3	6 396,4	749,0	7 145,4
Club de Paris	6 385,7	1 063,8	7 449,5	3 863,3	971,5	4 834,8	4 680,8	1 315,4	5 996,2
Institutions Financières Internationales*	4 721,5	1 663,8	6 385,3	4 808,3	1 901,0	6 709,3	3 780,3	2 101,7	5 882,0
Pays et Fonds arabes	1 732,7	472,0	2 204,7	2 272,5	470,5	2 743,0	1 149,2	574,9	1 724,1
Autres pays	55,0	18,4	73,4	9,8	3,9	13,7	113,9	31,1	145,0
<u>TOTAL</u>	<u>16 491,9</u>	<u>3 961,4</u>	<u>20 453,3</u>	<u>14 302,8</u>	<u>4 293,3</u>	<u>18 596,1</u>	<u>16 120,6</u>	<u>4 772,1</u>	<u>20 892,7</u>

* Non compris le FADES et le FMA

**VENTILATION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE
EN PRINCIPAL ET INTERETS PAR GROUPE DE CREANCIERS**



3°) Flux net par groupe de bailleurs de fonds

En dépit de l'accroissement enregistré au niveau de la charge globale de la dette extérieure publique (+12,3% ou +2.296,6MDH), la hausse des tirages effectués en 2007 auprès des différents bailleurs de fonds (+38,2% ou +6.138,9MDH) a permis de dégager pour la première fois depuis 1990 un flux net positif de +1.314,8MDH contre -2.527,5MDH en 2006.

Ainsi, la charge globale de la dette extérieure publique a été couverte par les financements extérieurs mobilisés par le secteur public à hauteur de 106,3% contre 86,4% une année auparavant.

Par ailleurs, la ventilation du flux net de la balance tirages-remboursements par groupe de bailleurs de fonds, fait ressortir un flux net positif avec les institutions financières internationales (+1.610,4MDH contre +1.293,3MDH) et les pays et Fonds arabes (+1.209,9MDH contre -310,9MDH).

Quant aux opérations effectuées avec le Club de Paris et les banques commerciales internationales, elles ont dégagé des soldes nets négatifs respectifs de -952,8MDH et -476MDH contre -995,9MDH et -2.525,3MDH en 2006, en allègement de 43,1MDH pour le Club de Paris et de 2.049,3MDH pour les banques commerciales internationales.

BALANCE TIRAGES - CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

Millions de dirhams

Groupes de bailleurs de fonds	2005			2006			2007		
	Tirages	Charge globale	Flux net	Tirages	Charge globale	Flux net	Tirages	Charge globale	Flux net
Banques commerciales	619,0	4 340,4	-3 721,4	1 770,0	4 295,3	-2 525,3	6 669,4	7 145,4	-476,0
Club de Paris	3 219,3	7 449,5	-4 230,2	3 838,9	4 834,8	-995,9	5 043,4	5 996,2	-952,8
Institutions financières internationales*	8 469,0	6 385,3	+2 083,7	8 002,6	6 709,3	+1 293,3	7 492,4	5 882,0	+1 610,4
Pays et fonds arabes	2 469,5	2 204,7	+264,8	2 432,1	2 743,0	-310,9	2 934,0	1 724,1	+1 209,9
Autres pays	-	73,4	-73,4	25,0	13,7	+11,3	68,3	145,0	-76,7
<u>TOTAL</u>	<u>14 776,8</u>	<u>20 453,3</u>	<u>-5 676,5</u>	<u>16 068,6</u>	<u>18 596,1</u>	<u>-2 527,5</u>	<u>22 207,5</u>	<u>20 892,7</u>	<u>+1 314,8</u>

* Non compris le FADES et le FMA



ANNEXES

BALANCES DES PAIEMENTS
2002 à 2006

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2002****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>176 561,6</u>	<u>160 285,3</u>	<u>+16 276,3</u>
<u>BIENS</u>	<u>86 389,2</u>	<u>120 127,9</u>	<u>-33 738,7</u>
Marchandises générales	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	396,6	87,3	+309,3
<u>SERVICES</u>	<u>48 048,1</u>	<u>26 596,4</u>	<u>+21 451,7</u>
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
Voyages	29 159,2	4 896,6	+24 262,6
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8
Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Redevances et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 882,0	5 627,9	-2 745,9
<u>REVENUS</u>	<u>4 152,0</u>	<u>12 288,9</u>	<u>-8 136,9</u>
Revenus des investissements privés	102,0	5 327,8	-5 225,8
Revenus des investissements et des emprunts publics	4 050,0	6 961,1	-2 911,1
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>37 972,3</u>	<u>1 272,1</u>	<u>+36 700,2</u>
Publics	1 665,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 306,4	787,3	+35 519,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>19 067,7</u>	<u>26 233,9</u>	<u>-7 166,2</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>-</u>	<u>66,8</u>	<u>-66,8</u>
Transfert de capital	-	66,8	-66,8
<u>OPÉRATIONS FINANCIÈRES</u>	<u>19 067,7</u>	<u>26 167,1</u>	<u>-7 099,4</u>
<u>SECTEUR PRIVE</u>	<u>11 707,7</u>	<u>4 837,0</u>	<u>+6 870,7</u>
Crédits commerciaux	4 245,6	-	+4 245,6
Prêts et investissements	7 220,6	4 425,6	+2 795,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	241,5	411,4	-169,9
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	<u>7 360,0</u>	<u>21 330,1</u>	<u>-13 970,1</u>
Prêts	7 360,0	21 330,1	-13 970,1
C- ÉCART STATISTIQUE	<u>-</u>	<u>2 081,7</u>	<u>-2 081,7</u>
<u>TOTAL</u>	<u>195 629,3</u>	<u>188 600,9</u>	<u>+7 028,4</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2002****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	176 561,6	160 285,3	+16 276,3
BIENS	86 389,2	120 127,9	-33 738,7
Marchandises générales	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	396,6	87,3	+309,3
SERVICES	48 048,1	26 596,4	+21 451,7
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
<i>Transports maritimes</i>	2 488,1	5 928,0	-3 439,9
<i>Transports aériens</i>	5 692,1	3 007,4	+2 684,7
<i>Autres transports</i>	421,1	510,5	-89,4
Voyages	29 159,2	4 896,6	+24 262,6
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	889,7	-889,7
<i>Voyages à titre personnel</i>	29 159,2	4 006,9	+25 152,3
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8
Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Redevances et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 882,0	5 627,9	-2 745,9
REVENUS	4 152,0	12 288,9	-8 136,9
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>.Administrations</i>	214,2	4 569,6	-4 355,4
<i>.Autorités monétaires</i>	3 821,3	0,0	+3 821,3
<i>.Banques</i>	14,5	565,3	-550,8
<i>.Autres secteurs</i>	102,0	7 154,0	-7 052,0
TRANSFERTS COURANTS	37 972,3	1 272,1	+36 700,2
Publics	1 665,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 306,4	787,3	+35 519,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	19 067,7	33 262,3	-14 194,6
CAPITAL	0,0	66,8	-66,8
Transfert de capital	0,0	66,8	-66,8
OPERATIONS FINANCIERES	19 067,7	33 195,5	-14 127,8
Investissements directs	6 154,5	1 169,2	+4 985,3
- <i>A l'étranger</i>	278,7	590,9	-312,2
- <i>Dans l'économie nationale</i>	5 875,8	578,3	+5 297,5
Investissements de portefeuille	206,6	290,6	-84,0
- <i>Engagements</i>	206,6	290,6	-84,0
Autres investissements	12 706,6	24 707,3	-12 000,7
- Crédits commerciaux	4 245,6	0,0	+4 245,6
<i>.Autres secteurs</i>	4 245,6	0,0	+4 245,6
- Prêts	8 219,5	24 295,9	-16 076,4
<i>.Administrations</i>	3 202,5	16 143,9	-12 941,4
<i>.Banques</i>	100,3	1 512,6	-1 412,3
<i>.Autres secteurs</i>	4 916,7	6 639,4	-1 722,7
- Monnaie fiduciaire et dépôts	241,5	411,4	-169,9
<i>.Banques</i>	241,5	411,4	-169,9
Avoirs de réserve		7 028,4	-7 028,4
C- ECART STATISTIQUE	-	2 081,7	-2 081,7
TOTAL	195 629,3	195 629,3	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2003****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>180 432,7</u>	<u>165 195,1</u>	<u>+15 237,6</u>
<u>BIENS</u>	<u>83 887,4</u>	<u>125 380,4</u>	<u>-41 493,0</u>
Marchandises générales	52 404,1	107 019,7	-54 615,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	31 017,5	18 293,4	+12 724,1
Achats de biens dans les ports	465,8	67,3	+398,5
<u>SERVICES</u>	<u>52 412,5</u>	<u>27 360,0</u>	<u>+25 052,5</u>
Transports	8 697,0	10 782,0	-2 085,0
Voyages	30 881,4	5 244,0	+25 637,4
Services de communication	2 382,2	206,4	+2 175,8
Services d'assurance	732,6	547,7	+184,9
Redevances et droits de licence	243,4	277,6	-34,2
Autres services aux entreprises	6 121,4	5 413,1	+708,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 354,5	4 889,2	-1 534,7
<u>REVENUS</u>	<u>3 550,1</u>	<u>11 109,4</u>	<u>-7 559,3</u>
Revenus des investissements privés	124,4	5 692,8	-5 568,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 425,7	5 416,6	-1 990,9
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>40 582,7</u>	<u>1 345,3</u>	<u>+39 237,4</u>
Publics	1 341,1	562,8	+778,3
Privés	39 241,6	782,5	+38 459,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>41 904,8</u>	<u>38 425,3</u>	<u>+3 479,5</u>
<u>CAPITAL</u>	-	<u>96,6</u>	<u>-96,6</u>
Transferts des migrants	-	96,6	-96,6
<u>OPÉRATIONS FINANCIÈRES</u>	<u>41 904,8</u>	<u>38 328,7</u>	<u>+3 576,1</u>
<u>SECTEUR PRIVE</u>	<u>28 483,6</u>	<u>14 108,6</u>	<u>+14 375,0</u>
Crédits commerciaux	3 664,3	3 161,3	+503,0
Prêts et investissements	23 973,5	9 447,3	+14 526,2
Monnaie fiduciaire et dépôts	845,8	1 500,0	-654,2
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	<u>13 421,2</u>	<u>24 220,1</u>	<u>-10 798,9</u>
Prêts	13 421,2	24 220,1	-10 798,9
C- ÉCART STATISTIQUE	-	<u>2 985,1</u>	<u>-2 985,1</u>
<u>TOTAL</u>	<u>222 337,5</u>	<u>206 605,5</u>	<u>+15 732,0</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2003****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>180 432,7</u>	<u>165 195,1</u>	<u>+15 237,6</u>
BIENS	<u>83 887,4</u>	<u>125 380,4</u>	<u>-41 493,0</u>
Marchandises générales	52 404,1	107 019,7	-54 615,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	31 017,5	18 293,4	+12 724,1
Achats de biens dans les ports	465,8	67,3	+398,5
SERVICES	<u>52 412,5</u>	<u>27 360,0</u>	<u>+25 052,5</u>
Transports	8 697,0	10 782,0	-2 085,0
<i>Transports maritimes</i>	2 475,2	6 463,4	-3 988,2
<i>Transports aériens</i>	5 847,3	3 714,0	+2 133,3
<i>Autres transports</i>	374,5	604,6	-230,1
Voyages	30 881,4	5 244,0	+25 637,4
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	838,8	-838,8
<i>Voyages à titre personnel</i>	30 881,4	4 405,2	+26 476,2
Services de communication	2 382,2	206,4	+2 175,8
Services d'assurance	732,6	547,7	+184,9
Redevances et droits de licence	243,4	277,6	-34,2
Autres services aux entreprises	6 121,4	5 413,1	+708,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 354,5	4 889,2	-1 534,7
REVENUS	<u>3 550,1</u>	<u>11 109,4</u>	<u>-7 559,3</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>.Administrations</i>	229,5	3 307,2	-3 077,7
<i>.Autorités monétaires</i>	3 192,0	0,0	+3 192,0
<i>.Banques</i>	4,2	418,0	-413,8
<i>.Autres secteurs</i>	124,4	7 384,2	-7 259,8
TRANSFERTS COURANTS	<u>40 582,7</u>	<u>1 345,3</u>	<u>+39 237,4</u>
Publics	1 341,1	562,8	+778,3
Privés	39 241,6	782,5	+38 459,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	<u>41 904,8</u>	<u>54 157,3</u>	<u>-12 252,5</u>
CAPITAL	<u>0,0</u>	<u>96,6</u>	<u>-96,6</u>
Transferts des migrants	0,0	96,6	-96,6
OPERATIONS FINANCIERES	<u>41 904,8</u>	<u>54 060,7</u>	<u>-12 155,9</u>
Investissements directs	<u>23 330,1</u>	<u>1 287,6</u>	<u>+22 042,5</u>
- <i>A l'étranger</i>	73,2	190,3	-117,1
- <i>Dans l'économie nationale</i>	23 256,9	1 097,3	+22 159,6
Investissements de portefeuille	<u>100,6</u>	<u>27,7</u>	<u>+72,9</u>
- <i>Engagements</i>	100,6	27,7	+72,9
Autres investissements	<u>18 474,1</u>	<u>37 013,4</u>	<u>-18 539,3</u>
- Crédits commerciaux	<u>3 664,3</u>	<u>3 161,3</u>	<u>+503,0</u>
<i>.Autres secteurs</i>	3 664,3	3 161,3	+503,0
- Prêts	<u>13 964,0</u>	<u>32 352,1</u>	<u>-18 388,1</u>
<i>.Administrations</i>	8 008,3	17 678,1	-9 669,8
<i>.Banques</i>	25,9	5 005,0	-4 979,1
<i>.Autres secteurs</i>	5 929,8	9 669,0	-3 739,2
- Monnaie fiduciaire et dépôts	<u>845,8</u>	<u>1 500,0</u>	<u>-654,2</u>
<i>.Banques</i>	845,8	1 500,0	-654,2
Avoirs de réserve	<u>0,0</u>	<u>15 732,0</u>	<u>-15 732,0</u>
C- ECART STATISTIQUE	-	<u>2 985,1</u>	<u>-2 985,1</u>
TOTAL	<u>222 337,5</u>	<u>222 337,5</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2004****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	196 373,1	187 821,8	+8 551,3
BIENS	87 900,5	145 406,1	-57 505,6
Marchandises générales	56 884,5	126 452,9	-69 568,4
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 469,0	18 906,9	+11 562,1
Achats de biens dans les ports	547,0	46,3	+500,7
SERVICES	59 479,7	30 559,5	+28 920,2
Transports	9 089,6	12 181,4	-3 091,8
Voyages	34 793,8	5 078,3	+29 715,5
Services de communication	3 021,5	427,5	+2 594,0
Services d'assurance	836,4	723,4	+113,0
Redevances et droits de licence	143,9	325,1	-181,2
Autres services aux entreprises	8 006,4	6 097,3	+1 909,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 588,1	5 726,5	-2 138,4
REVENUS	4 488,5	10 486,6	-5 998,1
Revenus des investissements privés	535,2	6 091,4	-5 556,2
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 953,3	4 395,2	-441,9
TRANSFERTS COURANTS	44 504,4	1 369,6	+43 134,8
Publics	1 692,6	475,4	+1 217,2
Privés	42 811,8	894,2	+41 917,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	37 278,6	26 546,9	+10 731,7
CAPITAL	-	70,7	-70,7
Transferts des migrants	-	70,7	-70,7
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	37 278,6	26 476,2	+10 802,4
SECTEUR PRIVE	29 066,6	8 128,7	+20 937,9
Crédits commerciaux	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
Prêts et investissements	15 695,6	4 222,5	+11 473,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	2 186,7	-	+2 186,7
SECTEUR PUBLIC	8 212,0	18 347,5	-10 135,5
Prêts	8 212,0	18 347,5	-10 135,5
C- ÉCART STATISTIQUE	-	2 493,0	-2 493,0
TOTAL	233 651,7	216 861,7	+16 790,0

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2004****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	196 373,1	187 821,8	+8 551,3
<u>BIENS</u>	87 900,5	145 406,1	-57 505,6
Marchandises générales	56 884,5	126 452,9	-69 568,4
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 469,0	18 906,9	+11 562,1
Achats de biens dans les ports	547,0	46,3	+500,7
<u>SERVICES</u>	59 479,7	30 559,5	+28 920,2
Transports	9 089,6	12 181,4	-3 091,8
<i>Transports maritimes</i>	3 132,0	7 933,5	-4 801,5
<i>Transports aériens</i>	5 459,8	3 735,0	+1 724,8
<i>Autres transports</i>	497,8	512,9	-15,1
Voyages	34 793,8	5 078,3	+29 715,5
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	850,5	-850,5
<i>Voyages à titre personnel</i>	34 793,8	4 227,8	+30 566,0
Services de communication	3 021,5	427,5	+2 594,0
Services d'assurance	836,4	723,4	+113,0
Redevances et droits de licence	143,9	325,1	-181,2
Autres services aux entreprises	8 006,4	6 097,3	+1 909,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 588,1	5 726,5	-2 138,4
<u>REVENUS</u>	4 488,5	10 486,6	-5 998,1
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>.Administrations</i>	211,2	2 662,5	-2 451,3
<i>.Autorités monétaires</i>	3 742,1	0,0	+3 742,1
<i>.Banques</i>	93,8	245,2	-151,4
<i>.Autres secteurs</i>	441,4	7 578,9	-7 137,5
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	44 504,4	1 369,6	+43 134,8
Publics	1 692,6	475,4	+1 217,2
Privés	42 811,8	894,2	+41 917,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIERES</u>	37 278,6	43 336,9	-6 058,3
<u>CAPITAL</u>	0,0	70,7	-70,7
Transferts des migrants	0,0	70,7	-70,7
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	37 278,6	43 266,2	-5 987,6
<u>Investissements directs</u>	9 494,3	1 835,3	+7 659,0
- <i>A l'étranger</i>	9,6	283,6	-274,0
- <i>Dans l'économie nationale</i>	9 484,7	1 551,7	+7 933,0
<u>Investissements de portefeuille</u>	5 489,9	367,9	+5 122,0
- <i>Engagements</i>	5 489,9	367,9	+5 122,0
<u>Autres investissements</u>	22 294,4	24 273,0	-1 978,6
- Crédits commerciaux	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
<i>.Autres secteurs</i>	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
- Prêts	8 923,4	20 366,8	-11 443,4
<i>.Administrations</i>	3 377,5	11 673,6	-8 296,1
<i>.Banques</i>	0,0	1 898,7	-1 898,7
<i>.Autres secteurs</i>	5 545,9	6 794,5	-1 248,6
- Monnaie fiduciaire et dépôts	2 186,7	0,0	+2 186,7
<i>.Banques</i>	2 186,7	0,0	+2 186,7
<u>Avoirs de réserve</u>	0,0	16 790,0	-16 790,0
C- ECART STATISTIQUE	-	2 493,0	-2 493,0
TOTAL	233 651,7	233 651,7	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2005****PRESENTATION NATIONALE**

Millions de dirhams

	RECETTES	DEPENSES	SOLDES
<u>A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	<u>222 064,3</u>	<u>212 632,8</u>	<u>+9 431,5</u>
<u>BIENS</u>	<u>94 824,9</u>	<u>167 591,2</u>	<u>-72 766,3</u>
Marchandises générales	64 223,9	148 018,5	-83 794,6
Biens importés sans paiement			
et réexportés après transformation	29 808,0	19 480,2	+10 327,8
Achats de biens dans les ports	793,0	92,5	+700,5
<u>SERVICES</u>	<u>71 917,5</u>	<u>34 153,1</u>	<u>+37 764,4</u>
Transports	11 541,8	14 043,8	-2 502,0
Voyages	40 967,0	5 447,4	+35 519,6
Services de communication	2 910,5	391,0	+2 519,5
Services d'assurance	638,1	709,8	-71,7
Redevances et droits de licence	112,9	402,8	-289,9
Autres services aux entreprises	11 063,6	6 580,4	+4 483,2
Services fournis ou reçus par les			
administrations publiques N.C.A	4 683,6	6 577,9	-1 894,3
<u>REVENUS</u>	<u>6 166,6</u>	<u>9 492,7</u>	<u>-3 326,1</u>
Revenus des investissements privés	517,9	5 531,3	-5 013,4
Revenus des investissements et des			
emprunts publics	5 648,7	3 961,4	+1 687,3
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>49 155,3</u>	<u>1 395,8</u>	<u>+47 759,5</u>
Publics	2 465,2	330,0	+2 135,2
Privés	46 690,1	1 065,8	+45 624,3
<u>B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS</u>			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>54 759,2</u>	<u>39 682,7</u>	<u>+15 076,5</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>2,9</u>	<u>42,7</u>	<u>-39,8</u>
Transferts des migrants	2,9	42,7	-39,8
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	<u>54 756,3</u>	<u>39 640,0</u>	<u>+15 116,3</u>
<u>SECTEUR PRIVE</u>	<u>39 979,5</u>	<u>23 148,1</u>	<u>+16 831,4</u>
Crédits commerciaux	8 495,3	5 608,6	+2 886,7
Prêts et investissements étrangers au Maroc	28 903,1	14 322,8	+14 580,3
Prêts et investissements marocains à l'étranger	877,6	3 216,7	-2 339,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 703,5	-	+1 703,5
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	<u>14 776,8</u>	<u>16 491,9</u>	<u>-1 715,1</u>
Prêts	14 776,8	16 491,9	-1 715,1
<u>C- ECART STATISTIQUE</u>	<u>-</u>	<u>3 619,9</u>	<u>-3 619,9</u>
<u>TOTAL</u>	<u>276 823,5</u>	<u>255 935,4</u>	<u>+20 888,1</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2005****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

Millions de dirhams

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	222 064,3	212 632,8	+9 431,5
BIENS	94 824,9	167 591,2	-72 766,3
Marchandises générales	64 223,9	148 018,5	-83 794,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	29 808,0	19 480,2	+10 327,8
Achats de biens dans les ports	793,0	92,5	+700,5
SERVICES	71 917,5	34 153,1	+37 764,4
Transports	11 541,8	14 043,8	-2 502,0
<i>Transports maritimes</i>	3 773,8	9 305,4	-5 531,6
<i>Transports aériens</i>	7 028,5	4 034,7	+2 993,8
<i>Autres transports</i>	739,5	703,7	+35,8
Voyages	40 967,0	5 447,4	+35 519,6
<i>Voyages à titre professionnel</i>	-	858,9	-858,9
<i>Voyages à titre personnel</i>	40 967,0	4 588,5	+36 378,5
Services de communication	2 910,5	391,0	+2 519,5
Services d'assurance	638,1	709,8	-71,7
Redevances et droits de licence	112,9	402,8	-289,9
Autres services aux entreprises	11 063,6	6 580,4	+4 483,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 683,6	6 577,9	-1 894,3
REVENUS	6 166,6	9 492,7	-3 326,1
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	209,5	2 287,4	-2 077,9
<i>Autorités monétaires</i>	5 439,2	-	+5 439,2
<i>Banques</i>	-	114,7	-114,7
<i>Autres secteurs</i>	517,9	7 090,6	-6 572,7
TRANSFERTS COURANTS	49 155,3	1 395,8	+47 759,5
Publics	2 465,2	330,0	+2 135,2
Privés	46 690,1	1 065,8	+45 624,3
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	54 759,2	60 570,8	-5 811,6
CAPITAL	2,9	42,7	-39,8
Transferts des migrants	2,9	42,7	-39,8
OPERATIONS FINANCIERES	54 756,3	60 528,1	-5 771,8
Investissements directs	27 557,0	13 555,9	+14 001,1
- <i>A l'étranger</i>	849,1	1 510,6	-661,5
- <i>Dans l'économie nationale</i>	26 707,9	12 045,3	+14 662,6
Investissements de portefeuille	1 277,5	748,7	+528,8
- <i>Avoirs</i>	0,0	33,4	-33,4
- <i>Engagements</i>	1 277,5	715,3	+562,2
Autres investissements	25 921,8	25 335,4	+586,4
- Crédits commerciaux	8 495,3	5 608,6	+2 886,7
<i>Autres secteurs</i>	8 495,3	5 608,6	+2 886,7
- Prêts	15 723,0	19 726,8	-4 003,8
<i>Administrations</i>	7 484,5	10 821,8	-3 337,3
<i>Banques</i>	28,5	3 255,4	-3 226,9
<i>Autres secteurs</i>	8 210,0	5 649,6	+2 560,4
- Monnaie fiduciaire et dépôts	1 703,5	-	+1 703,5
<i>Banques</i>	1 703,5	-	+1 703,5
Avoirs de réserve	-	20 888,1	-20 888,1
C- ECART STATISTIQUE	-	3 619,9	-3 619,9
TOTAL	276 823,5	276 823,5	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2006****PRESENTATION NATIONALE**

Millions de dirhams

	RECETTES	DEPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	254 504,3	242 080,8	+12 423,5
<u>BIENS</u>	104 854,5	190 506,8	-85 652,3
Marchandises générales	69 517,1	170 194,0	-100 676,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	34 154,2	20 219,8	+13 934,4
Achats de biens dans les ports	1 183,2	93,0	+1 090,2
<u>SERVICES</u>	86 009,2	39 238,9	+46 770,3
Transports	13 106,6	15 391,5	-2 284,9
Voyages	52 485,8	6 065,8	+46 420,0
Services de communication	3 393,0	560,4	+2 832,6
Services d'assurance	671,3	819,6	-148,3
Redevances et droits de licence	26,4	432,0	-405,6
Autres services aux entreprises	11 742,6	7 984,0	+3 758,6
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 583,5	7 985,6	-3 402,1
<u>REVENUS</u>	6 577,4	10 780,3	-4 202,9
Revenus des investissements privés	634,7	6 487,0	-5 852,3
Revenus des investissements et des emprunts publics	5 942,7	4 293,3	+1 649,4
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	57 063,2	1 554,8	+55 508,4
Publics	2 861,1	554,7	+2 306,4
Privés	54 202,1	1 000,1	+53 202,0
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIERES</u>	56 588,2	40 891,2	+15 697,0
<u>CAPITAL</u>	-	25,7	-25,7
Transferts des migrants	-	25,7	-25,7
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	56 588,2	40 865,5	+15 722,7
<u>SECTEUR PRIVE</u>	40 519,6	26 562,7	+13 956,9
Crédits commerciaux	10 202,2	6 648,0	+3 554,2
Prêts et investissements étrangers au Maroc	29 954,4	15 522,5	+14 431,9
Prêts et investissements marocains à l'étranger	363,0	4 249,6	-3 886,6
Monnaie fiduciaire et dépôts	-	142,6	-142,6
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	16 068,6	14 302,8	+1 765,8
Prêts	16 068,6	14 302,8	+1 765,8
C- ECART STATISTIQUE	-	4 485,5	-4 485,5
<u>TOTAL</u>	311 092,5	287 457,5	+23 635,0

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2006****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

Millions de dirhams

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	254 504,3	242 080,8	+12 423,5
BIENS	104 854,5	190 506,8	-85 652,3
Marchandises générales	69 517,1	170 194,0	-100 676,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	34 154,2	20 219,8	+13 934,4
Achats de biens dans les ports	1 183,2	93,0	+1 090,2
SERVICES	86 009,2	39 238,9	+46 770,3
Transports	13 106,6	15 391,5	-2 284,9
<i>Transports maritimes</i>	4 455,2	10 511,5	-6 056,3
<i>Transports aériens</i>	7 835,5	4 091,8	+3 743,7
<i>Autres transports</i>	815,9	788,2	+27,7
Voyages	52 485,8	6 065,8	+46 420,0
<i>Voyages à titre professionnel</i>	-	870,4	-870,4
<i>Voyages à titre personnel</i>	52 485,8	5 195,4	+47 290,4
Services de communication	3 393,0	560,4	+2 832,6
Services d'assurance	671,3	819,6	-148,3
Redevances et droits de licence	26,4	432,0	-405,6
Autres services aux entreprises	11 742,6	7 984,0	+3 758,6
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 583,5	7 985,6	-3 402,1
REVENUS	6 577,4	10 780,3	-4 202,9
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	182,8	2 579,3	-2 396,5
<i>Autorités monétaires</i>	5 759,9	-	+5 759,9
<i>Banques</i>	-	107,9	-107,9
<i>Autres secteurs</i>	634,7	8 093,1	-7 458,4
TRANSFERTS COURANTS	57 063,2	1 554,8	+55 508,4
Publics	2 861,1	554,7	+2 306,4
Privés	54 202,1	1 000,1	+53 202,0
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	56 588,2	64 526,2	-7 938,0
CAPITAL	-	25,7	-25,7
Transferts des migrants	-	25,7	-25,7
OPERATIONS FINANCIERES	56 588,2	64 500,5	-7 912,3
Investissements directs	26 391,7	8 760,6	+17 631,1
<i>- A l'étranger</i>	321,5	4 234,7	-3 913,2
<i>- Dans l'économie nationale</i>	26 070,2	4 525,9	+21 544,3
Investissements de portefeuille	3 415,1	6 014,9	-2 599,8
<i>- Avoirs</i>	30,8	5,7	+25,1
<i>- Engagements</i>	3 384,3	6 009,2	-2 624,9
Autres investissements	26 781,4	26 090,0	+691,4
- Crédits commerciaux	10 202,2	6 648,0	+3 554,2
<i>Autres secteurs</i>	10 202,2	6 648,0	+3 554,2
- Prêts	16 579,2	19 299,4	-2 720,2
<i>Administrations</i>	6 390,5	9 788,4	-3 397,9
<i>Banques</i>	10,7	673,5	-662,8
<i>Autres secteurs</i>	10 178,0	8 837,5	+1 340,5
- Monnaie fiduciaire et dépôts	-	142,6	-142,6
<i>Banques</i>	-	142,6	-142,6
Avoirs de réserve	-	23 635,0	-23 635,0
C- ECART STATISTIQUE	-	4 485,5	-4 485,5
TOTAL	311 092,5	311 092,5	

COMMERCE EXTERIEUR
2006-2007

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES

	2 006		2 007	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>ALIMENTATION, BOISSON ET TABAC</u>	<u>5 408 722</u>	<u>15 417 856</u>	<u>8 577 952</u>	<u>26 726 363</u>
LAIT	15 388	302 430	28 461	853 664
BEURRE	35 824	612 310	23 391	496 158
FROMAGE	8 878	260 547	10 713	355 349
POMMES DE TERRE DE SEMENCE	40 031	160 316	36 169	223 452
BANANES FRAICHES	5 360	19 513	17 239	61 363
RAISINS SECS	6 760	36 160	5 842	29 013
CAFE	32 978	424 854	35 645	558 637
THE	50 607	782 099	55 092	794 306
EPICES	13 377	143 145	12 908	146 268
BLE	1 825 648	3 089 600	3 751 318	9 407 346
FARINE DE BLE	26	160	50	533
SUCRE	658 916	2 297 052	745 765	1 968 856
MAIS	1 439 770	1 946 222	1 894 404	3 642 643
EAU MINERALE	2 088	6 039	2 608	8 812
ORGE	201 829	289 256	557 452	1 223 500
VIN,LIQUEUR,MOUSSEUX	6 448	238 650	8 058	329 587
TABACS	8 206	633 339	11 342	782 910
DATTES	33 028	241 629	50 473	356 203
VIANDES FRAICHES,CONGELEES,ETC	12 646	338 154	10 552	277 926
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	1 010 914	3 596 381	1 320 470	5 209 837
<u>ENERGIE ET LUBRIFIANTS</u>	<u>15 589 340</u>	<u>44 911 856</u>	<u>16 849 164</u>	<u>52 447 578</u>
HOUILLE CRUE,AGGLOMERES ET COKE	5 876 558	3 559 607	6 159 418	4 411 973
HUILE BRUTE DE PETROLE	6 261 790	25 171 663	6 255 707	26 249 620
ESSENCE DE PETROLE	17	3 607	63 213	340 359
GAS OILS ET FUELS OILS	1 387 218	7 364 548	1 858 683	10 024 252
HUILES DE PETROLE ET LUBRIFIANTS	146 632	933 989	181 687	1 199 059
GAS DE PETROLE ET AUTRES HYDROCARBURES	1 859 875	7 696 823	2 251 303	9 982 518
PARAFFINE ET CIRE	7 749	59 865	6 138	50 635
AUTRES PRODUITS ENERGETIQUES	49 501	121 754	73 015	189 162
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE</u>	<u>2 346 368</u>	<u>8 894 294</u>	<u>2 257 190</u>	<u>10 979 864</u>
GRAINES ET FRUITS OLEAGINEUX	537 446	1 306 804	538 031	1 722 978
GRAINES,SPORES ET FRUITS A ENSEMENTER	3 711	398 981	3 828	470 382
SUIFS SAUF BRUTS	11 005	43 492	18 853	99 365
HUILES VEGETALES BRUTES	438 229	2 144 000	428 466	2 929 382
HUILES VEGETALES RAFFINEES	5 635	49 896	2 821	36 080
PEAUX BRUTES	458	52 177	574	25 447
CAOUTCHOUC NATUREL	1 999	42 793	2 453	70 204
BOIS BRUTS,EQUARRIS OU SCIES	1 038 571	2 841 139	880 280	3 279 512
PATE A PAPIER	21 006	121 916	23 373	152 507
VIEUX PAPIERS	14 015	41 316	9 797	31 254
LAINES ET POILS	1 904	99 118	2 168	117 363
COTON	35 898	423 723	35 602	412 524
FIBRES TEXTILES ARTIFICIELLES	4 469	79 011	5 473	149 725
JUTE BRUT	0	17	0	1
FIBRES DE SISAL	3 691	31 595	4 412	39 288
AUTRES PROD. BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGET.	228 331	1 218 316	301 059	1 443 852

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 006		2 007	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE</u>	3 931 225	3 796 578	3 875 731	4 866 683
SOUFRE BRUT	3 481 358	2 117 392	3 188 471	2 403 105
CAOUTCHOUC SYNTHETIQUE	6 338	106 148	5 492	111 356
FIBRES TEXTILES SYNTHETIQUES	48 061	764 870	46 502	729 103
AUTRES PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE	395 468	808 168	635 266	1 623 119
<u>DEMI-PRODUITS</u>	6 004 284	49 392 502	6 296 819	59 781 707
LIANTS ET CEMENTS HYDRAULIQUES	138 299	132 982	357 858	292 764
PRODUITS CHIMIQUES	993 916	6 155 230	1 051 004	7 242 602
ENGRAIS NATURELS ET CHIMIQUES	611 851	1 316 010	536 958	1 349 512
MATIERES COLORANTES	21 177	526 217	22 549	578 889
DESINFECTANTS	21 218	830 329	21 169	839 464
MATIERES PLASTIQUES ARTIFICIELLES	428 657	6 026 360	508 667	7 625 066
PAPIERS ET CARTONS	291 110	2 621 581	324 471	3 143 874
BOIS PREPARES POUR L'INDUSTRIE	88 780	487 794	95 414	603 738
FILS DE FIBRES SYNTHETIQ.,ARTIFICIELLES PR TISSAGE	37 697	955 654	41 562	1 070 415
FILS DE COTON POUR TISSAGE	12 627	368 035	16 911	473 052
PRODUITS CERAMIQUES	126 792	488 819	146 099	586 738
VERRE BRUT ET OUVRAGES EN VERRE NON FINIS	94 304	543 656	125 363	673 221
TUBES ET TUYAUX EN FONTE,FER ET ACIER	38 268	507 013	42 368	754 188
ACCESS. DE TUYAUTERIE ET DE CONSTRUC. METALLIQ.	43 583	840 914	48 264	1 369 241
FILS METALLIQUES SAUF ELECTRIQUES	2 317	33 091	1 425	19 949
QUINCAILLERIE SAUF DE MENAGE	13 924	256 415	17 972	374 018
PLATS,TOLES,FEUILLARDS EN FER OU EN ACIER	131 437	1 243 241	160 154	1 605 882
FILS,BARRES,PALPLANCHES,PROFILES EN FER ET ACIER	391 534	2 106 519	483 480	3 139 460
CUIVRE	38 094	2 096 880	36 874	2 307 834
FILS ET CABLES ELECTRIQUES	14 893	628 013	31 689	2 105 639
BARRES,TOLES,FEUILLES ET TUBES EN ALUMINIUM	43 797	1 311 878	45 739	1 439 054
PLOMB BRUT	122	2 672	107	4 118
ZINC BRUT	12 381	357 874	15 792	500 375
SOUFRE RAFFINE	544 298	343 480	544 456	435 443
HUILES VOLATILES ET ESSENCES	3 331	404 257	3 963	523 067
CAOUTCHOUC ET OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	5 867	147 095	8 016	196 654
CUIRS ET PEAUX	5 407	903 650	4 934	918 491
FILS DE LAINE	296	43 167	352	45 494
FER ET ACIER EN BLOOMS ET EBAUCHES	1 539 726	6 248 899	1 221 984	5 978 632
COMPOSANTS ELECTRONIQUES (TRANSISTORS)	2 651	3 775 013	12 337	3 613 384
AUTRES DEMI-PRODUITS	305 930	7 689 764	368 888	9 971 449
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE</u>	43 713	2 113 935	50 561	2 766 416
MACHINES ET OUTILS AGRICOLES	17 502	748 635	18 202	837 160
TRACTEURS AGRICOLES	26 200	1 364 859	32 353	1 928 846
AUTRES PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE	11	441	6	410
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL</u>	580 700	44 818 648	653 833	53 052 677
COURROIES EN CAOUTCHOUC	2 026	133 411	2 933	172 697
BANDAGE PNEUM.,CHAMBRE A AIR PR VOITURE INDUS	22 864	747 282	36 685	1 239 281
OUTILS DE METIER	6 620	368 700	7 050	414 601
MATERIEL POUR VOIES FERREES	49 202	459 853	9 635	141 049

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 006		2 007	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
RESERVOIRS,BOUEILLES ET FUTS METALLIQUES	25 486	829 057	20 433	721 781
MACHINES OUTILS	9 972	518 507	12 658	758 648
CHAUDIERES	1 151	82 763	2 530	124 803
PARTIES ET PIECES DETACHEES POUR MACHINES	1 949	195 936	2 488	234 991
MOTEURS A PISTONS ET AUTRES MOTEURS	19 117	1 313 224	23 561	1 900 873
POMPES ET COMPRESSEURS	12 259	1 011 309	14 971	1 397 852
GROUPE POUR LE CONDITIONNEMENT DE L'AIR	10 417	563 245	9 636	620 282
FOURS INDUSTRIELS	6 676	205 386	11 278	308 019
MACHINES,APPAREILS PR INDUSTRIES ALIMENTAIRES	4 050	477 760	3 871	580 654
MACHINES ET APPAREILS DIVERS	69 087	8 692 560	81 784	9 636 092
MATERIEL A BROYER,A AGGLOMERER	43 161	1 772 232	31 635	1 916 300
ASCENSEURS,APPAREILS DE LEVAGE ET MANUTENTION	22 983	988 643	38 681	1 578 235
MACHINES TEXTILES	6 789	725 909	7 303	804 561
ROULEMENTS	2 026	195 780	2 028	205 663
ARBRES TRANSMISSION,MANIVELLES,VILEBREQUINS	2 670	387 030	3 073	431 506
MACHINES GENERATRICES ET MOTEURS ELECTRIQUES	10 474	644 034	9 299	752 248
PILES ELECTRIQUES	1 126	26 816	748	28 813
APPAREILS ELECTRIQUES PR TELEPHONIE,TELEGRAPHIE	2 649	1 143 863	2 480	1 551 755
APPAREILS EMETTEURS RADIO	892	531 544	1 399	848 478
APPAREILS DE COUPURES ELECTRIQUES	8 026	1 911 426	8 728	2 146 662
MATERIEL FERROVIAIRE ROULANT	3 849	252 155	11 280	1 047 015
TRACTEURS SAUF AGRICOLES	1 829	56 359	1 127	49 531
VOITURES INDUSTRIELLES	65 230	3 872 599	94 105	5 758 741
PARTIES ET PIECES DETACHEES PR VOITURES INDUSTR.	6 535	205 913	8 328	252 254
CHARIOT DE MANUTENTION	8 499	272 412	10 585	393 821
MATERIEL D'EXTRACTION	35 468	1 278 910	47 303	1 761 444
BATEAUX DE MER	12 613	351 962	15 026	192 840
AVIONS	348	2 810 861	151	1 173 703
DIODES	127	31 498	61	32 082
FILS ET CABLES POUR L'ELECTRICITE	31 674	3 569 457	34 457	3 987 788
SOUS SYSTEMES ELECTRONIQUES	900	565 145	3 415	393 402
AUTRES PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL	71 956	7 625 107	83 108	9 494 212
PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION	729 813	41 026 294	873 237	48 905 840
MEDICAMENTS	4 526	2 526 050	5 922	2 935 678
PARFUMERIES	26 350	697 927	31 190	852 989
OUVRAGES EN MATIERES PLASTIQUES	47 609	2 008 114	56 665	2 405 126
BANDAGES PNEUMATIQUES PR VEHICULES SF INDUST.	1 665	29 723	2 351	39 071
PAPIERS FINIS ET OUVRAGES EN PAPIERS	37 707	1 292 550	43 622	1 425 783
TISSUS DE FIBRES SYNTHETIQUES ET ARTIFICIELLES	48 000	3 064 881	50 457	3 286 733
TISSUS DE LAINE,POIL OU CRIN	5 277	977 644	3 567	694 221
TISSUS DE COTON	42 989	4 180 126	42 854	4 444 973
ARTICLES DE BONNETERIE	20 140	1 263 996	18 528	1 165 643
VETEMENTS CONFECTIONNES	3 444	449 451	4 145	546 974
LINGE DE MAISON	2 078	74 437	3 007	91 757
CHAUSSURES	7 629	255 280	11 511	347 629
VAISSELLE ET OBJETS CERAMIQUES DIVERS	23 827	177 377	32 586	245 762
OUVRAGES EN VERRE FINIS	21 318	188 901	27 459	279 230
QUINCAILLERIE DE MENAGE	16 021	385 810	22 156	592 025

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 006		2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
CUISINIÈRES ET APPAREILS DE CHAUFFAGE	12 467	360 036	14 621	444 875
OUVRAGES FINIS EN FONTE, FER OU ACIER	15 173	534 983	19 670	617 947
REFRIGÉRATEURS DOMESTIQUES	15 573	563 802	19 993	749 479
APPAREILS RÉCEPTEURS RADIO ET TÉLÉVISION	30 241	3 778 655	30 711	4 642 333
LAMPES ET TUBES ÉLECTRIQUES	3 098	155 116	3 182	177 452
VOITURES DE TOURISME	81 347	6 234 540	90 425	7 691 110
PARTIES ET PIÈCES DÉTACHÉES PR VOITUR. TOURISME	28 087	1 014 077	37 155	1 480 593
PARTIES DE CARROSSERIE	4 559	186 262	9 792	413 869
CYCLES ET MOTOCYCLES	9 195	319 949	14 766	473 130
VELOURS	3 664	263 959	2 803	224 445
AUTRES PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION	217 829	10 042 648	274 099	12 637 013
<u>OR INDUSTRIEL</u>	<u>40</u>	<u>181 645</u>	<u>21</u>	<u>220 247</u>
<u>TOTAL DES IMPORTATIONS</u>	<u>34 634 205</u>	<u>210 553 608</u>	<u>39 434 508</u>	<u>259 747 375</u>

EXPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES

	2 006		2 007	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>ALIMENTATION, BOISSON ET TABAC</u>	<u>1 940 838</u>	<u>21 176 434</u>	<u>2 184 470</u>	<u>24 161 644</u>
VIANDE FRAICHE, CONGELEE, ETC	7	1 150	20	2 999
POISSONS FRAIS, SALES, SECHES OU FUMES	128 386	1 984 346	127 752	2 017 557
CRUSTACES, MOLLUSQUES ET COQUILLAGES	92 085	4 265 902	95 050	5 164 818
LEGUMES FRAIS, CONGELES OU EN SAUMURE	209 271	1 595 749	285 682	2 226 167
TOMATES FRAICHES	217 382	1 201 990	392 419	2 157 869
POMMES DE TERRE SAUF DE SEMENCE	34 167	110 778	47 007	151 704
LEGUMES ET PLANTES POTAGERS DESSECHES	798	8 209	376	5 099
LEGUMES A COSSE SECS	2 217	18 432	1 718	14 268
AGRUMES	581 005	2 867 626	593 682	3 019 876
FRUITS SECS DIVERS	3 222	80 674	3 330	71 299
EPICES	4 381	47 940	6 665	76 490
POISSONS EN CONSERVE	151 918	4 213 160	130 680	3 899 123
JUS DE FRUITS ET DE LEGUMES	708	5 468	984	6 738
CONSERVES DE LEGUMES	65 657	1 026 967	61 743	1 102 292
CONSERVES DE FRUITS ET CONFITURES	15 369	179 105	14 913	197 293
FRUITS FRAIS, CONGELES OU EN SAUMURE	122 606	1 074 907	156 738	1 530 059
VIN, LIQUEURS, MOUSSEUX, VERMOUTHS ETC.	5 945	88 727	7 797	95 093
TOURTEAUX ET DRECHES	160	465	2 779	9 776
FARINE ET POUDRE DE POISSONS	49 334	370 649	40 446	318 684
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	256 220	2 034 190	214 689	2 094 440
<u>ENERGIE ET LUBRIFIANTS</u>	<u>509 533</u>	<u>2 107 114</u>	<u>747 004</u>	<u>2 802 580</u>
HUILE DE PETROLE ET LUBRIFIANTS	169 426	1 094 897	188 901	1 169 418
AUTRES PRODUITS ENERGETIQUES	340 107	1 012 217	558 103	1 633 162
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE</u>	<u>231 674</u>	<u>3 192 492</u>	<u>225 201</u>	<u>2 589 918</u>
BOYAUX FRAIS, SECS, SALES	5 117	420 171	5 010	278 756
GRAISSE ET HUILE DE POISSONS	21 272	144 134	26 439	186 464
GRAINES, SPORES ET FRUITS A ENSEMENTER	60	16 478	163	27 686
PLANTES ET PARTIES DE PLANTES	12 569	233 766	14 700	268 962
AGAR-AGAR	1 095	200 364	1 081	219 938
CRIN VEGETAL	648	2 211	610	1 972
ALFA	62	66	1 053	1 201
HUILE D'OLIVE BRUTE ET RAFFINEE	15 678	600 524	5 727	154 992
FLEURS ET BOUTONS DE FLEURS	1 142	36 604	730	30 792
PEAUX BRUTES	24	340	33	2 550
LIEGE BRUT, ELABORE ET MI-OUVRE	11 282	75 195	8 328	65 392
PATE A PAPIER	104 491	483 123	118 125	553 273
LAINE ET POILS	349	7 887	270	14 353
COTON	1 330	8 517	1 462	10 499
CORAIL	2	1 309	2	2 306
ALGUES	6 973	163 563	5 289	96 531
AUTRES PROD. BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGET.	49 580	798 240	36 179	674 251

EXPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 006		2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE</u>	<u>16 599 502</u>	<u>8 841 633</u>	<u>17 102 361</u>	<u>10 240 357</u>
PHOSPHATES	13 398 591	5 080 698	13 916 465	6 085 860
SULFATE DE BARIUM	506 191	244 321	491 876	247 447
MINERAL DE FER	11 373	2 435	25 719	5 800
MINERAL DE MANGANESE	12 136	25 017	49 214	59 581
MINERAL DE CUIVRE	17 860	214 548	31 265	424 220
MINERAL DE PLOMB	30 949	203 441	42 777	596 395
MINERAL DE ZINC	156 611	1 038 547	118 312	704 442
MINERAL D'ANTIMOINE	10	40	13	71
FERRAILLE, DECHETS, DEBRIS DE FONTE, FER ET ACIER	167 667	363 251	140 307	401 483
DECHETS ET DEBRIS DE CUIVRE, ALLIES OU NON	17 723	776 160	16 531	844 604
FLUORINE-SPATH FLUOR-	106 944	160 251	76 402	123 899
AUTRES PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE	2 173 447	732 924	2 193 480	746 555
<u>DEMI PRODUITS</u>	<u>5 283 091</u>	<u>29 489 159</u>	<u>5 384 257</u>	<u>33 937 239</u>
ENGRAIS NATURELS ET CHIMIQUES	2 167 429	4 693 663	2 328 972	7 182 484
HUILES VOLATILES ET ESSENCES	510	108 782	599	125 669
CUIRS ET PEAUX	686	150 588	667	192 180
LIEGE OUVRE ET AGGLOMERE	790	78 763	1 077	82 395
ARGENT BRUT	226	704 702	258	711 187
PLOMB BRUT	49 932	609 028	44 749	926 840
ACIDE PHOSPHORIQUE	2 188 796	7 891 341	2 264 869	9 068 755
BOIS	22 528	320 248	19 189	336 272
FILS DE FIBRES SYNTHET. ET ARTIFICIELLES PR TISSAGE	2 881	153 238	2 400	123 336
FILS DE COTON	1 804	69 556	2 044	74 632
CIMENT	33 903	12 204	6 984	2 332
TOLES	181 581	1 301 147	146 060	1 195 483
COMPOSANTS ELECTRONIQUES (TRANSISTORS)	187	6 243 868	7 020	5 613 216
AUTRES DEMI PRODUITS	631 838	7 152 031	559 369	8 302 458
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE</u>	<u>95</u>	<u>24 412</u>	<u>156</u>	<u>32 034</u>
PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE	95	24 412	156	32 034
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL</u>	<u>86 499</u>	<u>11 937 158</u>	<u>107 776</u>	<u>14 008 019</u>
PARTIES ET PIECES DETACHEES PR VOITURES INDUSTR.	87	2 141	224	10 844
VOITURES INDUSTRIELLES	2 667	211 056	8 182	517 184
BANDAGES ET PNEUMATIQUES	870	29 216	76	4 259
BATEAUX DE MER	2	7 758	16 261	110 606
DIODES	1	5 508	13	14 200
FILS ET CABLES POUR L'ELECTRICITE	39 122	6 601 907	47 752	8 206 005
SOUS SYSTEMES ELECTRONIQUES	0	196 641	155	136 988
AUTRES PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL	43 750	4 882 931	35 113	5 007 933

EXPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 006		2 007	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION</u>	<u>236 821</u>	<u>35 030 079</u>	<u>236 373</u>	<u>36 059 682</u>
MAROQUINERIE,SACS ET ARTICLES DE VOYAGE	1 011	303 423	848	236 306
TISSUS DE FIBRES SYNTHETIQUES ET ARTIFICIELLES	1 960	242 148	1 857	227 940
TISSUS DE COTON	3 084	255 796	2 920	222 974
TAPIS	1 499	124 975	1 176	99 167
ARTICLES DE BONNETERIE	47 434	7 192 424	43 753	7 881 627
VETEMENTS CONFECTIONNES	77 233	20 698 969	70 797	20 473 526
COUVERTURES	733	85 535	638	54 809
ARTICLES CONFECTIONNES EN TISSUS	918	274 859	1 130	338 522
CHAUSSURES	12 800	1 834 011	12 588	2 103 357
QUINCAILLERIE DE MENAGE	1 753	59 340	1 134	46 266
LINGE DE MAISON	1 222	115 803	1 000	95 847
MEDICAMENTS	1 875	275 219	2 080	352 280
PARFUMERIES	5 409	276 788	5 985	250 134
VETEMENTS EN CUIR	523	184 361	577	205 446
ARTICLES DE SANITAIRE	21 525	252 407	21 269	245 657
VOITURES DE TOURISME	-	-	2 897	215 196
PIECES DETACHEES PR VOITURES DE TOURISME	5 616	669 413	4 498	511 019
VELOURS	79	7 082	538	31 218
AUTRES PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION	52 147	2 177 526	60 688	2 468 391
<u>OR INDUSTRIEL</u>	<u>1</u>	<u>180 778</u>	<u>1</u>	<u>109 302</u>
<u>TOTAL DES EXPORTATIONS</u>	<u>24 888 054</u>	<u>111 979 259</u>	<u>25 987 599</u>	<u>123 940 775</u>

IMPORTATIONS PAR PAYS

	2 006			2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
FRANCE	2 635 161	37 140 455	FRANCE	2 973 614	41 607 236
ESPAGNE	1 901 627	24 127 535	ESPAGNE	2 081 039	27 544 043
ARABIE SAOUDITE	3 924 992	13 922 609	ITALIE	680 626	16 694 589
ITALIE	577 306	13 299 079	ETATS-UNIS	6 030 673	15 442 487
CHINE	568 291	11 068 627	CHINE	662 178	15 146 182
ALLEMAGNE	574 475	9 794 192	ARABIE SAOUDITE	3 532 571	14 288 098
RUSSIE	3 957 598	9 650 921	RUSSIE	4 455 061	12 915 149
ETATS-UNIS	3 152 598	9 492 103	ALLEMAGNE	861 596	12 900 165
IRAN	2 086 269	8 317 600	PAYS-BAS	1 090 327	8 251 600
TURQUIE	843 586	5 488 780	GRANDE-BRETAGNE	712 816	7 108 892
PAYS-BAS	608 362	4 683 467	TURQUIE	725 327	6 927 281
U.E.B.L	431 047	4 410 085	ALGERIE	1 683 715	6 792 562
GRANDE-BRETAGNE	271 983	4 365 292	IRAN	1 588 485	6 591 707
ALGERIE	1 190 486	4 086 903	U.E.B.L	389 056	4 682 522
BRESIL	917 570	4 033 850	BRESIL	1 146 208	4 533 885
JAPON	49 178	3 574 848	JAPON	56 357	4 280 987
SUEDE	423 569	3 013 823	SUEDE	528 296	4 118 748
COREE DU SUD	147 304	2 888 644	ARGENTINE	1 242 468	3 744 080
ARGENTINE	630 901	2 782 339	COREE DU SUD	68 384	3 685 092
PORTUGAL	375 839	2 576 575	PORTUGAL	418 183	3 149 608
UKRAINE	1 244 432	2 206 589	EGYPTE	641 525	2 792 076
AFRIQUE DU SUD	3 078 118	2 046 311	INDE	190 948	2 565 624
SUISSE	17 885	1 995 644	AFRIQUE DU SUD	1 686 263	2 541 629
EGYPTE	329 060	1 834 593	CANADA	673 857	2 096 529
INDE	70 904	1 616 383	SUISSE	9 294	2 006 008
CANADA	636 949	1 546 094	UKRAINE	571 089	1 746 143
POLOGNE	701 386	1 414 856	FINLANDE	152 922	1 733 941
EMIRATS ARABES UNIS	367 954	1 336 234	TUNISIE	136 926	1 654 019
IRLANDE	41 412	1 270 077	POLOGNE	780 163	1 375 260
FINLANDE	155 469	1 204 219	EMIRATS ARABES UNIS	233 622	1 292 271
TUNISIE	114 434	1 177 430	IRLANDE	39 596	1 266 242
ROUMANIE	76 716	869 993	THAILANDE	32 225	1 048 001
LIBYE	174 563	830 838	ROUMANIE	51 195	1 032 935
AUTRICHE	53 709	802 462	AUTRICHE	77 817	1 026 593
HONGRIE	4 238	774 387	HONGRIE	29 165	892 517
MALAISIE	26 553	753 537	TAIWAN	41 501	813 879
INDONESIE	290 533	716 435	LIBYE	147 204	793 157
TAIWAN	12 494	615 077	INDONESIE	102 011	711 192
REPUBLIQUE TCHEQUE	150 805	588 186	REPUBLIQUE TCHEQUE	35 343	567 041
THAILANDE	58 408	526 000	HONDURAS	13 768	565 466
GRECE	60 387	484 434	GRECE	46 174	544 571
DANEMARK	9 918	424 137	KAZAKHSTAN	364 765	530 139
NORVEGE	41 071	420 038	DANEMARK	27 685	502 470
HONDURAS	10 146	416 444	COLOMBIE	690 495	481 027
VENEZUELA	496 621	318 380	LETONIE	93 135	464 032
NOUVELLE-ZELANDE	14 091	271 608	VENEZUELA	536 429	463 985
NIGERIA	97 319	262 803	MALAISIE	21 880	446 976
URUGUAY	159 551	255 302	GABON	93 564	420 134
SLOVAQUIE	9 479	247 925	LITUANIE	112 062	372 732
QATAR	20 602	235 955	SLOVAQUIE	11 172	365 260

IMPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 006			2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
GABON	54 482	235 318	QATAR	26 930	333 382
BAHREIN	8 166	216 705	NORVEGE	24 713	329 165
HONG-KONG	6 720	206 608	VIETNAM	15 771	325 978
KOWEIT	166 517	202 518	PEROU	17 776	288 702
CHILI	66 077	192 735	BULGARIE	56 466	279 976
SINGAPOUR	1 650	185 548	BAHREIN	10 644	275 634
LIBAN	5 747	178 226	KOWEIT	198 527	257 232
VIETNAM	10 436	174 778	AUSTRALIE	7 761	223 005
SYRIE	18 065	169 216	HONG-KONG	4 595	222 883
AUSTRALIE	5 806	165 662	NOUVELLE-ZELANDE	8 565	209 235
BULGARIE	29 347	162 688	SYRIE	23 454	207 181
MEXIQUE	1 146	152 704	LIBAN	6 616	198 854
GUINEE	23 412	131 525	URUGUAY	6 603	181 676
COTE D'IVOIRE	34 605	125 885	MEXIQUE	1 410	179 616
COLOMBIE	130 647	123 136	COTE D'IVOIRE	46 706	160 131
PAKISTAN	3 369	106 037	SINGAPOUR	2 347	151 471
SENEGAL	9 355	90 230	PAKISTAN	3 745	124 843
CONGO	37 845	84 626	ANGOLA	20 903	123 038
BURKINA FASO	6 250	74 078	REP. CENTRAFRICAINE	13 159	112 211
MALI	6 116	71 835	BIELORUSSIE	32 423	109 487
PEROU	5 382	62 709	GUINEE	11 651	99 903
CAMEROUN	8 123	61 961	BURKINA FASO	7 958	90 863
LITUANIE	18 726	59 206	SENEGAL	6 658	88 695
SLOVENIE	1 351	56 376	NIGERIA	43 072	84 211
MADAGASCAR	3 915	47 071	MALI	7 480	83 811
BIELORUSSIE	19 720	46 161	CAMEROUN	9 783	67 414
LETONIE	12 259	46 109	CONGO	35 839	66 121
JORDANIE	4 416	43 752	CROATIE	11 744	65 679
CROATIE	12 939	43 160	PARAGUAY	19 391	65 047
MOLDAVIE	14 733	42 023	SLOVENIE	2 337	64 557
PORTO RICO	39	41 847	IRAQ	30 507	63 181
BENIN	3 635	41 659	MALTE	8 174	62 605
BANGLADESH	3 183	40 515	JORDANIE	4 783	61 546
GEORGIE	1 435	39 830	TOGO	5 892	59 489
TOGO	8 758	39 608	CHILI	10 779	58 280
PHILIPPINES	406	36 722	BANGLADESH	5 186	56 333
IRAQ	17 721	35 931	MADAGASCAR	4 099	53 007
REP. CENTRAFRICAINE	5 236	35 466	BENIN	4 975	52 780
CAP VERT	2 998	34 032	YUGOSLAVIE	19 615	49 652
MALTE	808	33 582	MOLDAVIE	13 365	45 760
SRI LANKA	1 168	29 602	PORTO RICO	15	36 804
CUBA	444	24 119	ESTONIE	5 185	32 130
R.D.CONGO(EX ZAIRE)	3 480	23 130	GHANA	20 018	31 242
YUGOSLAVIE	10 781	21 974	R.D.CONGO(EX ZAIRE)	3 603	29 869
GIBRALTAR	169	21 791	OMAN	1 843	29 380
OUGANDA	1 486	21 182	SRI LANKA	904	27 193
GUINEE EQUATORIALE	6 584	19 652	CAP VERT	2 345	26 267
OMAN	616	19 512	BOSNIE HERZEGOVINE	5 805	25 562
MALAWI	677	18 967	TCHAD	2 082	22 518
LIBERIA	950	18 359	PHILIPPINES	434	22 287

IMPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 006			2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
TANZANIE	1 159	16 275	CUBA	520	21 292
ESTONIE	3 111	15 335	OUGANDA	1 282	20 189
TCHAD	1 367	14 729	ETHIOPIE	3 728	19 514
MAURITANIE	3 773	13 848	GUINEE EQUATORIALE	5 546	17 514
GHANA	14 725	13 567	COSTA RICA	817	17 355
ETHIOPIE	3 275	12 984	KENYA	1 760	17 164
BOSNIE HERZEGOVINE	2 618	12 573	EQUATEUR	2 010	13 312
COSTA RICA	336	12 126	TADJIKISTAN	167	11 240
KENYA	1 254	10 992	MAURITANIE	3 531	10 651
EQUATEUR	2 156	9 818	MALAWI	366	10 457
PARAGUAY	5 310	8 518	TANZANIE	685	9 296
OUZBEKISTAN	119	8 384	SALVADOR	193	9 202
ISLANDE	247	8 115	SURINAM	3 946	7 905
GUATEMALA	250	6 341	OUZBEKISTAN	500	6 968
ALBANIE	74	5 156	MAURICE	103	6 050
CHYPRE	229	4 446	ISLANDE	119	6 006
TUKMENISTAN	299	4 438	CHYPRE	198	5 901
SOUDAN	594	4 334	CAMBODGE	1 212	5 801
MAURICE	18	4 160	YEMEN	213	4 226
SALVADOR	42	3 868	SIERRA LEONE	277	4 112
ANDORRE	20	3 418	SOUDAN	290	4 041
SIERRA LEONE	1 180	3 350	GUATEMALA	221	4 003
BAHAMAS	26	2 716	ARMENIE	80	2 736
REP. DOMIMICAINE	48	2 006	REP. DOMIMICAINE	43	2 658
ANGOLA	194	1 856	BAHAMAS	23	2 478
CAMBODGE	6	1 796	NICARAGUA	134	2 427
COMORES (ILES)	50	1 343	TUKMENISTAN	114	2 190
MACAO	1	1 312	MACEDOINE	127	1 897
TADJIKISTAN	22	1 272	KIRGHISTAN	330	1 257
MACEDOINE	52	1 175	ALBANIE	12	1 122
KAZAKHSTAN	103	849	SWAZILAND	16	1 113
BOLIVIE	18	615	ERYTHREE	84	1 038
NIGER	65	539	MACAO	2	999
SURINAM	53	294	GEORGIE	25	961
ERYTHREE	4	275	MOZAMBIQUE	67	957
PAPOUASIE	4	269	ANTIGUA ET BARBUDA	10	867
GAMBIE	21	209	ZIMBABWE	122	863
NOUVELLE CALEDONIE	10	198	RWANDA	39	787
BARBADE	4	180	BOLIVIE	77	749
ANTIGUA ET BARBUDA	24	149	SOMALIE	20	524
ZIMBABWE	2	147	PANAMA	22	321
MYANMAR	9	135	ILES COCOS	1	252
SAINT-HELENE	9	131	REUNION (LA)	7	182
AUTRES	79	3 203	AUTRES	58	56 150
TOTAL	34 634 205	210 553 608	TOTAL	39 434 508	259 747 375

EXPORTATIONS PAR PAYS

	2 006			2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
FRANCE	1 606 410	32 518 002	FRANCE	1 621 191	34 104 344
ESPAGNE	3 557 070	22 619 737	ESPAGNE	4 096 607	25 184 054
GRANDE-BRETAGNE	326 675	6 866 834	ITALIE	523 001	6 480 463
ITALIE	528 019	5 586 568	GRANDE-BRETAGNE	363 050	6 388 316
INDE	2 380 335	4 456 486	INDE	2 137 439	4 853 183
ALLEMAGNE	540 320	3 422 513	BRESIL	2 155 219	4 246 552
U.E.B.L	739 236	3 280 744	ALLEMAGNE	375 215	3 580 475
PAYS-BAS	440 434	2 640 154	U.E.B.L	679 107	3 032 008
BRESIL	1 451 360	2 608 679	ETATS-UNIS	2 862 172	2 994 397
ETATS-UNIS	2 514 934	2 253 755	PAYS-BAS	436 512	2 587 200
PORTUGAL	283 553	2 057 807	PORTUGAL	226 598	2 218 442
RUSSIE	310 473	1 570 209	RUSSIE	359 928	1 707 362
SUISSE	30 266	1 412 500	GRECE	504 779	1 604 432
TURQUIE	587 496	1 075 527	SUISSE	30 436	1 397 494
CHINE	130 390	946 789	JAPON	233 453	1 313 135
JAPON	190 494	893 637	CANADA	272 501	1 208 496
PAKISTAN	410 124	836 285	TURQUIE	496 094	1 142 476
CANADA	142 657	791 136	CHINE	147 084	926 253
TUNISIE	134 999	784 850	PAKISTAN	476 545	853 302
GRECE	161 087	693 326	TUNISIE	74 630	659 595
NOUVELLE-ZELANDE	733 300	639 450	NOUVELLE-ZELANDE	868 850	659 004
IRAN	377 070	531 682	ARABIE SAOUDITE	133 216	637 972
ARABIE SAOUDITE	103 624	514 690	ALGERIE	145 241	617 536
ALGERIE	67 388	505 793	SENEGAL	76 121	602 528
ARGENTINE	258 063	486 601	POLOGNE	940 627	559 203
SENEGAL	92 275	473 447	MALTE	81 608	465 840
MEXIQUE	924 546	428 369	MEXIQUE	898 691	439 706
LITUANIE	546 906	422 679	BULGARIE	239 680	415 812
AUTRICHE	171 999	405 518	AUTRICHE	85 028	397 645
EGYPTE	53 089	329 616	THAILANDE	84 895	377 452
COREE DU SUD	399 947	327 485	GUINEE EQUATORIALE	29 949	362 958
THAILANDE	129 572	324 659	ARGENTINE	282 263	362 740
POLOGNE	886 209	322 806	IRLANDE	23 468	360 270
AUSTRALIE	428 551	322 653	MAURITANIE	44 185	357 918
SYRIE	30 634	311 220	NORVEGE	279 893	352 628
SLOVAQUIE	8 465	309 646	SLOVAQUIE	9 294	349 719
BULGARIE	267 163	288 959	LIBYE	44 005	342 107
IRLANDE	11 549	282 281	IRAN	175 300	337 745
MAURITANIE	87 475	279 858	EGYPTE	59 257	336 187
LIBAN	26 473	256 166	COREE DU SUD	394 587	333 058
INDONESIE	683 280	236 599	SYRIE	33 816	315 800
NORVEGE	201 837	231 775	AUSTRALIE	397 777	289 480
COTE D'IVOIRE	36 925	229 630	JORDANIE	10 831	274 334
GHANA	25 736	218 565	GHANA	25 842	272 662
CONGO	13 636	216 060	COTE D'IVOIRE	40 853	270 771
JORDANIE	11 385	212 538	LITUANIE	372 049	266 107
BENIN	31 317	210 064	INDONESIE	403 158	259 317
EMIRATS ARABES UNIS	12 354	207 001	EMIRATS ARABES UNIS	15 447	252 520
LIBYE	12 616	199 808	SINGAPOUR	46 427	235 355
GUINEE	43 675	194 215	MALI	13 357	223 304

EXPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 006			2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
MALI	18 289	184 634	LIBAN	11 245	220 110
ANGOLA	28 305	180 356	BENIN	7 913	202 591
GUINEE EQUATORIALE	23 720	169 352	CONGO	17 102	197 136
GABON	10 173	155 273	GUINEE	30 874	188 610
R.D.CONGO(EX ZAIRE)	17 080	151 990	TOGO	7 585	182 330
NIGERIA	19 634	148 491	ANGOLA	20 164	171 725
TOGO	10 081	144 489	HONG-KONG	1 249	170 979
CROATIE	331 207	142 077	ROUMANIE	190 756	170 108
VENEZUELA	248 910	133 820	CROATIE	316 513	152 383
YEMEN	5 527	125 077	GABON	11 605	148 357
REPUBLIQUE TCHEQUE	1 482	123 743	SUEDE	16 008	146 396
ROUMANIE	147 046	103 042	BANGLADESH	78 817	140 199
BURKINA FASO	20 420	96 303	BURKINA FASO	20 373	136 648
GAMBIE	25 688	96 189	CAMEROUN	18 332	131 175
CAMEROUN	8 757	87 760	NIGERIA	16 273	127 991
IRAQ	6 040	73 720	R.D.CONGO(EX ZAIRE)	11 656	120 619
OMAN	2 301	70 858	REPUBLIQUE TCHEQUE	1 458	120 080
AFRIQUE DU SUD	33 509	69 303	FINLANDE	12 062	118 351
KOWEIT	3 236	65 201	GAMBIE	24 475	118 075
PHILIPPINES	167 672	63 608	VENEZUELA	197 327	108 224
SUEDE	7 129	55 373	URUGUAY	33 531	107 622
PANAMA	2 412	53 145	CUBA	20 393	85 576
LIBERIA	12 348	51 388	KOWEIT	3 888	75 353
COLOMBIE	89 157	50 526	TAIWAN	1 932	70 439
FINLANDE	6 556	49 798	PANAMA	1 238	68 117
REUNION (LA)	3 900	49 096	IRAQ	2 220	63 654
TAIWAN	53 632	44 913	LETTONIE	7 640	61 140
NIGER	5 112	43 927	YEMEN	1 737	58 343
BANGLADESH	64 221	43 816	SIERRA LEONE	3 944	57 957
PEROU	133 297	42 890	CHYPRE	6 826	55 695
LETTONIE	4 719	42 648	COLOMBIE	93 126	52 801
MAURICE	1 495	37 413	PEROU	117 035	52 077
QATAR	1 086	32 968	REUNION (LA)	3 364	47 776
HONG-KONG	890	29 706	AFRIQUE DU SUD	4 253	46 659
SRI LANKA	560	28 292	MAURICE	1 989	46 426
KENYA	2 110	27 110	OMAN	1 474	42 448
DANEMARK	2 380	26 844	SLOVENIE	5 748	42 207
CUBA	12 208	23 880	HONGRIE	3 594	41 978
MALTE	1 977	23 233	SRI LANKA	939	38 730
URUGUAY	10 208	22 701	NIGER	2 716	37 912
UKRAINE	2 950	22 522	QATAR	995	35 040
SIERRA LEONE	1 219	22 379	LIBERIA	7 107	32 835
MALAISIE	594	22 071	NAMIBIE	30 513	31 777
REP. DOMIMICAINE	1 166	21 505	TCHAD	1 341	31 519
HAITI	444	19 498	MALAISIE	4 181	29 891
SLOVENIE	1 087	18 170	KENYA	2 173	25 117
TCHAD	465	17 079	YOUgoslavie	1 271	22 936
MADAGASCAR	1 312	17 040	MADAGASCAR	585	22 479
TRINIDAD	1 698	16 574	GUINEE BISSAU	2 924	20 370
HONGRIE	1 419	15 917	GEORGIE	702	20 166

EXPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 006			2 007	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
CHILI	1 005	15 807	ISLANDE	1 701	19 462
YUGOSLAVIE	1 574	12 221	DANEMARK	7 423	17 870
REP. CENTRAFRICAINE	3 369	12 126	UKRAINE	2 008	16 990
MAYOTEE	437	9 272	PHILIPPINES	66	16 073
NOUVELLE CALEDONIE	407	8 863	HAITI	434	14 917
NAMIBIE	4 976	8 486	TANZANIE	496	12 843
ISLANDE	614	7 974	MAYOTEE	552	12 644
BAHREIN	253	7 970	COMORES (ILES)	530	11 399
COMORES (ILES)	409	7 758	REP. CENTRAFRICAINE	2 690	10 703
ALBANIE	354	7 593	BAHREIN	538	9 974
GEORGIE	8 423	6 005	TRINIDAD	1 927	9 945
PARAGUAY	174	6 004	REP. DOMINICAINE	611	9 486
MARTINIQUE	274	5 863	NOUVELLE CALEDONIE	406	9 131
PORTO RICO	62	5 802	ESTONIE	1 092	8 743
TANZANIE	265	5 772	PARAGUAY	236	8 705
GUADELOUPE	305	5 769	HONDURAS	1 328	8 551
SINGAPOUR	216	5 437	VIETNAM	1 994	7 707
ESTONIE	407	5 352	SALVADOR	9 386	6 642
HONDURAS	887	5 313	GUADELOUPE	297	6 304
SOUDAN	156	5 200	ALBANIE	245	5 946
ETHIOPIE	55	4 510	MARTINIQUE	258	5 637
COSTA RICA	183	3 961	SOUDAN	351	5 486
GUYANE FRANCAISE	155	3 339	BIELORUSSIE	839	5 252
SALVADOR	115	3 257	ETHIOPIE	294	5 244
BOLIVIE	115	2 957	AZERBAIDJAN	7 964	4 517
CHYPRE	112	2 768	CHILI	220	4 200
MACEDOINE	105	2 342	PORTO RICO	79	3 515
GIBRALTAR	4	1 866	COSTA RICA	115	3 045
ZIMBABWE	48	1 856	DJIBOUTI	51	2 947
BOSNIE HERZEGOVINE	118	1 719	OUGANDA	53	2 115
DJIBOUTI	23	1 548	KAZAKHSTAN	406	1 948
GUINEE BISSAU	227	1 416	MACEDOINE	70	1 748
MACAO	32	1 270	CAP VERT	393	1 617
AZERBAIDJAN	80	1 191	BOLIVIE	164	1 513
OUGANDA	5	996	ZIMBABWE	21	1 359
ERYTHREE	184	929	GUYANE FRANCAISE	58	1 334
SURINAM	38	889	BELIZE	2	1 193
RWANDA	40	874	SURINAM	41	1 180
CAP VERT	7	822	MOZAMBIQUE	27	1 132
ANTIGUA ET BARBUDA	11	792	ERYTHREE	40	984
FIJI	61	784	BURUNDI	35	930
POLYNESIE FRANCAISE	31	765	SAINT-HELENE	18	925
BAHAMAS	30	726	NEPAL	17	819
WALLIS ET FUTUNA	29	694	BOSNIE HERZEGOVINE	111	794
VIETNAM	11	674	OUZBEKISTAN	26	745
BURUNDI	18	529	POLYNESIE FRANCAISE	30	693
AUTRES	161 431	1 188 119	AUTRES	233 514	1 349 084
TOTAL	24 888 054	111 979 259	TOTAL	25 987 599	123 940 775

*Loi n°19-06 relative aux déclarations
statistiques aux fins d'élaboration des
données des échanges extérieurs, de la
balance des paiements et de la position
financière extérieure globale du Maroc*

LOI N° 19-06
RELATIVE AUX DECLARATIONS STATISTIQUES AUX
FINS D'ELABORATION DES DONNEES DES ECHANGES
EXTERIEURS, DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET
DE LA POSITION FINANCIERE EXTERIEURE
GLOBALE DU MAROC

-_-_-_-_-

Chapitre premier
Dispositions générales
Article premier

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux opérations commerciales et financières réalisées entre résidents et non-résidents, aux mouvements de fonds entre le Maroc et l'étranger ou, au Maroc, entre résidents et non-résidents et, de manière générale, à toutes les opérations qui doivent être enregistrées dans les statistiques des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale.

Les opérations susvisées font obligatoirement l'objet de déclarations statistiques dans les conditions et formes prévues par les dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Article 2

Au sens de la présente loi, on entend par résidents :

- les personnes physiques de nationalité marocaine ayant leur résidence habituelle au Maroc y compris les fonctionnaires marocains en poste à l'étranger ;
- les personnes physiques de nationalité étrangère domiciliées au Maroc, ainsi que celles considérées comme résidentes au sens de la législation fiscale en vigueur ;
- les personnes morales marocaines et les établissements, agences, succursales ou autres dépendances que possèdent au Maroc des personnes morales étrangères ou des personnes physiques étrangères non résidentes ;
- les personnes physiques ou morales installées dans les places financières offshore et les zones franches.

Chapitre II
Déclarations statistiques
Article 3

Les opérations visées à l'article premier ci-dessus, effectuées par l'entremise des établissements de crédit tels que définis à l'article premier de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par le dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) ou par d'autres établissements agréés pour effectuer les opérations de change ou par les banques offshore, font l'objet de déclarations statistiques établies par lesdits établissements. A cette fin, les

résidents, auteurs ou bénéficiaires de ces opérations, doivent leur communiquer les renseignements nécessaires à l'établissement desdites déclarations.

Lorsque ces opérations ne sont pas effectuées par l'entremise des établissements susvisés, les déclarations statistiques y afférentes sont effectuées par les résidents auteurs ou bénéficiaires desdites opérations.

Article 4

Par complément des dispositions de l'article premier du dahir n°1-58-021 du premier rejev 1377 (22 janvier 1958) relatif à l'Office des changes, ledit Office est chargé de l'élaboration, de la publication et de la diffusion des statistiques des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc, conformément aux normes nationales et internationales en la matière.

A cet effet, les déclarations statistiques visées à l'article 3 ci-dessus doivent lui être adressées selon les formes et modalités fixées par voie réglementaire.

L'Office des changes est également habilité à effectuer toute enquête ou investigation directement auprès des personnes assujetties à l'obligation de déclaration statistique, conformément aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux enquêtes statistiques des services publics.

Article 5

Les enquêtes et investigations statistiques visées à l'article 4 ci-dessus sont effectuées par des enquêtes statistiques assermentés, dûment habilités à cet effet par le directeur de l'Office des changes.

Lesdits enquêteurs peuvent également être chargés par ledit directeur de s'assurer du respect des dispositions de la présente loi par les personnes assujetties à l'obligation de déclaration statistique et de constater les infractions visées aux articles 8 et 10 de la présente loi.

Le secret professionnel ne peut être opposé audit Office et à ses agents diligents à cet effet, agissant dans le cadre des dispositions de la présente loi.

Chapitre III

Secret des informations

Article 6

Sauf indications contraires prévues par des dispositions législatives en vigueur, les informations individuelles d'ordre économique et financier figurant sur les déclarations statistiques ou collectées à l'occasion d'enquêtes ou d'investigations statistiques effectuées par l'Office des changes, ne peuvent être communiquées par celui-ci à des tiers, sauf accord écrit préalable de la personne concernée ou à la demande de l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Article 7

Sous peine des sanctions prévues à l'article 446 du code pénal, les agents de l'Office des changes sont strictement tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont pris connaissance dans le cadre de la collecte et du traitement des déclarations statistiques.

Il leur est interdit de publier, de divulguer, de communiquer ou d'utiliser à leur propre profit ou au profit de tiers, les documents ou informations individuel(le)s dont ils prennent connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Chapitre IV

Sanctions

Article 8

Le défaut de déclaration, les fausses déclarations ou le non respect des formes et modalités d'établissement ou de transmission des déclarations statistiques constituent des infractions aux dispositions de la présente loi.

Les infractions constatées à l'encontre des personnes assujetties à l'obligation de déclaration statistique autres que les établissements visés à l'article 3 de la présente loi, sont passibles d'une sanction pécuniaire dont le montant est fixé à 10% de la valeur globale des opérations objet des infractions constatées, sans que ce montant puisse dépasser dix mille dirhams pour les personnes physiques et cinquante mille dirhams pour les personnes morales.

Article 9

L'Office des changes notifie à l'assujetti à l'obligation de déclaration statistique les infractions relevées à son encontre et le met en demeure de lui faire part de toute justification ou explication utile à ce sujet, dans un délai qui ne peut être inférieur à trente jours, courant à compter de la date de la réception de la notification.

En cas de constatation de l'infraction, l'Office des changes notifie à l'intéressé le montant de la sanction pécuniaire prononcée à son encontre et le délai dans lequel le règlement dudit montant doit être effectué au profit de l'Office des changes, délai qui ne peut être inférieur à trente jours pour les personnes morales et à soixante jours pour les personnes physiques, à compter de la date de la réception de la notification par l'intéressé.

Les notifications peuvent être adressées soit par correspondance contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si l'intéressé refuse de recevoir la notification, l'Office des changes établit un procès-verbal de refus. La date de l'établissement dudit procès-verbal est réputée date de réception de la notification.

Article 10

Lorsque les infractions visées à l'article 8 sont constatées à l'encontre d'un établissement de crédit ou d'un établissement agréé pour effectuer les opérations de change ou d'une banque offshore, l'Office des Changes met en demeure l'établissement concerné de respecter les dispositions de la présente loi, dans un délai d'un mois, courant à compter de la date de l'envoi de la notification de la mise en demeure à l'établissement.

Passé ce délai et si l'établissement contrevenant continue à ne pas respecter les dispositions de la présente loi, il lui est appliqué une sanction pécuniaire dont le montant est fixé à 10 % de la valeur globale des opérations objet des infractions constatées, sans que ce montant puisse dépasser cent mille dirhams.

Lorsque les mesures prévues ci-dessus demeurent sans effet, le Gouverneur de Bank Al-Maghrib pour les établissements de crédit ou le ministre chargé des finances pour les établissements agréés à effectuer les opérations de change et les banques offshore, peut, sur proposition du directeur de l'Office des changes, prononcer à l'encontre de l'établissement récalcitrant la restriction ou

l'interdiction d'effectuer certaines ou toutes opérations de change pour une période minimum d'un mois et maximum de six mois.

Pour les banques offshore, la sanction peut porter sur la suspension de l'agrément pour une période similaire.

Les sanctions prises en vertu des dispositions du présent article sont portées à la connaissance de la direction, du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de l'établissement concerné.

Article 11

En cas de récidive, les sanctions appliquées au contrevenant sont portées au double.

Est en état de récidive, l'assujetti à l'obligation de déclaration statistique qui, après avoir fait l'objet d'une sanction pour une infraction antérieure, en commet une autre de même nature dans les douze mois qui suivent la date du constat de la première infraction.

Les sanctions prévues aux articles 8 et 10 ne peuvent être appliquées aux mêmes infractions ayant fait l'objet de poursuites dans le cadre de la législation en vigueur en matière douanière.

Article 12

Dans le cas où le règlement des sommes correspondant à la sanction pécuniaire n'a pas été effectué conformément aux dispositions des articles 9 et 10 de la présente loi, le recouvrement des sommes dues est assuré, à la demande de l'Office des changes et pour son compte, par les comptables de la Trésorerie générale du Royaume, dans les conditions prévues par la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques.

Chapitre V

Dispositions diverses

Article 13

Les publications portant sur les informations et/ou études relatives aux domaines visés à l'article 4 ci-dessus sont mises, par tous moyens en usage, à la disposition des usagers à titre gracieux.

Toutefois, certains travaux commandés à l'Office des changes par des tiers, ainsi que certaines publications peuvent être fournis contre paiement dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 14

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux opérations de commerce extérieur, lorsque celles-ci font l'objet de déclarations prévues par la législation en vigueur en matière douanière.

Toutefois, l'Office des changes peut recueillir, directement auprès des personnes qui effectuent lesdites opérations, toute information complémentaire nécessaire à l'élaboration des statistiques des échanges extérieurs et effectuer les enquêtes et les investigations visées à l'article 4 portant sur ces opérations.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5521 du 12 rabii II 1428 (30 avril 2007) et le texte en langue française dans l'édition de traduction officielle du « Bulletin officiel » n° 5522 du 15 rabii II 1428 (3 mai 2007).

*Décret n° 2-07-885
du 8 hiza 1428 (19 décembre 2007) pris pour
l'application, de la loi n° 19-06 relative aux
déclarations statistiques aux fins d'élaboration des
données des échanges extérieurs, de la balance des
paiements et de la position financière extérieure
globale du Maroc*

*Décret n° 2-07-885
du 8 hija 1428 (19 décembre 2007) pris pour l'application, de la loi
n° 19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration
des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de
la position financière extérieure globale du Maroc*

-==--==--

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc promulguée par le Dahir n°1-07-51 du 28 rabii I 1428 (17 avril 2007), notamment ses articles 1,4 et 13 ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 2 hija 1428 (13 décembre 2007),

DECRETE :

ARTICLE PREMIER : les déclarations statistiques prévues à l'article 3 de la loi susvisée n° 19-06 sont établies et adressées à l'Office des Changes par les personnes qui y sont assujetties, selon les modalités, procédures, délais et modèles fixés, suivant la nature de chaque catégorie soumise à ces déclarations, par décision du ministre chargé des finances, prise sur proposition du directeur de l'Office des Changes.

ARTICLE 2 : le montant à payer en contrepartie de certains travaux ou certaines publications portant sur des statistiques commandé (e) s à l'Office des Changes par des tiers, prévu à l'article 13 de la loi précitée n° 19-06, est fixé par décision du ministre chargé des finances, prise sur proposition du directeur de l'Office des Changes.

ARTICLE 3 : le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin officiel.